

The image shows five shields arranged in two rows. The top row contains three shields: a black shield with a red diagonal stripe, a red shield with a black eagle, and a gold shield with two black stars. The bottom row contains two shields: a black shield with a red eagle and a gold shield with two black stars.

# RÈGLEMENT SUR LES CONSTRUCTIONS (RCC)

**AUTORITÉ COMMUNALE**

DÉPÔT PUBLIC

DU 25 MARS 2010

AU 23 AVRIL 2010

ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLEE COMMUNALE LE

19 JANVIER 2011

AU NOM L'ASSEMBLEE COMMUNALE

LE PRÉSIDENT

LE SECRÉTAIRE

LE SECRÉTAIRE COMMUNAL SOUSSIGNE CERTIFIE  
L'EXACTITUDE DES INDICATIONS CI-DESSUS

LA BAROCHE, LE .....

SIGNATURE

TIMBRE

**AUTORITÉ CANTONALE**

## EXAMEN PRÉALABLE DU

21 AOUT 2009

APPROUVÉ PAR DÉCISION DU

.....

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
DOMINIQUE NUSBAUMER - CHEF DE SERVICE

SIGNATURE

TIMBRE

# Table des matières et index chronologiques

Table des matières

## **TITRE PREMIER : Dispositions générales**

### **CHAPITRE I : Préambule**

1. Présentation.....	1
2. Portée.....	1
3. Conception directrice.....	1
4. Programme d'équipement.....	1
5. Législation en vigueur.....	2
6. Définition et modes de calculs.....	2

### **CHAPITRE II : Police des constructions**

1. Compétences.....	3
2. Peines.....	3
3. Commission d'urbanisme.....	3
4. Préavis du Conseil communal.....	3

### **CHAPITRE III : Dispositions transitoires**

1. Procédures en cours.....	4
2. Abrogation des documents en vigueur.....	4
3. Maintien des documents en vigueur.....	4

### **CHAPITRE IV : Entrée en vigueur**

Date et document.....	4
-----------------------	---

## **TITRE DEUXIÈME : Dispositions applicables à l'ensemble du territoire communal**

### **CHAPITRE I : Patrimoine architectural, historique, archéologique et paléontologique**

1. Bâtiments protégés.....	5
2. Objets protégés.....	5
3. Vestiges historiques, archéologiques ou paléontologiques.....	6
4. Objet local.....	6

### **CHAPITRE II : Patrimoine naturel**

1. Généralités.....	6
2. Haies et bosquets.....	6
3. Arbres isolés et allées d'arbres.....	8
4. Eaux de surface.....	8
5. Espace des cours d'eau.....	9
6. Entretien.....	10

### **CHAPITRE III : Aire forestière**

1. Forêt et pâturages boisés.....	10
2. Limites forestières constatées.....	10

### **CHAPITRE IV : Espaces publics et équipements**

1. Aménagement des espaces publics.....	10
2. Réalisation des équipements.....	11

3. Contributions des propriétaires fonciers.....	11
4. Chemins de randonnée pédestre .....	11
5. Itinéraires cyclables .....	11

## **CHAPITRE V : Parcelles**

1. Aménagement.....	11
2. Plan d'aménagement des abords.....	11
3. Topographie.....	12
4. Sites pollués .....	12

## **CHAPITRE VI : Constructions**

1. Alignements et distances .....	12
2. Constructions et topographie.....	13
3. Sondages géologiques et sondes géothermiques .....	13
4. Installations solaires.....	13
5. Antennes extérieures.....	14

## **TITRE TROISIÈME : Dispositions applicables aux zones**

### **CHAPITRE I : Zones à bâtir**

Section 1 : Préambule .....	15
Section 2 : Zone centre A (zone CA) .....	15
Section 3 : Zone mixte A (zone MA) .....	22
Section 4 : Zone d'habitation A (zone HA).....	25
Section 5 : Zone d'utilité publique A (zone UA) .....	29

### **CHAPITRE II : Zones agricoles**

Section 1 : Préambule .....	32
Section 2 : Zone agricole A (zone ZA) .....	32

### **CHAPITRE III : Périmètres particuliers**

Section 1 : Préambule .....	34
Section 2 : Périmètre de protection archéologique et paléontologique (périmètre PA) .....	34
Section 3 : Périmètre de protection des vergers (périmètre PV).....	35
Section 4 : Périmètre de protection du paysage (périmètre PP) .....	36
Section 5 : Périmètre de protection de la nature (périmètre PN).....	37

### **CHAPITRE IV : Périmètres indicatifs**

Section 1 : Préambule .....	39
Section 2 : Périmètre de protection des eaux (périmètre PE) .....	39
Section 3 : Périmètre de risques naturels (périmètre PR).....	40

*Annexe I : Limites forestières constatées*

*Annexe II : Fiche illustrative d'aménagement de surfaces*

*Annexe III : Entretien du bocage*

*Annexe IV : Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura*

*Annexe V : Espace minimal des cours d'eau*

*Annexe VI : Interprétations graphiques de quelques prescriptions de constructions et d'aménagement*

## Index des textes de loi

<b>LAT</b>	Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (RS 700) .....	2
<b>OAT</b>	Ordonnance fédérale du 2 octobre 1989 sur l'aménagement du territoire (RS 700.1) .....	2
<b>LPE</b>	Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (RS 814.01) .....	2
<b>OPB</b>	Ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (RS 814.41) .....	2
<b>OPair</b>	Ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (RS 814.318.142.1) .....	2
<b>LCAT</b>	Loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RSJU 701.1) .....	2
<b>OCAT</b>	Ordonnance cantonale du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RSJU 701.11) .....	2
<b>DRN</b>	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions (RSJU 701.31) .....	2
<b>DPC</b>	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire (RSJU 701.51) .....	2
<b>DCPF</b>	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers (RSJU 701.71) .....	2
<b>DRTB</b>	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le remembrement des terrains à bâtir (RSJU 701.81) .....	2
<b>LiCC</b>	Loi cantonale du 9 novembre 1978 d'introduction du code civil Suisse (RSJU 211.1) .....	2
<b>LCER</b>	Loi cantonale du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (RSJU 722.11) .....	2
<b>OACE</b>	Ordonnance fédérale du 2 novembre 1994 sur l'aménagement des cours d'eau (RS 721.100.1) .....	9
<b>LFOR</b>	Loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (RSJU 921.11) .....	10
-	Loi cantonale du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (RSJU 722.41) .....	11
-	Loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables (RSJU 722.31) .....	11
-	Ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (RSJU 814.21) .....	13
<b>OEN</b>	Ordonnance cantonale du 24 août 1993 sur l'énergie (RSJU 730.11) .....	13
<b>PER</b>	Prestations écologiques requises .....	36
-	Ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (RSJU 814.21) .....	39
-	Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (RS 814.201) .....	39

## Index des acronymes

<b>RCC</b>	Règlement communal sur les constructions.....	1
<b>SPC</b>	Section des permis de construire.....	3
<b>ENV</b>	Office de l'Environnement .....	3
<b>CPS</b>	Commission des paysages et des sites .....	3
<b>SAT</b>	Service de l'aménagement du territoire.....	4
<b>RBC</b>	Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura.....	5
<b>OCC</b>	Office de la culture.....	5
<b>PTP</b>	Produits de traitement des plantes .....	8
<b>CCDN</b>	Commission cantonale des dangers naturels .....	40
<b>ECA</b>	Etablissement cantonal d'assurances .....	40

# Règlement communal sur les constructions (RCC)

## TITRE PREMIER : Dispositions générales

### CHAPITRE I : Préambule

#### 1. Présentation

**Article premier** <sup>1</sup>Le présent règlement communal sur les constructions fait partie de l'aménagement local et complète le plan de zones. Il est désigné plus loin par RCC.

<sup>2</sup>Ce règlement s'applique à la portion du territoire communal délimité par un pointillé sur le plan de zones. Il définit l'usage du sol et établit les règles de constructions.

#### 2. Portée

**Art. 2** <sup>1</sup>Le RCC ainsi que le plan de zones constituent la réglementation de la commune en matière de construction et d'utilisation du sol au sens de la loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup>Les limites forestières constatées, portées au plan de zones ou données en annexe I, ont force obligatoire pour chacun.

<sup>3</sup>La fiche illustrative d'aménagement de surfaces et les fiches d'entretien du bocage données en annexe II et III sont des directives générales qui doivent notamment être consultées avant tout projet de construction ou d'aménagement.

<sup>4</sup>Les autres annexes du présent règlement découlent d'autres dispositions légales et sont données à titre indicatif.

<sup>5</sup>Le bocage porté au plan de zones n'est pas en adéquation avec la base cadastrale raster. Le relevé a été établi sur la base de l'orthophoto de 2004. Dans l'attente d'une nouvelle mensuration cadastrale, l'orthophoto de 2004 fait foi en ce qui concerne le géoréférencement des arbres isolés, des haies et bosquets.

#### 3. Conception directrice

**Art. 3** La conception directrice d'aménagement lie les autorités pour toutes les décisions prises en matière d'aménagement local. Elle sert, d'une part, de référence pour tout projet d'aménagement ou de construction et, d'autre part, d'instrument de gestion.

#### 4. Programme d'équipement

**Art. 4** Le programme d'équipement lie les autorités communales pour l'équipement de la zone à bâtir. Il sert de référence pour la planification, la construction et le financement des secteurs à équiper.

## 5. Législation en vigueur

**Art. 5** <sup>1</sup>Le RCC constitue le droit applicable au domaine de la construction pour le territoire défini à l'art. premier en complément, notamment, des dispositions suivantes :

- a) loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)<sup>1</sup>;
- b) ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT)<sup>2</sup>;
- c) loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)<sup>3</sup>;
- d) ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB)<sup>4</sup>;
- e) ordonnance fédérale du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair)<sup>5</sup>;
- f) loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>6</sup>;
- g) ordonnance cantonale du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (OCAT)<sup>7</sup>;
- h) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions (DRN)<sup>8</sup>;
- i) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire (DPC)<sup>9</sup>;
- j) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers (DCPF)<sup>10</sup>;
- k) décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant le remembrement des terrains à bâtir (DRTB)<sup>11</sup>;
- l) loi cantonale du 9 novembre 1978 d'introduction du code civil Suisse (LiCC)<sup>12</sup>;
- m) loi cantonale du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (LCER)<sup>13</sup>.

<sup>2</sup>L'application de toute autre disposition du droit fédéral, cantonal ou communal relative à l'aménagement du territoire ou à la construction demeure réservée.

## 6. Définition et modes de calculs

**Art. 6** <sup>1</sup>Les définitions et modes de calculs utilisés dans le présent règlement sont conformes à ceux définis par l'OCAT.

<sup>2</sup>Ces dispositions s'appliquent notamment aux hauteurs, distances, indices d'utilisation du sol, alignements et constructions annexes.

---

<sup>1</sup> RS 700  
<sup>2</sup> RS 700.1  
<sup>3</sup> RS 814.01  
<sup>4</sup> RS 814.41  
<sup>5</sup> RS 814.318.142.1  
<sup>6</sup> RSJU 701.1  
<sup>7</sup> RSJU 701.11  
<sup>8</sup> RSJU 701.31  
<sup>9</sup> RSJU 701.51  
<sup>10</sup> RSJU 701.71  
<sup>11</sup> RSJU 701.81  
<sup>12</sup> RSJU 211.1  
<sup>13</sup> RSJU 722.11

## CHAPITRE II : Police des constructions

### 1. Compétences

**Art. 7** <sup>1</sup>La police des constructions est exercée par le Conseil communal sous la surveillance de la Section des permis de construire (SPC) et en application des art. 34 à 38 LCAT.

<sup>2</sup>Par substitution au Conseil communal défaillant, la SPC exécute toute mesure de police des constructions nécessaire, en vertu de l'art. 39 LCAT.

<sup>3</sup>A l'intérieur de l'aire forestière, l'autorité de police est l'Office de l'Environnement (ENV), en application de l'article 76 de la Loi sur les forêts.

<sup>4</sup>Le Conseil communal fonde ses appréciations sur l'ensemble des documents légaux en vigueur.

<sup>5</sup>Le Conseil communal peut en tout temps et pour tout objet consulter la Commission des paysages et des sites (CPS).

<sup>6</sup>Le Conseil communal a la faculté de consulter des experts neutres, en particulier en ce qui concerne les problèmes d'esthétique et d'intégration aux sites bâtis et naturels.

### 2. Peines

**Art. 8** <sup>1</sup>Tout contrevenant aux dispositions du présent règlement sera poursuivi.

<sup>2</sup>Il sera passible des peines énoncées par l'art. 40 LCAT.

<sup>3</sup>L'application de toute autre disposition pénale demeure réservée.

### 3. Commission d'urbanisme

**Art. 9** <sup>1</sup>Selon l'ampleur des dossiers d'urbanisme, le Conseil communal peut nommer une Commission d'urbanisme. Une ou plusieurs personnes qualifiées extérieures à la commune peuvent faire partie de la commission. Cette dernière donne son préavis pour :

- a) les modifications du plan de zones;
- b) les plans spéciaux;
- c) les objets d'importance;
- d) l'application des principes de protection de la nature et du paysage.

<sup>2</sup>La Commission d'urbanisme peut être consultée par les personnes désirant entreprendre des travaux sur les bâtiments protégés tels que constructions, agrandissements, transformations, rénovations, restaurations ou démolitions.

### 4. Préavis du Conseil communal

**Art. 10** Avant d'engager la procédure de permis de construire, il est recommandé aux requérants de soumettre une esquisse du projet au Conseil communal. Celui-ci communique un avis de principe au requérant.

### CHAPITRE III : Dispositions transitoires

#### 1. Procédures en cours

**Art. 11** Les procédures engagées avant l'entrée en vigueur des documents constituant le présent aménagement local seront traitées conformément à l'ancienne législation, sous réserve des art. 20 et 21 LCAT.

#### 2. Abrogation des documents en vigueur

**Art. 12** Les documents suivants sont abrogés :

- a) plan de lotissement avec prescriptions spéciales « Le Chênois » adopté par le Conseil communal de Charmoille le 21 février 1980 et approuvé par le SAT le 17 juillet 1980;
- b) plan de zones adopté par l'Assemblée communale de Charmoille le 24 février 1989 et approuvé par le Service de l'aménagement du territoire (SAT) le 28 novembre 1989;
- c) règlement sur les constructions adopté par l'Assemblée communale de Charmoille le 24 février 1989 et approuvé par le SAT le 28 novembre 1989;
- d) règlement sur la limitation des résidences secondaires adopté par l'Assemblée communale de Charmoille le 27 juin 1994 et approuvé par le SAT le 23 septembre 1994.

#### 3. Maintien des documents en vigueur

**Art. 13** Les documents suivants sont maintenus en vigueur :

- a) plan directeur de l'espace rue adopté par le Conseil communal de Charmoille le 6 décembre 1999 et approuvé par le SAT le 13 janvier 2000;
- b) plan spécial « Conduite d'eau d'Alle » adopté par le Conseil communal de Charmoille le 26 septembre 1994 et approuvé par le SAT le 17 novembre 1994.

### CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

#### Date et documents

**Art. 14** <sup>1</sup>Le présent aménagement local comprenant :

- a) le plan de zones ;
- b) le règlement communal sur les constructions;
- c) le règlement communal sur la limitation des résidences secondaires ;

est opposable aux tiers dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du SAT.

<sup>2</sup>Celui-ci entre en vigueur 30 jours après sa notification ou après qu'un éventuel recours ait été jugé.

## **TITRE DEUXIÈME : Dispositions applicables à l'ensemble du territoire communal**

### **CHAPITRE I : Patrimoine architectural, historique, archéologique et paléontologique**

#### **1. Bâtiments protégés**

**Art. 15** <sup>1</sup>Les bâtiments mentionnés au Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura (RBC), désignés sur le plan de zones sont protégés pour leur valeur typologique, historique et culturelle.

<sup>2</sup>La protection s'exerce sur le bâtiment et sur son environnement.

<sup>3</sup>Les bâtiments inscrits au RBC doivent être conservés ou, en tout cas, respectés dans leurs caractères typologiques, constructifs et morphologiques. Leur entretien est assuré par les propriétaires respectifs.

<sup>4</sup>Tout projet de transformation, agrandissement, rénovation ou d'aménagement touchant ou voisinant ces bâtiments, devra être soumis à l'Office de la culture (OCC) pour préavis.

<sup>5</sup>La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation, l'entretien et la réhabilitation des bâtiments protégés.

<sup>6</sup>La liste des bâtiments inscrits au RBC est donnée en annexe IV.

#### **2. Objets protégés**

**Art. 16** <sup>1</sup>Les objets mentionnés à l'al.2 sont protégés pour leur valeur historique et artistique.

<sup>2</sup>L'ensemble du petit patrimoine architectural public et culturel mentionné sur le plan de zones est protégé, notamment :

- a) les croix ;
- b) les fontaines ;
- c) les greniers.

<sup>3</sup>Sont également protégés sur l'ensemble du territoire communal :

- a) les inscriptions et monuments commémoratifs ;
- b) les enseignes en ferronnerie ;
- c) les bornes ;
- d) etc.

<sup>4</sup>Chaque objet ainsi que son environnement proche sont protégés afin de préserver la manière de percevoir l'objet dans son site.

<sup>5</sup>Tous travaux contraires au but de protection sont interdits. Les objets protégés sont entretenus par leur propriétaire respectif.

<sup>6</sup>A l'exception des travaux courants de gestion sylvicole, tous travaux concernant l'objet ou son environnement proche sont soumis à l'OCC pour préavis.

<sup>7</sup>La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation et l'entretien des objets protégés.

### **3. Vestiges historiques, archéologiques ou paléontologiques**

**Art. 17** <sup>1</sup>Toute découverte d'éléments d'intérêt historique, archéologique ou paléontologique effectuée lors de travaux (construction, transformation, démolition, creusage, excavation, etc.) entraîne l'arrêt immédiat des travaux.

<sup>2</sup>La découverte est immédiatement portée à la connaissance de l'Autorité communale et de l'OCC. Ce dernier est autorisé à procéder à des sondages avant et pendant les travaux à condition de remettre les lieux en état.

### **4. Objet local**

**Art. 18** <sup>1</sup>Le territoire communal accueille un objet local digne de protection. Il s'agit d'un arbre remarquable et plus particulièrement d'un frêne monophylle.

<sup>2</sup>L'objet local ainsi que son environnement proche est protégé afin de préserver la manière de le percevoir dans son site.

<sup>3</sup>Tous travaux contraires au but de protection sont interdits. L'objet local est entretenu par l'autorité communale.

<sup>4</sup>Tous travaux concernant l'objet ou son environnement proche est soumis à l'approbation de l'autorité communale.

<sup>5</sup>La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation et l'entretien de l'objet local.

## **CHAPITRE II : Patrimoine naturel**

### **1. Généralités**

**Art. 19** <sup>1</sup>Les surfaces et objets désignés par le plan de zones sont protégés de manière spécifique selon les indications du RCC.

<sup>2</sup>Le plan de zones et le RCC forment ensemble la base légale communale. Les bases légales cantonales et fédérales s'appliquent pour tous les éléments non cités dans les documents communaux.

<sup>3</sup>Les fiches de présentation données en annexe expliquent et justifient les articles ci-dessous. Elles doivent notamment être consultées avant de prendre une décision concernant la protection ou la gestion d'un objet protégé.

<sup>4</sup>La protection du patrimoine naturel situé en forêt, ainsi que la gestion sylvicole des peuplements concernés, sont réglées par la législation en vigueur. ENV veille à la conservation du patrimoine naturel dans le cadre de l'application de la loi.

### **2. Haies et bosquets** a) définition

**Art. 20** <sup>1</sup>En vertu des législations fédérale et cantonale sur la protection de la nature et de la chasse, toutes les haies et tous les bosquets situés sur le territoire communal en zone agricole sont protégés.

<sup>2</sup>A l'intérieur des autres zones, sont sous la surveillance de l'Autorité communale, les haies et bosquets mentionnées au plan de zones.

<sup>3</sup>Les haies et bosquets mentionnées au plan de zones ont une valeur biologique et paysagère remarquable.

b) restrictions d'utilisation du sol

**Art. 21** <sup>1</sup>Pour les catégories de bétail autres que les chevaux et les chèvres et en fonction du genre de végétation arbustive, il n'est pas obligatoire de clôturer, sous réserve des dispositions relevant de la politique agricole.

<sup>2</sup>En cas de risque de dégradation du milieu naturel, le Conseil communal peut ordonner, d'entente avec ENV, de barrer les haies et bosquets menacés par le bétail.

<sup>3</sup>Si l'exploitant se soustrait à son obligation, le Conseil communal, après sommation, fait exécuter les travaux par substitution, aux frais du responsable.

c) utilisations du sol interdites

**Art. 22** <sup>1</sup>La pénétration par des chevaux ou par des chèvres, dans ces objets, est interdite.

<sup>2</sup>Il est en outre interdit :

- a) d'en réduire la surface;
- b) de déraciner, brûler tout ou partie de l'objet;
- c) d'opérer des coupes rases;
- d) de changer la structure de la haie (haie haute en haie basse par exemple);
- e) d'entreprendre des travaux de terrassement et de déposer des matériaux de tout genre dans un rayon de 20 m autour de l'objet protégé, excepté dans la zone à bâtir où cette distance sera évaluée au cas par cas;
- f) d'épandre des engrais ou des produits de traitement des plantes sur l'objet et dans la bande herbeuse adjacente de 3.00 m de largeur.

d) dispositions particulières

**Art. 23** <sup>1</sup>Sauf convention particulière, l'entretien et le maintien de ces milieux naturels sont assurés par les propriétaires fonciers, à défaut par la Commune mais aux frais de ces derniers.

<sup>2</sup>Les haies et bosquets mentionnés au plan de zones doivent être conservés à leur emplacement et, le cas échéant, entretenus. Lors de l'entretien, on tiendra compte de leur aspect paysager dont on préservera les caractéristiques.

<sup>3</sup>Les travaux doivent s'effectuer de début octobre à mi-mars.

e) procédure

**Art. 24** <sup>1</sup>Le Conseil communal ordonne la replantation des haies ou partie de haies éliminées ou saccagées de façon illicite. Les modalités de replantation sont définies d'entente avec ENV.

<sup>2</sup>En principe, la replantation s'opère au même endroit, éventuellement dans une zone voisine, à l'aide d'essences indigènes adaptées à la station. Les travaux incombent à l'auteur du dommage.

<sup>3</sup>Si celui-ci se soustrait à son obligation, le Conseil communal, après sommation, fait exécuter les travaux par substitution au frais du responsable.

<sup>4</sup>Lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie, le Conseil communal peut autoriser, après avoir requis l'avis d'ENV, la suppression d'une haie ou d'une partie de haie, à condition qu'une plantation au moins équivalente soit effectuée au préalable moyennant compensation en nature.

### **3. Arbres isolés et allées d'arbres**

**Art. 25** <sup>1</sup>D'une manière générale, les arbres isolés jouent un rôle paysager prédominant. La taille ou la coupe n'est autorisée que pour des raisons sanitaires ou de sécurité.

<sup>2</sup>Les arbres isolés et allées d'arbres mentionnés au plan de zones sont sous la surveillance de l'Autorité communale.

<sup>3</sup>Dans un rayon de 3.00 m autour du pied de l'arbre, aucun labour ni aucun épandage d'engrais ou de produits de traitement des plantes (PTP) n'est autorisé.

<sup>4</sup>Lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie, le Conseil communal peut autoriser leur abattage. Toutefois, les objets abattus seront remplacés au préalable par un nombre au moins équivalent d'arbres de même essence ou par des espèces indigènes adaptées à la station et mesurant au moins 2.50 m de hauteur au moment de la plantation.

### **4. Eaux de surface**

#### a) généralités

**Art. 26** Le terme « eaux de surface » désigne tout écosystème d'eau courante et stagnante, comme les cours d'eau, les étangs et les mares. Ces écosystèmes aquatiques, protégés sur l'ensemble du territoire communal, sont conservés et entretenus conformément à l'Art. 34.

#### b) cours d'eau

**Art. 27** <sup>1</sup>Dans la portion de territoire occupée par les cours d'eau, les fonds de lit naturels et les rives sont protégés.

<sup>2</sup>Le maintien et le rétablissement des propriétés naturelles et multifonctions des milieux aquatiques, corridors écologiques, espaces de biodiversité et de récréation, requièrent une exploitation judicieuse et extensive de l'espace des cours d'eau.

<sup>3</sup>L'entretien des cours d'eau doit assurer le maintien de leur richesse structurelle, garantir la durabilité des ouvrages de protection et maintenir le profil d'écoulement nécessaire en cas de crues.

<sup>4</sup>Toute intervention dans l'espace protégé d'un cours d'eau est soumise à une autorisation de police des eaux délivrée par ENV. Cette autorisation requiert une demande préalable écrite et dûment motivée.

<sup>5</sup>Toute action menée selon les principes définis dans un plan communal de gestion et d'entretien des cours d'eau approuvé par ENV permet de déroger à la procédure d'autorisation de police des eaux.

c) étangs et mares

**Art. 28** <sup>1</sup>Le plan d'eau, les rives et la zone tampon des étangs et des mares sont protégés.

<sup>2</sup>Pour assurer le maintien de leur biodiversité, l'entretien de ces milieux est nécessaire. Il peut comprendre des mesures adéquates pour lutter contre l'atterrissement.

d) utilisation

**Art. 29** La législation cantonale spécifique à l'utilisation des eaux règle les droits de forces hydrauliques et autres concessions d'eau d'usage ou de pompe à chaleur.

**5. Espace des cours d'eau**  
a) généralités

**Art. 30** L'espace des cours d'eau nécessaire à la protection contre les crues et à la préservation des fonctions écologiques est régi par l'art. 21 de l'ordonnance fédérale du 2 novembre 1994 sur l'aménagement des cours d'eau (OACE)<sup>14</sup>.

b) détermination de l'espace minimal des cours d'eau

**Art. 31** L'espace d'un cours d'eau varie en fonction de la largeur de son lit naturel. Il est déterminé par ENV sur la base de la directive de l'Office fédéral des eaux et de la géologie donnée en annexe V.

c) utilisations interdites

**Art. 32** Dans l'espace des cours d'eau, toute intervention humaine conduisant à la modification de l'équilibre nécessaire à assurer les fonctions essentielles du milieu est interdite, en particulier :

- a) la modification du terrain naturel, tels que creusages, déblai et remblai, couverture et mise sous terre de l'eau, édification d'obstacles à l'écoulement de l'eau (bâtiments, murs, barrières, clôtures, etc.) ;
- b) la construction de chemins ;
- c) les pratiques agricoles contraires à l'Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim<sup>15</sup>) et aux règles PER de la politique agricole, selon l'Ordonnance sur les paiements directs (OPD<sup>16</sup>) ;
- d) la mise en dépôt de matière de nature à polluer les eaux.

d) procédure

**Art. 33** <sup>1</sup>Les présentes dispositions s'appliquent au périmètre de protection de la nature PNB relatif aux cours d'eau compris sur le territoire communal.

---

<sup>14</sup> RS 721.100.1

<sup>15</sup> RS 910.13

<sup>16</sup> RS 814.81

<sup>2</sup> A l'exception des travaux courants de gestion agricole et des interventions liées à la pratique de la sylviculture, tout projet d'intervention, de travaux ou d'aménagement situé à l'intérieur ou aux abords immédiats de l'espace minimal des cours d'eau est soumis au SAT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

## **6. Entretien**

**Art. 34** <sup>1</sup>Les objets naturels ainsi que leur environnement sont entretenus par leurs propriétaires. En forêt, une obligation d'entretien découle uniquement des législations en vigueur.

<sup>2</sup>Des conditions d'entretien peuvent être fixées par contrat entre les propriétaires d'une part, et l'autorité communale ou cantonale compétente d'autre part.

<sup>3</sup>Si le propriétaire n'entretient pas les surfaces dans le sens recherché par la protection, l'autorité communale ou cantonale compétente a pouvoir d'intervention.

<sup>4</sup>L'entretien courant des haies et des arbres s'effectue conformément au présent règlement. Pour l'application dans la pratique, on se référera aux directives mentionnées en annexe III (Entretien du bocage).

## **CHAPITRE III : Aire forestière**

### **1. Forêt et pâturages boisés, lisières**

**Art. 35** <sup>1</sup>La forêt et les pâturages boisés sont soumis à la législation forestière, notamment la loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR)<sup>17</sup>. Leur délimitation est de la compétence de ENV.

<sup>2</sup>La gestion de la forêt, la conservation, l'entretien des lisières et des pâturages boisés ainsi que les dédommagements éventuels sont réglés conformément à la législation en vigueur.

### **2. Limites forestières constatées**

**Art. 36** <sup>1</sup>Les limites forestières constatées données en annexe I ont fait l'objet d'un levé sur place par le géomètre d'arrondissement en collaboration avec ENV.

<sup>2</sup>Elles permettent de fixer immédiatement l'alignement en cas de demande de permis de construire et font foi en cas de réduction de la distance légale de construction à proximité de la forêt.

<sup>3</sup>Toute avancée de la végétation forestière au-delà de ces limites n'est pas considérée comme de la forêt au sens juridique.

## **CHAPITRE IV : Espaces publics et équipements**

### **1. Aménagement des espaces publics**

**Art. 37** <sup>1</sup>Les voies et espaces publics sont aménagés de manière à mettre en valeur les caractéristiques architecturales et urbanistiques de la commune.

---

<sup>17</sup> RSJU 921.11

<sup>2</sup>Les aménagements doivent permettre de modérer la vitesse de la circulation automobile et assurer la sécurité de tous les usagers (automobilistes, cyclistes, piétons, etc.).

<sup>3</sup>Les aménagements publics et privés doivent s'harmoniser entre eux tant dans leur conception que dans leur réalisation.

**2. Réalisation des équipements**

**Art. 38** En vertu des dispositions de l'art. 4 LCAT, les équipements sont réalisés par plan spécial. Seuls les équipements privés sont réalisés par permis de construire.

**3. Contributions des propriétaires fonciers**

**Art. 39** Les contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipement sont réglées par le DCPF.

**4. Chemins de randonnée pédestre**

**Art. 40** <sup>1</sup>Les chemins de randonnée pédestre sont régis par le plan sectoriel des chemins de randonnée pédestre approuvé par le Gouvernement le 10 septembre 2002 et par la loi cantonale du 13 novembre 1991<sup>18</sup> portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre.

<sup>2</sup>Toute intervention ou modification sur le réseau inscrit au Plan directeur cantonal fait l'objet d'une autorisation du Gouvernement sur préavis du SAT.

**5. Itinéraires cyclables**

**Art. 41** <sup>1</sup>Les itinéraires cyclables sont régis par le plan sectoriel des itinéraires cyclables approuvé par le Gouvernement le 3 mai 1994 et par la loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables<sup>19</sup>.

<sup>2</sup>Toute intervention ou modification sur le réseau inscrit au plan sectoriel fait l'objet d'une autorisation du Gouvernement sur préavis du SAT.

## **CHAPITRE V : Parcelles**

**1. Aménagement**

**Art. 42** <sup>1</sup>Les parcelles sont aménagées en cohérence avec les espaces publics ou privés qui les bordent de manière à obtenir une bonne intégration au site.

<sup>2</sup>Le revêtement de surface des parcelles doit être réalisé en privilégiant les matériaux perméables (voir exemples donnés en annexe II).

**2. Plan d'aménagement des abords**

**Art. 43** <sup>1</sup>Un plan d'aménagement des abords doit être joint à toute demande de permis de construire.

---

<sup>18</sup> RSJU 722.41

<sup>19</sup> RSJU 722.31

<sup>2</sup>Pour la ou les parcelles concernées et en mentionnant les terrains voisins, il rend compte à l'échelle 1:200 :

- a) de l'emplacement des places de stationnement et de leur accès;
- b) des modifications du terrain, mur de soutènement, talus, remblais;
- c) des plantations;
- d) du revêtement des surfaces et de leurs niveaux;
- e) de l'aménagement des espaces de détente;
- f) de l'emplacement des clôtures, haies, murs et bordures;
- g) des raccordements de terrains avec les parcelles voisines.

<sup>3</sup>Le plan d'aménagement des abords rend également compte des installations destinées à l'évacuation des ordures et des déchets pour les constructions d'une certaine importance, telles que l'habitat collectif, activités artisanales, industrielles ou sportives.

### 3. Topographie

**Art. 44** Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

### 4. Sites pollués

**Art. 45** Tout projet de construction portant sur une parcelle répertoriée au cadastre jurassien des sites pollués doit faire l'objet d'un examen préalable et être soumis à ENV pour approbation.

## CHAPITRE VI : Constructions

### 1. Alignements et distances

#### a) généralités

**Art. 46** <sup>1</sup>Lorsque deux alignements, deux distances ou un alignement accessoire au sens de l'art. 64 al. 2 LCAT et une distance à la limite se superposent, la mesure la plus grande est applicable.

<sup>2</sup>Les plans spéciaux peuvent établir des alignements ou d'autres dispositions spécifiques qui prennent alors une valeur prépondérante.

<sup>3</sup>En règle générale et en l'absence d'autres réglementations, les alignements énoncés ci-après doivent être respectés sur l'ensemble du territoire communal.

#### b) par rapport aux équipements

**Art. 47** Sous réserve des dispositions applicables aux zones, les alignements à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation, par rapport aux équipements, sont les suivants :

- a) voies publiques (équipements de base) : 5.00 m
- b) voies publiques (équipements de détail) : 3.60 m
- c) chemins piétons ou voies cyclables : 2.00 m

c) par rapport aux cours d'eau

**Art. 48** La distance à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport aux cours d'eau privés ou placés sous la surveillance de l'État correspond à l'espace minimal des cours d'eau additionné de la distance réglementaire propre à la zone. Lorsque le cours d'eau sépare un même bien-fonds, les distances se calculent par rapport à l'espace minimal lui-même, par analogie à l'art. 57 OCAT.

d) par rapport à la forêt

**Art. 49** Conformément à l'art. 21 LFOR, l'alignement accessoire à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport à la forêt est fixé à 30.00 m.

## 2. Constructions et topographie

**Art. 50** <sup>1</sup>Les constructions doivent s'adapter à la topographie du terrain naturel, tel que défini par l'art. 62 OCAT.

<sup>2</sup>De manière générale, les nouvelles constructions s'accompagneront d'un aménagement adapté à la topographie du lieu.



## 3. Sondages géologiques et sondes géothermiques

**Art. 51** <sup>1</sup>Les résultats de sondages géologiques, réalisés lors de l'étude du sol nécessaire à la réalisation d'une construction, doivent être communiqués à ENV, conformément aux art. 53 et 54 de l'ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux<sup>20</sup>.

<sup>2</sup>L'implantation de sondes géothermiques doit faire l'objet d'une demande préalable auprès d'ENV, conformément à l'art. 27, al. 5 de l'ordonnance cantonale du 24 août 1993 sur l'énergie (OEN)<sup>21</sup>.

## 4. Installations solaires

**Art. 52** <sup>1</sup>Les installations solaires sont admissibles dès l'instant où leur construction et leur implantation présentent de bonnes qualités d'intégration au domaine bâti et au paysage.

<sup>2</sup>Pour les bâtiments inscrits au RBC ou situés dans une zone de protection du site bâti, la règle selon laquelle l'objet mérite spécialement d'être conservé intact ou en tout cas d'être ménagé le plus possible est applicable. La question de savoir si l'installation solaire porte atteinte au bâtiment ou au site doit se fonder sur une appréciation de la Commission des paysages et des sites (CPS) qui définit les conditions à respecter pour garantir l'intégration.

<sup>20</sup> RSJU 814.21

<sup>21</sup> RSJU 730.11

<sup>3</sup>Pour les bâtiments classés monuments historiques (selon le RBC), les installations solaires sont en principes interdites, sous réserve de solutions qui respectent l'intégrité de l'objet, de ses alentours. Ces solutions sont approuvés par l'OCC.

<sup>4</sup>Les effets réfléchissants des installations solaires actives doivent être évités. Des verres non réfléchissants, une couleur sombre des cadres et des absorbeurs permettent généralement une bonne intégration.

<sup>5</sup>Les installations solaires font l'objet d'une procédure de permis de construire.

## **5. Antennes extérieures**

**Art. 53** <sup>1</sup>Les antennes extérieures sont admissibles dès l'instant où leur construction et leur implantation présentent de bonnes qualités d'intégration au domaine bâti et au paysage.

<sup>2</sup>Les antennes extérieures sont installées en priorité sur les façades secondaires et les constructions annexes. Elles font l'objet d'un petit permis de construire.

<sup>3</sup>Ces installations n'émettront pas de reflets incommodants.

## **TITRE TROISIÈME : Dispositions applicables aux zones**

### **CHAPITRE I : Zones à bâtir**

#### **SECTION 1 : Préambule**

##### **GENERALITES**

**Art. 54** <sup>1</sup>Le territoire communal de Charmoille comporte 4 types de zones à bâtir représentés graphiquement sur le plan de zones.

<sup>2</sup>Elles délimitent les terrains propres à la construction qui sont déjà largement bâtis ou qui seront probablement nécessaires à la construction dans les 15 ans à venir.

<sup>3</sup>Lors de la prochaine révision du plan d'aménagement local, les terrains situés en frange du bâti et qui n'ont pas fait l'objet d'une viabilisation complète peuvent retourner à la zone agricole sous réserve de l'art. 102 LCAT.

#### **SECTION 2 : Zone centre A (zone CA)**

##### **A. DEFINITION**

**Art. 55** <sup>1</sup>La zone CA représente le noyau bâti de base de la localité. En assurant la dynamique de la localité par la grande diversité des fonctions qu'elle accueille, la zone centre participe à l'identité forte de la localité.

<sup>2</sup>La sauvegarde du patrimoine et de l'identité de la zone passe par la conservation de la structure du bâti et de la substance architecturale des bâtiments : les nouvelles constructions principales suivent les règles d'implantation caractéristiques du noyau de base.

<sup>3</sup>La zone CA se caractérise également par une forte interaction entre le bâti et l'espace public. L'aménagement des espaces et voies publics souligne et respecte la structure du cadre bâti environnant.

<sup>4</sup>La zone CA contient le secteur spécifique CAa, qui correspond à la catégorie de sauvegarde A de l'inventaire des sites bâtis à protéger en Suisse (ISOS). Ce secteur impose la sauvegarde des éléments de construction (constructions, espaces libres, objets particuliers) à l'état initial.

##### **B. USAGE DU SOL**

###### **CA 1. Affectation du sol** a) utilisations autorisées

**Art. 56** <sup>1</sup>L'habitat, les activités engendrant peu de nuisances (commerces, services artisanat et hôtellerie) et les services publics sont autorisés.

<sup>2</sup>Les entreprises artisanales et les exploitations agricoles sont admises, pour autant qu'elles ne compromettent pas un séjour agréable et sain.

<sup>3</sup>Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

**Art. 57** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'Art. 56 telles que les activités, installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les stations-service;
- b) les dépôts de véhicules usagés ;
- c) les terrassements et fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC ;
- d) l'extraction de matériaux;
- e) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

**CA 2. Degré d'utilisation du sol**

Sans objet.

**CA 3. Plan spécial obligatoire**

**Art. 58** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique :

- a) à tout projet d'aménagement important ou comprenant plusieurs nouvelles constructions principales;
- b) à toute modification ou aménagement important des espaces libres ou des espaces-rue.

<sup>2</sup>Le Conseil communal peut, avec l'accord du SAT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

**C. MESURES DE PROTECTION**

**CA 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 59** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

**CA 5. Périmètres particuliers**

**Art. 60** Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres:

- a) Périmètre de protection archéologique (périmètre PA) ;
- b) Périmètre de protection de la nature (périmètre PN) ;
- c) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE) ;
- d) Périmètre de protection de risques naturels (périmètre PR).

**D. EQUIPEMENTS**

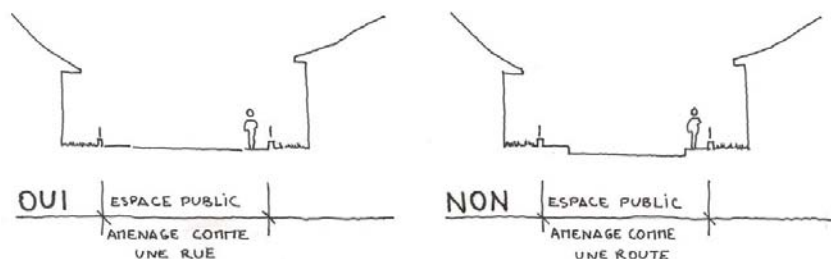
**CA 6. Espaces et voies publics**

**Art. 61** <sup>1</sup>Les espaces et voies publics sont déterminés par la structure du bâti de base de la localité.

<sup>2</sup>Ces lieux comprennent l'ensemble des espaces libres situés entre les parcelles privées. Ils sont destinés aux circulations, à l'aménagement de lieux de rencontre ou à des fins paysagères.

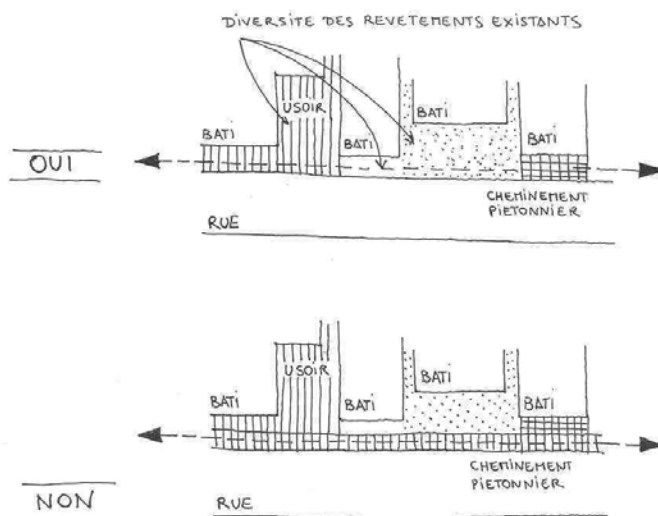
<sup>3</sup>Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

<sup>4</sup>Un aménagement de type rue est préféré à un aménagement de type route pour les rues de quartier.



<sup>5</sup>La qualité de l'aménagement des espaces publics et privés contigus est assurée par une collaboration active entre le Conseil communal et les propriétaires fonciers.

<sup>6</sup>De manière générale, l'aménagement des cheminements piétonniers le long des rues respecte la diversité des matériaux composant les dégagements sur l'avant des bâtiments (usoir) et assure l'interaction entre les espaces publics et privés.



<sup>7</sup>La conservation et la mise en valeur du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, bornes, etc.) sont à assurer.

## CA 7. Réseaux

**Art. 62** <sup>1</sup>Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

<sup>2</sup>Si les infrastructures communales le permettent, le raccordement au réseau d'évacuation des eaux claires est obligatoire, à moins qu'une installation de recyclage soit prévue.

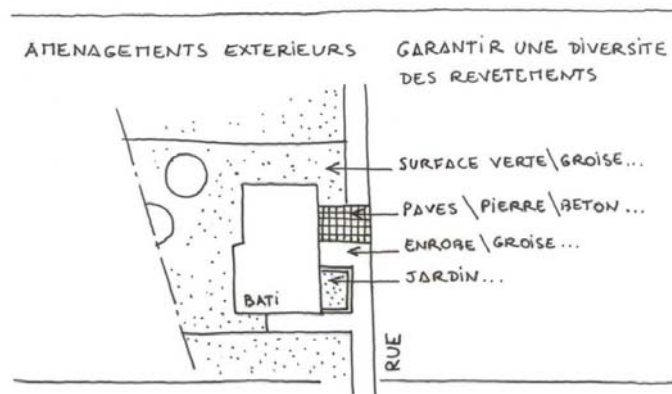
**E. PARCELLES**  
**CA 8. Caractéristiques**

**Art. 63** Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

**CA 9. Aménagements extérieurs**

**Art. 64** <sup>1</sup>Les espaces privés extérieurs sont à aménager et à entretenir de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

<sup>2</sup>Afin de renforcer le caractère rural, les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la campagne traditionnelle (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.). Les surfaces imperméables sont à minimiser. Les revêtements de couleur vive sont interdits.



<sup>3</sup>Les murets pleins (béton, brique, etc.) n'excèdent pas une hauteur de 0.40 m. Ils peuvent être surmontés d'une clôture pour autant que l'ensemble ne dépasse pas 1.20 m.

<sup>4</sup>Les clôtures en fil de fer barbelé sont interdites.

<sup>5</sup>Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 43, doit être joint à toute demande de permis de construire.

**CA 10. Stationnement**

**Art. 65** <sup>1</sup>Les dispositions des art. 16 à 19 OCAT sont applicables.

<sup>2</sup>La construction de places de stationnement ou de garages ne doit pas altérer de manière importante, ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, murs, espace-rue).

<sup>3</sup>Les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement sont privilégiés.

**F. CONSTRUCTIONS**

**CA 11. Structure du cadre bâti**

**Art. 66** L'ensemble bâti doit être préservé, notamment l'ordonnement des constructions et des espaces libres, la volumétrie générale, les caractéristiques architecturales et constructives des bâtiments ainsi que les qualités spécifiques des espaces libres (publics et privés).

**CA 12. Orientation**

**Art. 67** <sup>1</sup>Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

<sup>2</sup>Elles respectent également :

- a) l'orientation des bâtiments voisins, en principe celle du faite ;
- b) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue.

<sup>3</sup>Les exceptions sont préavisées par le Conseil communal.

**CA 13. Alignements**

**Art. 68** Les alignements respectent la structure du bâti existant.

**CA 14. Distances et longueurs**

**Art. 69** Les distances aux limites ou entre bâtiments ainsi que les longueurs se définissent selon les caractéristiques du cadre bâti existant.

**CA 15. Hauteurs**

**Art. 70** La hauteur totale, mesurée selon l'art. 65 OCAT, des nouveaux bâtiments, des reconstructions après sinistre ou des transformations des bâtiments existants sera en rapport avec les constructions avoisinantes.

**CA 16. Aspect architectural**  
a) procédures

**Art. 71** <sup>1</sup>Tout projet de nouvelle construction, démolition, transformation, agrandissement ou aménagement est soumis au Conseil communal sur esquisse, avant dépôt de la demande de permis de construire.

<sup>2</sup>Tout projet, selon l'alinéa 1 ci-dessus, touchant ou voisinant un bâtiment protégé doit être soumis à l'OCC pour préavis au sens de l'art. 15.

<sup>3</sup>Tout projet, selon l'alinéa 1 ci-dessus, soumis à la procédure ordinaire du permis de construire doit être préalablement examiné par la CPS.

<sup>4</sup>Tout projet soumis à la procédure simplifiée du permis de construire doit être examiné par la SPC et, si nécessaire, par la CPS.

b) volumes et façades

**Art. 72** <sup>1</sup>Tout projet de construction, rénovation ou modification doit respecter la volumétrie des constructions environnantes (forme et dimensions).

<sup>2</sup>Lors de modifications de volumes ou de façades, on respecte l'unité du bâtiment, c'est-à-dire le rapport des pleins et des vides, la composition de la façade, la proportion et le groupement des ouvertures.

<sup>3</sup>Les éléments de valeur historique, artistique ou culturelle tels que pierres taillées, enseignes, sont à conserver et à mettre en valeur.

<sup>4</sup>Dans la mesure du possible, les charpentes, corniches, ferronneries et menuiseries anciennes sont à conserver.

<sup>5</sup>Les balcons, marquises, avant-corps en encorbellement et autres saillies semblables sont admis lorsqu'ils ne portent pas atteinte au bâtiment.

c) Fenêtres, portes et volets

**Art. 73** <sup>1</sup>Les fenêtres doivent être conformes à l'architecture du bâtiment. En général, elles constituent des rectangles dont les côtés sont dans un rapport largeur/hauteur de 2/3 environ. Cette règle n'est toutefois pas applicable aux rez-de-chaussée aménagés en magasin.

<sup>2</sup>Les fenêtres sont généralement à deux battants. Les fenêtres des combles, plus petites et étroites peuvent présenter un seul battant.

<sup>3</sup>Les ouvertures existantes conçues à l'origine avec des volets doivent maintenir la même image.

d) toitures

**Art. 74** <sup>1</sup>Lors de transformations, le volume (forme, pente, orientation) de la toiture n'est pas modifié. Des modifications peuvent être admises s'il s'agit de bâtiments mal intégrés dans le site ou désignés comme tels par l'ISOS.

<sup>2</sup>Lors de nouvelles constructions ou de transformations importantes, le volume de la toiture doit respecter l'échelle, la forme, l'orientation et la pente de la majorité des toits voisins.

<sup>3</sup>Les toitures plates sont interdites, sauf pour de petites constructions annexes de moins de 20.00 m<sup>2</sup> de superficie.

<sup>4</sup>Les toitures sont recouvertes uniformément de tuiles identiques à patine naturelle ou de tuiles neuves de couleur rouge ou brune. Elles sont choisies de manière à être en harmonie avec les toits voisins.

<sup>5</sup>Pour des dépendances peu exposées à la vue et les parties rurales (autres que l'habitation), l'utilisation de plaques type « Eternit » de couleur conforme au site peut être admise, pour autant qu'elle reçoive l'approbation de la CPS.

e) ouvertures en toiture

**Art. 75** <sup>1</sup>Tout projet d'ouverture en toiture doit être lié à un aménagement intérieur. Il doit démontrer que l'éclairage indispensable ne peut être fourni par la création d'ouvertures en pignon ou sous les avant-toits. Le volume et l'harmonie générale de la toiture doivent être préservés.

<sup>2</sup>Les ouvertures en toiture non couvertes sont interdites.



<sup>3</sup>Les toits sont généralement dépourvus de lucarnes. Si ces ouvrages se révèlent indispensables et s'ils ne portent pas préjudice aux qualités architecturales du bâtiment, ils peuvent être autorisés pour autant qu'ils respectent les règles de construction suivantes:

- a) les lucarnes doivent être alignées ;
- b) la longueur additionnée des lucarnes ne dépasse pas le cinquième de la longueur de la façade du dernier étage ;
- c) la longueur des lucarnes ne doit pas excéder 1.2 m ;
- d) l'intervalle entre deux lucarnes ne doit pas être inférieur à 1.5 m ;
- e) l'espace libre d'une lucarne à la limite latérale du toit est de 1 m au minimum. Ces distances sont mesurées à partir des joues des lucarnes ;
- f) les lucarnes doivent présenter un front à pignon et être couvertes d'une toiture à un ou deux pans ou présenter éventuellement une autre forme traditionnelle ;
- g) la tuile (la même que celle de l'ensemble du toit), le cuivre, le bois et le zinc sont les seuls matériaux autorisés.

<sup>4</sup>L'autorité exerçant la police des constructions peut exiger la pose de gabarits afin de se déterminer sur la forme et la position des lucarnes.

<sup>5</sup>Les fenêtres obliques sont tolérées pour autant qu'elles soient peu visibles depuis l'espace public. Leur nombre et leurs dimensions seront adaptés aux caractéristiques du bâtiment.

f) couleurs et matériaux

**Art. 76** <sup>1</sup>Les couleurs et matériaux (tuiles, revêtements façades, enduits, menuiserie, garde-corps, etc.) sont à déterminer en respectant la palette locale. L'ensemble sera en harmonie avec le site.

<sup>2</sup>Les façades sont enduites d'un crépi ou partiellement revêtues de bois selon les caractéristiques du bâtiment existant.

<sup>3</sup>Les crépis de façade à dessin, tous les matériaux brillants ou de couleur vive, ainsi que le crépissage de la pierre taillée sont interdits.

g) constructions annexes

**Art. 77** <sup>1</sup>Les constructions annexes sont autorisées au sens de l'art. 59 OCAT.

<sup>2</sup>Les constructions annexes restent proches des constructions principales ( accolées ou non au bâtiment principal) et ne doivent pas faire obstacle aux vues intéressantes de l'espace public en direction des espaces verts situés à l'arrière des bâtiments.

### **SECTION 3 : Zone mixte A (Zone MA)**

#### **A. DEFINITION**

**Art. 78** La zone MA est vouée à l'habitation et aux activités engendrant peu de nuisances.

#### **B. USAGE DU SOL**

##### **MA 1. Affectation du sol**

###### **a) utilisations autorisées**

**Art. 79** <sup>1</sup>L'habitat associé à une activité, les activités engendrant peu de nuisances (services, artisanat, petites industries, stations-service) et les services publics sont autorisés.

<sup>2</sup>Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de nuisances ou de dangers.

###### **b) utilisations interdites**

**Art. 80** <sup>1</sup>Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'art. 79 ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

<sup>2</sup>L'habitat seul est interdit.

<sup>3</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts ouverts, tels que les dépôts de véhicules usagés ;
- b) les terrassements et fouilles non liés à des travaux ;
- c) l'extraction de matériaux ;
- d) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

##### **MA 2. Degré d'utilisation du sol**

**Art. 81** L'indice d'utilisation du sol de la zone MA est:

- a) au minimum : 0.30
- b) au maximum : 0.60

##### **MA 3. Plan spécial obligatoire**

**Art. 82** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important ou comprenant plusieurs nouvelles constructions principales.

<sup>2</sup>Le Conseil communal peut, avec l'accord du SAT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

**C. MESURES DE PROTECTION**

**MA 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 83** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

**MA 5. Périmètres particuliers**

**Art. 84** Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres:

- a) Périmètre de protection de la nature (périmètre PN) ;
- b) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE).

**D. EQUIPEMENTS**

**MA 6. Espaces et voies publics**

**Art. 85** <sup>1</sup>Les espaces et voies publics sont à concevoir comme éléments importants de la structure de base du quartier.

<sup>2</sup>Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

<sup>3</sup>La qualité de l'aménagement des espaces publics et privés contigus est assurée par une collaboration active entre le Conseil communal et les propriétaires fonciers.

<sup>4</sup>La conservation et la mise en valeur du petit patrimoine architectural public et cultuel (fontaines, croix, greniers, etc.) sont à assurer.

<sup>5</sup>L'emprise des routes et les surfaces nécessaires aux livraisons, stationnement, accès et manœuvres sont à minimiser au strict nécessaire.

**MA 7. Réseaux**

**Art. 86** <sup>1</sup>Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

<sup>2</sup>Si les infrastructures communales le permettent, le raccordement au réseau d'évacuation des eaux claires est obligatoire, à moins qu'une installation de recyclage soit prévue.

**E. PARCELLES**

**MA 8. Caractéristiques**

**Art. 87** Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

**MA 9. Aménagements extérieurs**

**Art. 88** <sup>1</sup>Les espaces privés extérieurs seront aménagés et entretenus de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

<sup>2</sup>Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la campagne traditionnelle (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

<sup>3</sup>Si la nature et l'activité le permet, les surfaces imperméables sont à minimiser.

<sup>4</sup>Au minimum 25 % de la surface de la parcelle hors constructions doit être végétalisée ou composée de revêtements perméables.

<sup>5</sup>Les clôtures en fil de fer barbelé sont interdites.

<sup>6</sup>Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 43, doit être joint à toute demande de permis de construire.

**MA 10. Stationnement**

**Art. 89** <sup>1</sup>Les dispositions des art. 16 à 19 OCAT sont applicables.

<sup>2</sup>La construction de places de stationnement ne doit altérer de manière importante ni la substance bâtie, ni la qualité des espaces extérieurs (jardin privé, mur, espace-rue).

<sup>3</sup>Si la nature et l'activité le permet, les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement sont privilégiés.

**F. CONSTRUCTIONS**

**MA 11. Structure du cadre bâti**

**Art. 90** Sans objet

**MA 12. Orientation**

**Art. 91** <sup>1</sup>Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

<sup>2</sup>On respecte également :

- a) l'orientation des bâtiments voisins, en principe, celle du faite ;
- b) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue.

<sup>3</sup>Les exceptions sont préavisées par le Conseil communal.

**MA 13. Alignements**

Sans objet.

**MA 14. Distances et longueurs**

**Art. 92** Les distances et longueurs sont les suivantes :

- a) grande distance : 8.00 m
- b) petite distance : 4.00 m
- c) longueur : 40.00 m

**MA 15. Hauteurs**

**Art. 93** Les hauteurs de la zone MA sont les suivantes :

- a) hauteur totale : 12 m
- b) hauteur : 10 m

**MA 16. Aspect architectural**

**Art. 94** <sup>1</sup>L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

<sup>2</sup>Les toits plats sont autorisés à condition qu'ils s'intègrent dans la morphologie du site.

<sup>3</sup>Les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits ainsi que les couleurs excessivement vives sur des surfaces importantes, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

<sup>4</sup>Les constructions annexes sont autorisées au sens de l'art. 59 OCAT.

## **SECTION 4 : Zone d'habitation A (zone HA)**

### **A. DEFINITION**

**Art. 95** <sup>1</sup>La zone HA est essentiellement vouée à l'habitat.

<sup>2</sup>La zone HA contient les secteurs spécifiques suivants :

- a) le secteur HAc « Le Pressoir » à développer par plan spécial, destiné à de l'habitat individuel ou groupé et possédant un potentiel d'accueil estimé au minimum à 8 logements ;
- b) le secteur HAd « Le Chênois II » à développer par plan spécial d'équipement, destiné à de l'habitat individuel ou groupé et possédant un potentiel d'accueil estimé au minimum à 7 logements.

### **B. USAGE DU SOL**

#### **HA 1. Affectation du sol**

a) utilisations autorisées

**Art. 96** <sup>1</sup>L'habitat, les activités n'engendrant pas de nuisances autres que celles généralement admises pour un quartier d'habitation et les services publics sont autorisés.

<sup>2</sup>Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

**Art. 97** <sup>1</sup>Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'art. 96 ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules et d'engins usagés ;
- b) les dépôts ouverts ;
- c) les terrassements et fouilles non liés à des travaux de construction ;
- d) l'extraction de matériaux ;
- e) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd exagéré et régulier ;
- f) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

#### **HA 2. Degré d'utilisation du sol**

**Art. 98** L'indice d'utilisation du sol est :

- |                 |      |
|-----------------|------|
| 1. Au minimum : | 0.25 |
| 2. Au maximum : | 0.4  |

#### **HA 3. Plan spécial obligatoire**

**Art. 99** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66

LCAT) s'applique :

- a) aux secteurs HAc et HAd ;
- b) à tout projet d'aménagement important ou comprenant plusieurs nouvelles constructions principales.

<sup>2</sup>Le Conseil communal peut, avec l'accord du SAT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

#### **C. MESURES DE PROTECTION**

##### **HA 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 100** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à II au sens de l'OPB.

##### **HA 5. Périmètres particuliers**

**Art. 101** Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres:

- a) Périmètre de protection de la nature (périmètre PN) ;
- b) Périmètre de protection des eaux (périmètre PE) ;
- c) Périmètre de protection des risques naturels (périmètre PR).

#### **D. EQUIPEMENTS**

##### **HA 6. Espaces et voies publics**

**Art. 102** <sup>1</sup>Les espaces et voies publics sont à concevoir comme des éléments importants de la structure de base des quartiers d'habitation.

<sup>2</sup>Les espaces et voies publics sont à aménager rationnellement en y intégrant éventuellement des plantations d'espèces indigènes.

<sup>3</sup>Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

<sup>4</sup>La qualité de l'aménagement des espaces publics et privés contigus est assurée par une collaboration active entre le Conseil communal et les propriétaires fonciers.

<sup>5</sup>La conservation et la mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

##### **HA 7. Réseaux**

**Art. 103** <sup>1</sup>Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

<sup>2</sup>Si les infrastructures communales le permettent, le raccordement au réseau d'évacuation des eaux claires est obligatoire, à moins qu'une installation de recyclage soit prévue.

**E. PARCELLES**

**HA 8. Caractéristiques**

**Art. 104** Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

**HA 9. Aménagements extérieurs**

**Art. 105** <sup>1</sup>Les aménagements extérieurs doivent utiliser et mettre en valeur la topographie.

<sup>2</sup>Les surfaces imperméables des espaces extérieurs doivent être minimisées. Au minimum 75% de la surface de la parcelle hors constructions doit être composé de revêtements perméables.

<sup>3</sup>Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la campagne traditionnelle (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

<sup>4</sup>Les talus, remblais, murs de soutènement, murets, barrières, clôtures, sont limités au minimum en vue d'assurer l'intégration harmonieuse des constructions dans le cadre général du quartier.

<sup>5</sup>Les murs pleins (béton, brique, etc.) n'excèdent pas une hauteur de 0.40 m. Ils peuvent être surmontés d'une clôture pour autant que l'ensemble ne dépasse pas 1.20 m.

<sup>6</sup>Les clôtures en fil de fer barbelé sont interdites.

<sup>7</sup>Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 43, doit être joint à toute demande de permis de construire.

**HA 10. Stationnement**

**Art. 106** <sup>1</sup>Les dispositions des art. 16 à 19 OCAT sont applicables.

<sup>2</sup>On privilégiera les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

**F. CONSTRUCTIONS**

**HA 11. Structure du cadre bâti**

**Art. 107** <sup>1</sup>En principe, il est implanté un bâtiment principal par parcelle. D'autres bâtiments sur la même parcelle doivent avoir un caractère secondaire. L'ensemble doit s'intégrer au site et, notamment, à la topographie.

<sup>2</sup>L'ordre contigu, au sens de l'art. 55 OCAT, et l'ordre non contigu, au sens de l'art. 54 OCAT sont autorisés.

**HA 12. Orientation**

**Art. 108** <sup>1</sup>Dans tous les cas, les constructions respectent la morphologie du site bâti.

<sup>2</sup>Elles respectent également :

- a) l'orientation des bâtiments voisins, en principe, celle du faîte ;
- b) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue.

<sup>3</sup>Les exceptions sont traitées par le Conseil communal.

**HA 13. Alignements**

Sans objet.

**HA 14. Distances et longueurs**

**Art. 109** Les distances et longueurs sont les suivantes :

1. Grande distance : 8.0 m
2. Petite distance : 4.0 m
3. Longueur : 30.0 m

**HA 15. Hauteurs**

**Art. 110** Les hauteurs sont les suivantes :

1. Hauteur totale : 10.5 m
2. Hauteur : 7.0 m

**HA 16. Aspect architectural**

a) généralités

**Art. 111** <sup>1</sup>L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs des bâtiments et installations sont à choisir de manière à ne pas altérer le site.

<sup>2</sup>Les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits sur des surfaces importantes, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

<sup>3</sup>Les constructions annexes sont autorisées au sens de l'art. 59 OCAT.

b) toitures

**Art. 112** <sup>1</sup>La pente des toits se situera entre 20 et 45°, l'angle au faîte aura au minimum 90°.

<sup>2</sup>Les toitures des bâtiments annexes peuvent être en appentis.

<sup>3</sup>Les toitures sont recouvertes uniformément par des tuiles de même type et même couleur. Elles seront de teinte rouge, brune, anthracite ou grise.

<sup>4</sup>En vue d'assurer l'intégration harmonieuse d'une construction dans le site, l'autorité de la police des constructions peut imposer la forme et la pente d'une toiture, l'orientation d'un faîte, le genre et la couleur d'une couverture et exiger le fractionnement de superstructures trop importantes en lucarnes plus petites.

<sup>5</sup>Demeurent réservées des formes de toitures et de matériaux imposés par l'utilisation d'énergie solaire. L'autorité de la police des constructions se prononcera de cas en cas dans le cadre de la procédure en octroi du permis de construire. L'autorité peut requérir l'avis de la CPS.

## SECTION 5 : Zone d'utilité publique A (Zone UA)

### A. DEFINITION

**Art. 113** <sup>1</sup>La zone UA est réservée à l'usage de la collectivité.

<sup>2</sup>La zone UA contient les secteurs spécifiques suivants :

- a) UAa l'établissement scolaire avec la salle polyvalente ;
- b) UAb les infrastructures liées au home médicalisé ;
- c) UAc l'église et le cimetière ;
- d) UAd l'abri PC ainsi que les infrastructures liées à la déchetterie, éco-points et place de compostage ;
- e) UAe le pressoir ;
- f) UAf divers équipements techniques relatifs aux réseaux d'eau.

### B. USAGE DU SOL

#### UA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

**Art. 114** <sup>1</sup>Les bâtiments, équipements, installations et ouvrages publics, conformément à l'art. 53 LCAT, sont autorisés.

<sup>2</sup>L'habitat, à titre exceptionnel, peut être autorisé lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une installation ou d'un équipement public, sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour que leur exploitation ne compromette pas un séjour agréable et sain.

<sup>3</sup>Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis sous réserve que toutes les dispositions soient prises afin de les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de dangers.

b) utilisations interdites

**Art. 115** <sup>1</sup>Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'art. 114 ainsi que les installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules usagés et de caravanes;
- b) les terrassements et fouilles non liés à des travaux de construction, sous réserve de l'art. 4, al. 2, let. b DPC ;
- c) l'extraction de matériaux ;
- d) les installations induisant un trafic lourd exagéré et régulier;
- e) les émissions de fumée ou de suie, les émanations incommodantes, les bruits et les trépidations excédant les limites fixées par la législation en vigueur (notamment LPE, OPB, OPair).

**UA 2. Degré d'utilisation du sol**

Sans objet.

**UA 3. Plan spécial obligatoire**

**Art. 116** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46 et 66 LCAT) s'applique à tout projet d'aménagement important ou comprenant plusieurs nouvelles constructions principales.

<sup>2</sup>Le Conseil communal peut, avec l'accord du SAT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet.

**C. MESURES DE PROTECTION**

**UA 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 117** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

**UA 5. Périmètres particuliers**

**Art. 118** Les dispositions relatives au périmètre de protection archéologique (périmètre PA) sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ce périmètre.

**D. EQUIPEMENTS**

**UA 6. Espaces et voies publics**

**Art. 119** <sup>1</sup>Les espaces et voies publics sont à concevoir de manière à souligner la présence et le type d'équipement public.

<sup>2</sup>Des mesures visant à la modération de la circulation sont à prévoir et à réaliser lors de l'aménagement ou du réaménagement des espaces et voies publics.

<sup>3</sup>La conservation et la mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, etc.) sont à assurer.

**UA 7. Réseaux**

**Art. 120** <sup>1</sup>Le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable et au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

<sup>2</sup>Si les infrastructures communales le permettent, le raccordement au réseau d'évacuation des eaux claires est obligatoire, à moins qu'une installation de recyclage soit prévue.

**E. PARCELLES**

**UA 8. Caractéristiques**

**Art. 121** Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et des terrains voisins sont interdites.

**UA 9. Aménagements extérieurs**

**Art. 122** <sup>1</sup>Les aménagements extérieurs doivent mettre en valeur le site en tenant compte du type et de la vocation de l'équipement d'utilité publique.

<sup>2</sup>Les espaces sont à aménager et à entretenir de manière à mettre en valeur les qualités d'ensemble du site (rues, chemins, places, jardins, cours).

<sup>3</sup>Les matériaux et les essences végétales doivent être choisis dans le répertoire de la campagne traditionnelle (prés de fauche, groise, pavage de pierres naturelles, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

<sup>4</sup>Les surfaces imperméables sont à minimiser, les revêtements durs de couleur vive sont interdits.

<sup>5</sup>Un plan d'aménagement des abords, au sens de l'art. 43, doit être joint à toute demande de permis de construire.

**UA 10. Stationnement**

**Art. 123** <sup>1</sup>Les dispositions des art. 16 à 19 de l'OCAT sont applicables.

<sup>2</sup>Le stationnement est regroupé et les revêtements imperméables sont à minimiser (voies de circulations, stationnement régulier).

<sup>3</sup>Pour le stationnement occasionnel, les surfaces perméables sont à privilégier.

## **F. CONSTRUCTIONS**

### **UA 11. Structure du cadre bâti**

**Art. 124** Les constructions principales, secondaires ou annexes doivent s'intégrer dans le site.

### **UA 12. Orientation**

**Art. 125** <sup>1</sup>Dans tous les cas, les constructions respecteront la morphologie du site bâti.

<sup>2</sup>Elles respectent également :

- a) l'orientation des bâtiments voisins, en principe celle du faite ;
- b) une orientation parallèle ou perpendiculaire à la rue.

### **UA 13. Alignements**

Sans objet.

### **UA 14. Distances et longueurs**

**Art. 126** Les distances aux limites et entre bâtiments ainsi que les longueurs des bâtiments se définissent selon les caractéristiques du cadre bâti.

### **UA 15. Hauteurs**

**Art. 127** La hauteur totale (mesurée selon l'art. 65 OCAT) des nouveaux bâtiments, des reconstructions après sinistre ou des transformations des bâtiments existants sera en rapport avec les constructions avoisinantes.

### **UA 16. Aspect architectural**

**Art. 128** <sup>1</sup>L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs des bâtiments et installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

<sup>2</sup>Tout projet, selon l'alinéa 1 ci-dessus, touchant ou voisinant un bâtiment protégé doit être soumis à l'OCC pour préavis au sens de l'art. 15.

<sup>3</sup>Tout projet de construction, rénovation ou modification doit respecter la volumétrie du site bâti environnant (forme et dimensions).

## CHAPITRE II : Zone agricole

### SECTION 1 : Préambule

#### Généralités

**Art. 129** Le territoire communal comporte 1 type de zone agricole représenté graphiquement sur le plan de zones.

### SECTION 2 : Zone agricole A (zone ZA)

#### A. DEFINITION

**Art. 130** La zone ZA désigne au sens de l'art. 16 LAT :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole et horticole;
- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être utilisés par l'agriculture.

#### B. USAGE DU SOL

##### ZA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

**Art. 131** Dans la zone ZA, sont autorisées :

- a) les constructions et installations conformes à l'affectation de la zone au sens de l'art. 16 LAT ;
- b) les constructions et installations bénéficiant d'une dérogation au sens de l'art. 24 LAT.

b) utilisations interdites

**Art. 132** <sup>1</sup>Toutes les utilisations du sol non mentionnées à l'art. 131 ainsi que les constructions, installations, activités et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone sont interdits.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules et matériel usagés ainsi que de caravanes ;
- b) les terrassements et les fouilles non liés à des travaux de construction ;
- c) l'extraction de matériaux.

##### ZA 2. Degré d'utilisation du sol

Sans objet.

##### ZA 3. Plan spécial obligatoire

Sans objet.

#### C. MESURES DE PROTECTION

##### ZA 4. Sensibilité au bruit

**Art. 133** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

**ZA 5. Périmètres particuliers**

**Art. 134** Les dispositions relatives aux périmètres particuliers suivants sont applicables pour les parcelles ou parties de parcelles comprises dans ces périmètres :

- a) périmètre de protection des vergers (périmètre PV);
- b) périmètre de protection du paysage (périmètre PP);
- c) périmètre de protection de la nature (périmètre PN);
- d) périmètre de protection archéologique (périmètre PA);
- e) périmètre de protection des eaux (périmètre PE);
- f) périmètre de risques naturels (périmètre PR).

**D. EQUIPEMENTS**  
**ZA 6. Espaces et voies publics**

**Art. 135** <sup>1</sup>Les espaces et voies publics sont aménagés rationnellement et peuvent être accompagnés par des allées d'arbres et des plantations aux carrefours.

<sup>2</sup>La conservation et la mise en valeur des lieux publics et du petit patrimoine architectural public et culturel (fontaines, croix, bornes, etc.) sont à assurer.

**ZA 7. Réseaux**

Sans objet.

**E. PARCELLES**  
**ZA 8. Caractéristiques**

**Art. 136** Les modifications importantes du terrain naturel sans rapport avec la topographie du lieu et terrains voisins sont interdites.

**ZA 9. Aménagements extérieurs**

**Art. 137** Les éléments suivants devront notamment être pris en compte afin d'assurer une intégration optimale des constructions et des aménagements dans le site et le paysage :

- a) l'implantation des bâtiments principaux et annexes;
- b) la nature et traitement du sol;
- c) la végétation (arbres, haies, etc.).

**ZA 10. Stationnement**

**Art. 138** On privilégiera les matériaux perméables pour l'aménagement des surfaces vouées au stationnement.

**F. CONSTRUCTIONS**  
**ZA 11. Structure du cadre bâti**

**Art. 139** <sup>1</sup>La structure est basée sur l'ordre non contigu, au sens de l'art. 54 OCAT.

<sup>2</sup>La construction des bâtiments accolés est permise, à condition que le groupe de construction se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.

<sup>3</sup>L'implantation et les proportions des bâtiments et installations doivent être choisies afin d'assurer une intégration optimale dans le site et le paysage.

**ZA 12. Orientation**

**Art. 140** L'orientation générale des bâtiments et des toitures est à définir selon les caractéristiques du lieu en respectant l'image du site.

**ZA 13. Alignements**

Sans objet.

**ZA 14. Distances et longueurs**

Sans objet.

**ZA 15. Hauteurs**

**Art. 141** Les hauteurs sont à déterminer de cas en cas.

**ZA 16. Aspect architectural**

**Art. 142** <sup>1</sup>Tout projet de construction devra prendre en compte l'environnement bâti et naturel afin de favoriser l'harmonie générale du site.

<sup>2</sup>L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception de façades et des toitures, les matériaux, les couleurs de bâtiments et installations doivent être choisis afin d'assurer une intégration optimale dans le site et le paysage et doivent satisfaire aux exigences d'une exploitation rationnelle du sol.

<sup>3</sup>Tout projet de démolition, transformation, agrandissement ou aménagement d'un bâtiment touchant ou voisinant un bâtiment protégé doit être soumis à l'OCC pour préavis au sens de l'art. 15.

### **CHAPITRE III : Périmètres particuliers**

#### **SECTION 1 : Préambule**

**Généralités**

**Art. 143** <sup>1</sup>Le territoire de Charmoille comporte 4 types de périmètres particuliers représentés graphiquement sur le plan de zones.

<sup>2</sup>Les périmètres particuliers ne modifient pas l'affectation du sol mais apportent des précisions ou des restrictions quant à son usage.

<sup>3</sup>Les fiches illustratives données en annexe expliquent et justifient les articles ci-dessous. Elles doivent notamment être consultées avant de prendre une décision concernant la protection ou la gestion d'un objet protégé.

#### **SECTION 2 : Périmètre de protection archéologique et paléontologique (périmètre PA)**

**PA 1. Définition**

**Art. 144** Le périmètre PA a pour but de protéger les sites d'intérêts archéologiques, historiques ou paléontologiques connus ou supposés et de permettre l'approfondissement des connaissances archéologiques, historiques et paléontologiques.

**PA 2. Effets**

Sans objet.

**PA 3. Procédure**

**Art. 145** A l'exception des travaux courants de gestion sylvicole, tout projet de construction ou de travaux à l'intérieur du périmètre PA doit être soumis à l'OCC en procédure d'octroi du permis de construire ou, le cas échéant, avant d'ouvrir le chantier.

**SECTION 3 : Périmètre de protection des vergers (périmètre PV)**

**PV 1. Définition**

**Art. 146** Le périmètre PV a pour but de conserver et de revaloriser les caractéristiques naturelles, culturelles et paysagères des vergers ainsi que de délimiter des habitats pour une faune particulière (chouette chevêche, etc.).

**PV 2. Effets**

a) mesures de protection

**Art. 147** <sup>1</sup>Les surfaces de vergers sont à conserver. Les arbres sont à maintenir et des mesures d'entretien sont à prendre.

<sup>2</sup>Tout arbre abattu doit impérativement être remplacé par le propriétaire, à ses frais.

<sup>3</sup>Lorsque des arbres doivent être remplacés, on plantera des essences de fruitiers hautes tiges adaptées à la région.

b) restrictions d'utilisation du sol

**Art. 148** <sup>1</sup>L'utilisation agricole du terrain doit se faire sous forme de prairie ou pâturage.

<sup>2</sup>Les nouvelles constructions agricoles ainsi que leurs accès respecteront au mieux les arbres existants.

**PV 3. Procédure**

**Art. 149** <sup>1</sup>Avant toute intervention dans les périmètres PV, on s'assure que les buts de la protection explicités ci-dessus sont respectés.

<sup>2</sup>En cas d'intervention dans un périmètre PV, un plan de situation indiquant les arbres conservés, les nouvelles plantations et les arbres dont l'abattage est prévu doit être fourni aux autorités compétentes.

<sup>3</sup>Les autorités se prononceront sur l'opportunité d'enlever des arbres sains et, le cas échéant, pourront exiger la plantation de nouveaux arbres à titre de compensation.

## **SECTION 4 : Périmètre de protection du paysage (périmètre PP)**

### **PP 1. Définition**

**Art. 150** <sup>1</sup>Le périmètre PP a pour but de protéger les sites, les lieux et les paysages naturels ou agricoles qui méritent une conservation de leur caractère propre, ainsi qu'une préservation de l'ensemble des éléments qui les composent.

<sup>2</sup>Ce périmètre se compose des sous-périmètres suivants :

- a) PPc « Beau site » : zone de prairies et pâturages en grande partie extensif, parsemées de nombreux arbres fruitiers à haute tige;
- b) PPd « Le Chênois » : paysage agricole formé de prairies de fauche, de parcelles cultivées, de quelques pâturages et parsemé d'éléments bocagers dont plusieurs arbres fruitiers à haute tige.

### **PP 2. Effets**

#### a) mesures de protection

**Art. 151** <sup>1</sup>Tous les éléments (naturels ou traditionnels) structurants du paysage sont protégés, en particulier :

- a) les arbres isolés ou en massif ;
- b) les haies et les bosquets ;
- c) les lisières de forêt ;
- d) les géotopes.

<sup>2</sup>Les caractéristiques globales des éléments naturels et paysagers doivent être conservées à long terme mais des interventions ponctuelles sur des objets particuliers peuvent avoir lieu, pour autant que celles-ci soient conformes aux objectifs généraux de protection.

#### b) restrictions d'utilisation du sol

**Art. 152** <sup>1</sup>Seules les constructions utiles à la conservation du site ou à l'exploitation sylvicole ou agricole, à condition qu'elles ne portent pas atteinte aux buts de la protection, sont autorisées.

<sup>2</sup>Des zones-tampons d'au minimum 3 m avec les boisements seront strictement respectées. L'entretien du bocage doit être conforme aux buts de protection et respecter strictement les principes émis dans les fiches correspondantes figurant à l'annexe III.

<sup>3</sup>Les travaux nécessaires à une exploitation agricole conforme aux prestations écologiques requises (PER) ainsi que les mesures utiles à la gestion des forêts et à la lutte contre un embroussaillage trop conséquent des pâturages sont autorisés.

c) utilisations du sol interdites

**Art. 153** Toutes les mesures contraires aux buts de la protection sont interdites, en particulier :

- a) les modifications du terrain naturel (y compris dans les dolines) ;
- b) les creusages, déblais et remblais;
- c) hors forêt, l'introduction d'espèces végétales étrangères au site;
- d) en forêt, les plantations d'essences non adaptées à la station ;
- e) les reboisements importants.

**PP 3. Procédure**  
a) en général

**Art. 154** <sup>1</sup>Avant toute intervention dans les périmètres PP, on s'assurera que les buts de protection explicités ci-dessus sont respectés.

<sup>2</sup>Sans aucune exception, tout projet d'intervention ou de travaux autres que les travaux courants de gestion agricoles conformes aux buts de protection, doivent être soumis au SAT qui consulte les offices et services cantonaux concernés.

b) en forêt

**Art. 155** Tout projet de travaux ou d'intervention allant au-delà des principes d'une sylviculture proche de la nature doit être soumis au SAT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

## **SECTION 5 : Périmètre de protection de la nature (périmètre PN)**

**PN 1. Définition**

**Art. 156** <sup>1</sup>Le périmètre PN a pour but de protéger les éléments naturels sous toutes leurs formes.

<sup>2</sup>Ce périmètre se compose des sous-périmètres suivants :

- a) PNb : correspond à des prairies et pâturages secs ;
- b) PNc : correspond aux cours d'eau présents sur le territoire communal ainsi que leur zone tampon (6m sur chaque berge) ;
- c) PNd : correspond à une crête rocheuse et un éboulis boisés de forêts naturelles, avec présence du cortège floristique complet de ces associations forestières ainsi que d'une station de plantes rares ;
- d) PNe : correspond à des zones humides et roselières.

**PN 2. Effets**  
a) mesures de protection

**Art. 157** <sup>1</sup>Toutes les formations naturelles, les prés et pâturages secs, les cours d'eau ainsi que leurs berges, l'ensemble de la flore (arbre, bosquets, haies, plantes, etc.) et de la faune sont protégés.

<sup>2</sup>Le but de protection prioritaire est :

- a) *Sous périmètre PNb* : conserver la diversité floristique et faunistique ;
- b) *Sous-périmètre PNc* : conserver la dynamique du cours d'eau et protéger la qualité faunistique et floristique du cours d'eau et de ses berges ;
- c) *Sous-périmètre PNd* : garantir l'exploitation forestière selon

- des techniques appropriées et favoriser les essences croissant naturellement dans la station (éviter d'introduire des essences hôtes) ;
- d) *Sous-périmètre PNe* : conserver la diversité floristique et faunistique, préserver le caractère humide du sol et de la végétation.

b) restrictions d'utilisation du sol

**Art. 158** <sup>1</sup>Seul l'entretien du site dans son état actuel est autorisé, cet entretien est réalisé par le propriétaire ou l'exploitant.

<sup>2</sup>Les constructions existantes dans les périmètres PN peuvent uniquement être entretenues.

<sup>3</sup>Dans le sous-périmètre PNb, il est autorisé de cueillir en petite quantité les fleurs qui ne sont pas protégées par la législation cantonale et fédérale.

c) utilisations du sol interdites

**Art. 159** <sup>1</sup>Tous travaux ou interventions humaines ayant pour conséquence la modification de l'équilibre naturel sont interdits, à l'exception des travaux courants de gestion agricole ou sylvicole conformes aux buts de protection.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les constructions;
- b) la construction de routes et de chemins;
- c) les modifications du terrain naturel;
- d) les creusages, déblais et remblais;
- e) les drainages ou l'irrigation;
- f) la correction des cours d'eau ;
- g) les déracinements de la végétation (haie, bosquet, etc.);
- h) hors forêt, l'introduction d'espèces étrangères au site;
- i) en forêt, les plantations d'essences non adaptées à la station ;
- j) le reboisement ;
- k) l'apport d'engrais ou de produits phytosanitaires ;
- l) la fumure sauf convention contraire avec ENV (contrat) ;
- m) les labours et le pacage intensif.

### **PN 3. Procédure**

a) en général

**Art. 160** <sup>1</sup>Avant toute intervention dans les périmètres PN, on s'assurera que les buts de protection explicités ci-dessus sont respectés et que les mesures adéquates sont mises en œuvre.

<sup>2</sup>Sans aucune exception, tout projet d'intervention ou de travaux autres que les travaux courants de gestion agricoles conformes aux buts de protection, doivent être soumis au SAT qui consulte les offices et services cantonaux concernés.

<sup>3</sup>Les contrats volontaires d'exploitation ou d'entretien qui peuvent être conclus avec le Canton permettent d'obtenir une aide financière pour atteindre les buts de protection. Le Conseil communal peut octroyer des aides financières pour les objets d'importance locale.

b) en forêt

**Art. 161** Tout projet de travaux ou d'intervention allant au-delà des principes d'une sylviculture proche de la nature doit être soumis au SAT qui consultera les offices et services cantonaux concernés.

## **CHAPITRE IV : Périmètres indicatifs**

### **SECTION 1 : Préambule**

#### **Généralités**

**Art. 162** <sup>1</sup>Le territoire communal comporte 2 types de périmètres indicatifs représentés graphiquement sur le plan de zones.

<sup>2</sup>Les périmètres indicatifs ne modifient pas l'affectation du sol mais apportent des précisions ou des restrictions quant à son usage.

### **SECTION 2 : Périmètre de protection des eaux (périmètre PE)**

#### **PE 1. Définition**

**Art. 163** Les périmètres PE représentent les zones de protection des eaux souterraines au sens de la législation sur la protection des eaux. Ils ont pour but d'assurer la protection des sources et des eaux souterraines destinées à l'alimentation en eau potable de la population.

#### **PE 2. Effets**

a) mesures de protection

**Art. 164** La législation sur la protection des eaux, en particulier l'ordonnance cantonale du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux<sup>22</sup> et l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux<sup>23</sup>, est applicable.

b) restrictions d'utilisation du sol

**Art. 165** Les restrictions d'utilisation du sol sont définies dans le règlement des zones de protection adopté par arrêté du 24 avril 2007 du Gouvernement de la République et Canton du Jura.

#### **PE 3. Procédure**

**Art. 166** <sup>1</sup>A l'exception des travaux courants de gestion sylvicole, tout projet d'intervention, de travaux ou d'aménagement situé à l'intérieur ou aux abords immédiats du périmètre PE est soumis à ENV avant le début des travaux.

<sup>2</sup>Une étude relative à la protection des eaux peut être requise. Des conditions particulières peuvent être fixées si la protection des eaux souterraines l'exige.

---

<sup>22</sup> RSJU 814.21

<sup>23</sup> RS 814.201

### **SECTION 3 : Périmètre de risques naturels (périmètre PR)**

#### **PR 1. Définition**

**Art. 167** <sup>1</sup>Les périmètres PR désignent les territoires soumis à des phénomènes potentiellement dangereux, selon les cartes indicatives des dangers, sans que le degré de danger n'ait été encore évalué (intensité, probabilité). Ils se composent des sous-périmètres suivants :

- a) PRa : les dangers naturels hydrologiques liés aux crues (inondation, érosion, lave torrentielle) et aux ruissellements temporaires provoqués par des précipitations intenses ;
- b) PRb : les dangers naturels géologiques liés aux mouvements de terrain (glissements, chutes de pierres ou de blocs, éboulement ou écroulement, effondrements).

<sup>2</sup>Le plan directeur cantonal des zones sensibles aux phénomènes naturels approuvé par arrêté du Gouvernement le 20 décembre 1983 est applicable, de même que les cartes indicatives des dangers.

#### **PR 2. Effets**

**Art. 168** <sup>1</sup>Les travaux courants de gestion agricole et sylvicole sont autorisés.

<sup>2</sup>La commune peut édicter des restrictions d'utilisation et d'affectation pour les bâtiments existants.

#### **PR 3. Procédure**

**Art. 169** <sup>1</sup>A l'intérieur ou aux abords immédiats d'un périmètre PR, tout projet :

- a) de planification au sens de l'art. 45 LCAT est à soumettre au SAT qui consultera, au besoin, la Commission cantonale des dangers naturels (CCDN) ;
- b) de nouvelle construction, de transformation, d'agrandissement, de travaux ou d'aménagement soumis :
  - 1. à la procédure ordinaire du permis de construire est à transmettre à l'autorité compétente en la matière qui consultera l'Etablissement cantonal d'assurances (ECA). L'ECA peut solliciter en tout temps la CCDN ;
  - 2. à la procédure simplifiée du permis de construire est à transmettre à l'autorité communale qui consultera l'ECA.

<sup>2</sup>Il est recommandé de déposer une demande préalable le plus tôt possible.

<sup>3</sup>Des études et mesures complémentaires spécifiques, à la charge du requérant, permettant de répondre de manière pertinente aux besoins de gestion des risques peuvent être exigées par l'autorité compétente en matière d'aménagement du territoire ou de permis de construire.

<sup>4</sup>Lorsque des mesures appropriées permettent de réduire le risque à un niveau acceptable, il convient d'assortir le permis de construire ou le projet de planification des conditions nécessaires. S'il s'avère que le risque est trop élevé, l'autorisation d'aménager ou de construire doit être refusée.

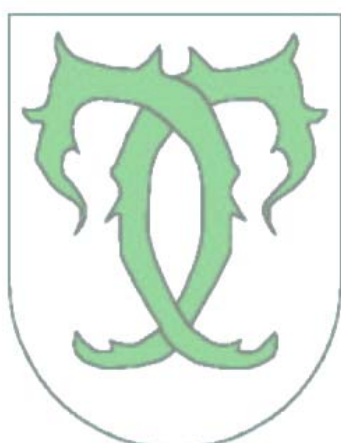
<sup>5</sup>Dans sa pesée d'intérêt, l'autorité compétente vérifie qu'aucun ouvrage de protection collectif ne permette de ramener avantageusement le risque à un niveau acceptable dans le périmètre considéré.

<sup>6</sup>Les ouvrages de protection sont à réaliser en même temps ou préalablement à un projet de planification ou de construction. Ils sont à soumettre, pour approbation, à :

- a) l'ENV, pour les ouvrages en lien avec une procédure de planification au sens de l'art. 45 LCAT ;
- b) l'ECA, pour les ouvrages en lien avec une procédure de permis de construire.

## **ANNEXE I**

### **LIMITES FORESTIERES CONSTATEES**



# LA BAROCHE CHARMOILLE

1:2000



**CERTIFIE EXACT**

PORRENTRUUY, 1 décembre 2009

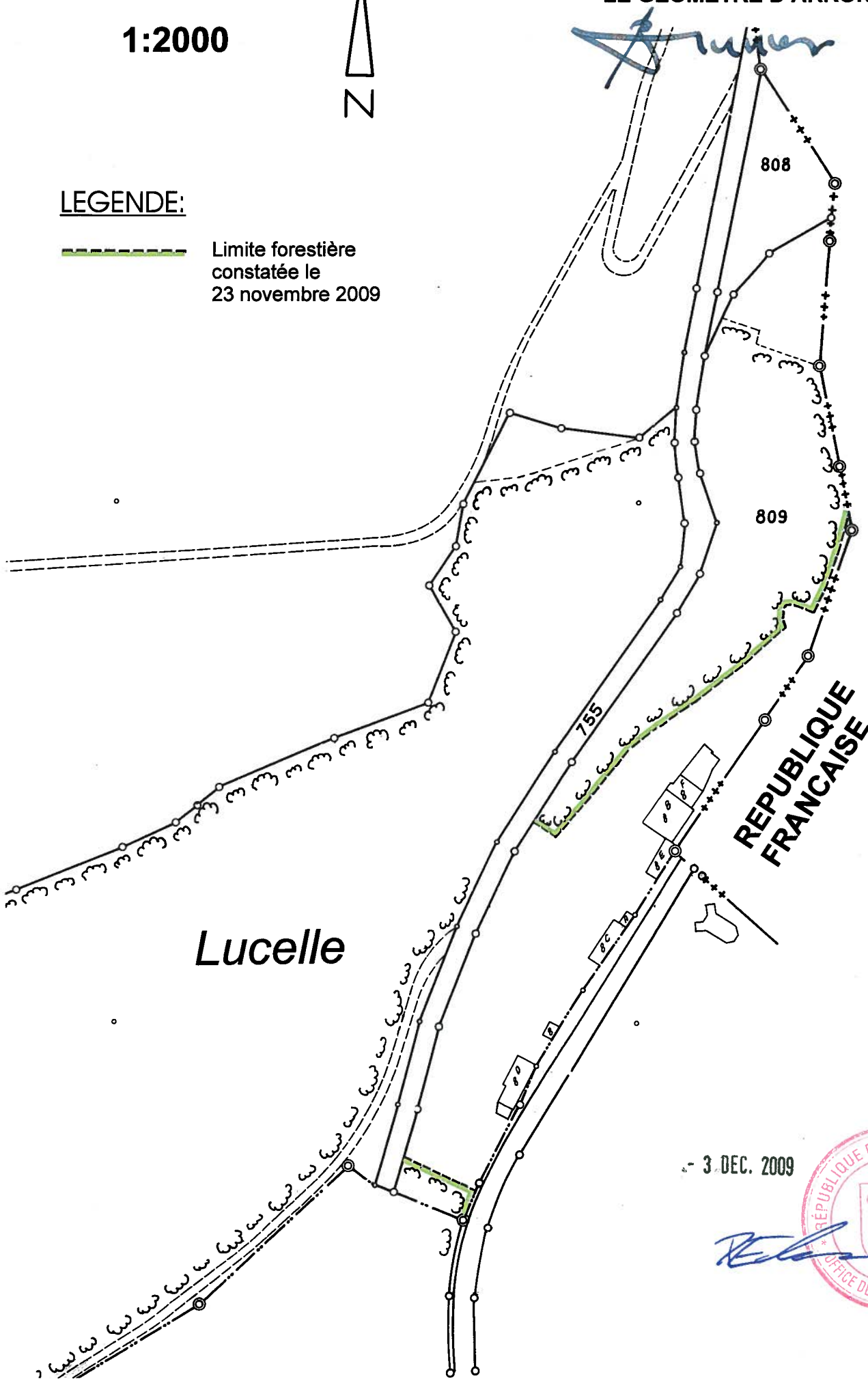
LE GEOMETRE D'ARRONDISSEMENT:

*[Signature]*

## LEGENDE:



Limite forestière  
constatée le  
23 novembre 2009



*Lucelle*

**REPUBLIQUE  
FRANCAISE**

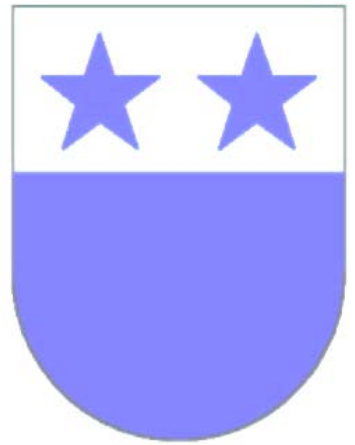
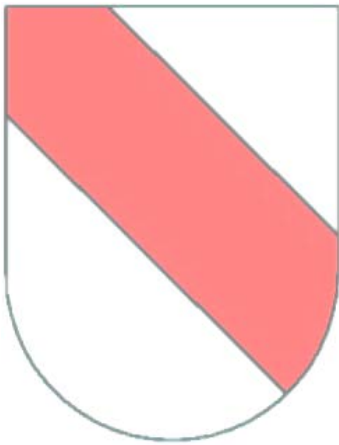
3. DEC. 2009

*[Signature]*



## **ANNEXE II**

### **FICHE ILLUSTRATIVE D'AMENAGEMENT DE SURFACES**



## LES MATÉRIAUX ET LEURS UTILISATIONS

### Matériaux

Représentation    Désignation / Rôle

#### **Enrobé bitumineux**

- Chaussée / circulation véhicules
- Surface de manœuvre
- Trottoir sur une faible portion

### Illustration



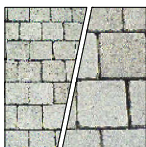
#### **Pavés granit**

- Pour surfaces de « représentation » (place, parvis, base de fontaine)
- Déplacements autour de bâtiment à vocation publique



#### **Pavés béton**

- Rôle identique au pavé granit, mais pour un usage secondaire (en remplacement du pavé granit)
- Forme géométrique régulière
- Privilégier les couleurs de tons naturelles dans les gammes de gris et de beige, le rouge ou d'autres couleurs vives sont uniquement utilisées pour le marquage ponctuel



#### **Pierre calcaire**

- Pour socles de fontaine
- Assurent une liaison entre les éléments monolithiques des bacs et leur base



#### **Béton**

- Pour cheminements piétonniers privés
- Utilisés sur de petites surfaces



#### **Groise, gravier**

- Pour les surfaces perméables (cheminements piétonniers et places)
- Emploi traditionnel et local



#### **Herbe, espace fleuri, jardin**

- Emploi pour les espaces libres de construction, les aires de dégagement devant le bâti ou pour les bandes vertes le long des routes et chemins







#### **Arbres**

- Pour agrémenter les espaces publics ou privés



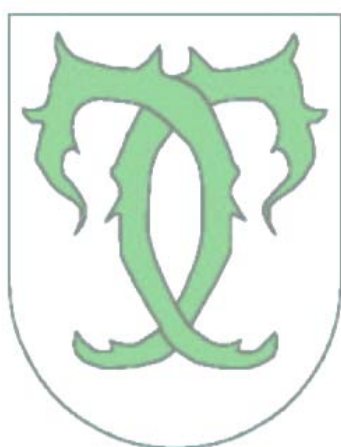
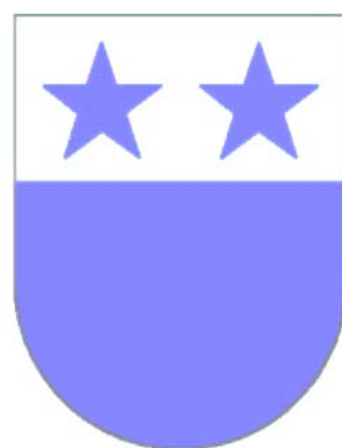
## EXEMPLES DE REVÊTEMENTS PERMÉABLES ET VÉGÉTALISABLES

Exemple	Profil, structure
	<b>Gazon-gravier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>couche d'usure: 3 cm de gravillon</li> <li>couche organique: 10-15 cm de cailloux et terre</li> <li>couche de fondation: gravier</li> </ul>
	<b>Gravier (empierrement)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>couche d'usure: 5 cm de gravier ou marne, recouverts de sable concassé ou gravillon</li> <li>couche de fondation: gravier</li> </ul>
	<b>Pavés de pierre espacés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>pavés jointoyés au sable</li> <li>3-5 cm de sable ou gravillon</li> <li>couche de fondation: gravier</li> </ul>
	<b>Pavés en béton entretoisés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>pavés en aggloméré entretoisés et jointoyés au sable</li> <li>3-5 cm de sable ou gravillon</li> <li>couche de fondation: gravier</li> </ul>

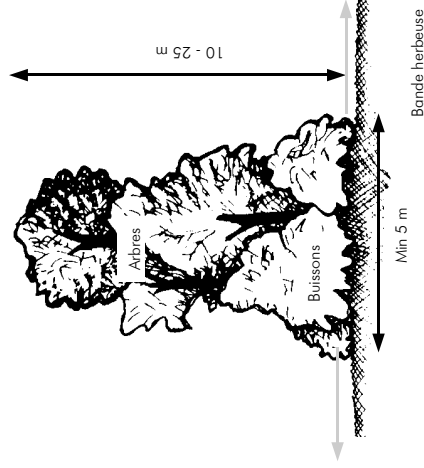
Guide de l'environnement n° 5 – Cohabiter avec la nature, OFEFP 1995

## **ANNEXE III**

### **ENTRETIEN DU BOCAGE**



## Haies arborescentes



### Définition

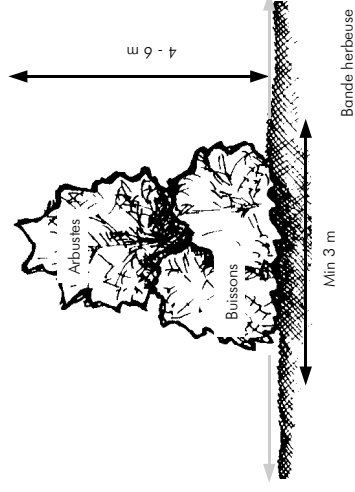
Une haie arborescente est formée de tout type d'arbres et d'arbustes. La hauteur dépend des essences d'arbres qui composent la haie, mais il faut compter au moins 10 m de haut.

Une largeur minimale de 5 m est nécessaire à la base. La présence d'une telle haie demande généralement au moins 10 m d'emprise au sol.

### Problématique de gestion

- Les haies hautes peuvent générer un ombrage important des cultures.
- La présence de vieux arbres, souhaitée d'un point de vue biologique, influence parfois la quantité de branches mortes présentes.
- La haie arborescente fournit par contre un abri pour le bétail, limite l'érosion et l'effet du vent. Elle fournit du bois de feu.
- Un entretien mal adapté peut aboutir au développement inconsideré de la partie supérieure des arbustes (voir ci-contre haies hautes).

## Haies hautes ou arbustives



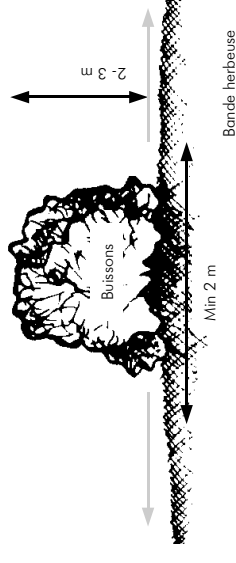
### Définition

Une haie haute ou haie arbustive est formée de buissons et d'arbustes. La hauteur de ce type de haie dépend des essences d'arbustes qui la composent. Généralement une telle haie atteint env. 4-6 m.

### Problématique de gestion

- Un entretien mal adapté peut aboutir au développement inconsideré de la partie supérieure des arbustes. ➡ obstacle pour les véhicules agricoles. Perte de densité au pied et diminution de la valeur biologique.
- Une forte densité d'épineux, souhaitée d'un point de vue biologique, peut dissuader l'exploitant de continuer à pratiquer un entretien qui, dans le long terme, est nécessaire pour contenir l'extension de la haie haute.
- La haie haute limite l'érosion et l'effet du vent. Elle agit comme régulateur hydrique et sert de refuge à des espèces animales prédatrices et auxiliaires des cultures.

## Haies basses ou buissonnantes



### Définition

Une haie basse est essentiellement formée de buissons. Elle structure le paysage mais c'est surtout la variété des essences qui composent sa strate unique, le manteau, qui détermine son importante valeur biologique.

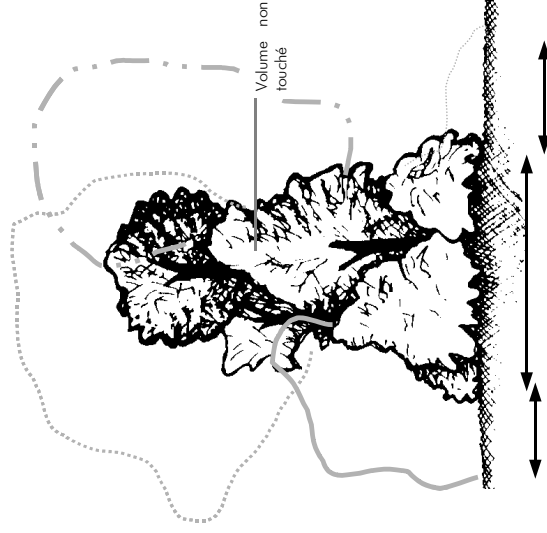
Une telle haie ne dépasse généralement pas 2-3 m de haut et doit avoir une largeur minimale de 2 m à la base.

### Problématique de gestion

- Un entretien très régulier est généralement nécessaire pour maintenir la taille limitée, aussi bien en largeur qu'en hauteur.
- Le but de l'entretien doit être clairement défini. Étant donné sa faible ampleur, la haie basse est particulièrement sensible à un entretien mal adapté. Un entretien trop drastique (recépage intempestif) peut ainsi conduire à sa disparition rapide. À l'opposé, un manque d'entretien peut permettre le développement rapide de certains buissons, qui peuvent apporter un ombrage indésirable sur les cultures.
- Les parties recépées de la haie basse, surtout lorsque le recépage est intensif, peuvent être colonisées par des espèces indésirables pour les cultures (ronces, orties, etc.).

## Définitions

## Haies arborescentes



Action	Limitation de la croissance des buissons.	Aucune action dans le pied de la haie en dehors des interventions majeures.	Limitation de l'extension des lianes.	
Fréquence	2 - 5 ans	15 - 20 ans	1 an	

### Commentaires

Taille de la couronne des arbres en principe pas souhaitée. Certaines branches gênantes peuvent être coupées. Les arbres seront coupés tous les 15 à 20 ans (bois de feu). On conservera au moins 50% des arbres.

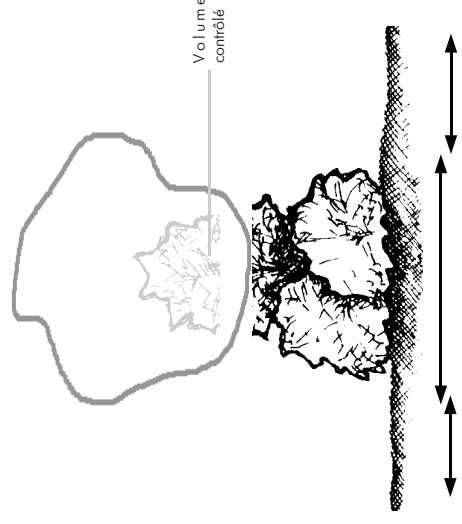
Zone buissonnante jamais recépée, mais uniquement rabattue. Favoriser les espèces à croissance lente et les épineux (en dehors des pâtures).

Conserver l'emprise au sol de la haie.

### Actions positives

- > Favoriser les arbres fruitiers sauvages et les sorbiers.
- > Conserver les arbres morts.

## Haies hautes ou arbustives



Limitation de la croissance des buissons.	Aucune action dans le pied de la haie en dehors des interventions majeures.	Limitation de la croissance des buissons.	
2 - 5 ans	5 - 10 ans	2-5 ans	

### Commentaires

Rabattre la partie supérieure de la strate arbustive tous les 5-10 ans. Favoriser les espèces à croissance lente et les épineux.

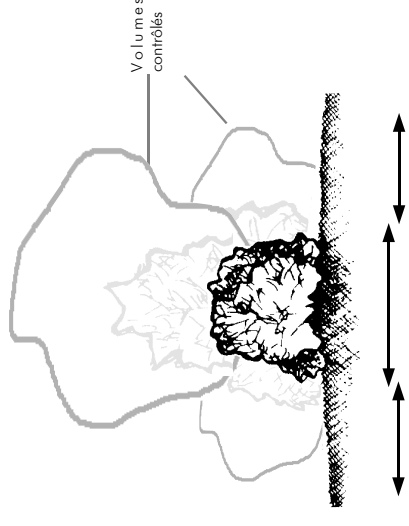
Exceptionnellement, recépage sélectif des espèces à forte croissance et très ramifiées (jamais sur toute la longueur de la haie en même temps).

Conserver l'emprise au sol de la haie.

### Actions positives

- > Favoriser les arbustes à croissance lente (aubépine, épine noire, églantier, troène, etc.).
- > Tailler les espèces à fruits en février-mars.

## Haies basses ou buissonnantes



Limitation de la croissance des buissons.	Action possible dans le pied de la haie (recépage) mais jamais sur l'entier de la haie.	Limitation de la croissance des buissons.	
1 - 2 ans	3 - 6 ans	1-2 ans	

### Commentaires

Tailler la haie au carré tous les 2 ans sur un tiers seulement de la longueur totale. Recépage possible par tronçon.

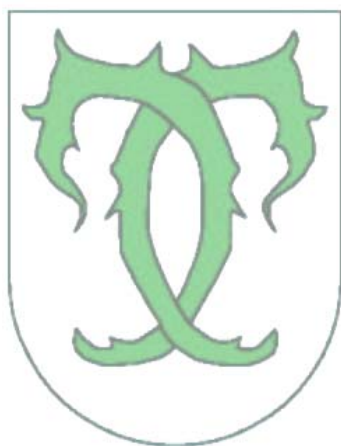
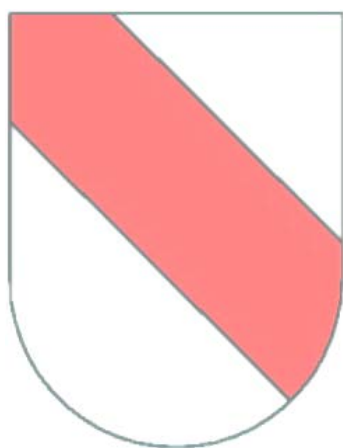
Conserver l'emprise au sol de la haie.

### Actions positives

- > Favoriser les arbustes à croissance lente (aubépine, épine noire, églantier, troène, etc.).
- > Tailler les espèces à fruits en février-mars.

## **ANNEXE IV**

### **REPERTOIRE DES BIENS CULTURELS DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA**



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**N° fédéral de la commune :** 6779  
**Type de recherche:** Époques: toutes, familles: toutes

**RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS**

n°	Objet	PB	SAR	CH	JU	RBC	ISOS
59 01	* village					Rég.	Rég.
59 02	- ancienne école	*		1989	1988	Rég.	E26
59 03	- église de Miserez	*		1974	1970	Rég.	
59 04	- Miserez : romain/mér.		*			*	
59 05	- église	*				Loc.	E42
59 06	- cure	*		2005	2004	Loc.	
59 07	- fontaines	*				Loc.	E34
59 08	- maison bourgeoise 112	*				Loc.	E39
59 09	- maison paysanne 55	*				Loc.	
59 10	- villa		*			*	

**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** \* village  
**NOCC de l'objet:** 59.01

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Rég.  
**ISOS:** Rég.

**Famille:** 300 SITES  
**Matière:** 320 Villages  
**Epoque:** -  
**Parcelle:** 000  
**Coordonnées:** X: -Y: -  
**IdBat:** -  
**Adresse:** -

**Description:**

Village s'étirant le long de la route Porrentruy-Laufon. Bâtiments à deux ou trois niveaux, parfois contigus, couverts de toits à deux pans raides et aux faîtes généralement parallèles à la rue, datant du XIXe siècle pour la plupart. Cinq grandes fontaines d'un néo-classicisme rustique. Enseignes d'auberge.



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - ancienne école  
**NOCC de l'objet:** 59.02

**CH:** 1989  
**JU:** 1988  
**RBC:** Rég.  
**ISOS:** E26

**Famille:** 100 ECOLES  
**Matière:** 100 Ecoles  
**Epoque:** 1854  
**Parcelle:** 61  
**Coordonnées:** X: 582.561Y: 252.580  
**IdBat:** 2019332  
**Adresse:** Clos Martin 64

**Description:**

Bâtiment scolaire néo-classique, bâti en 1854, avec toit à croupes, campanile et deux cages d'escalier. Cour d'entrée en terrasse avec escalier dans le mur de soutènement. Rénovation en 1988.



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - église de Miserez  
**NOCC de l'objet:** 59.03

**CH:** 1974  
**JU:** 1970  
**RBC:** Rég.  
**ISOS:**

**Famille:** 050 EGLISES / CLOCHERS  
**Matière:** 050 Eglises / Clochers  
**Epoque:** 1501 - 1550  
**Parcelle:** 139  
**Coordonnées:** X: 581.387Y: 252.589  
**IdBat:** -  
**Adresse:** MiserezMiserez le Haut

**Description:**

Chapelle de l'ancien prieuré de Miserez. Construction de style gothique tardif. La tour massive sous un toit en bâtière, la courte nef rebâtie au XII<sup>e</sup> siècle, et le chœur polygonal avec deux voûtes sur croisées d'ogives (1506) composent un ensemble cohérent et typé. Rénovation en 1970/1972.



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - Miserez: romain/mér.  
**NOCC de l'objet:** 59.04

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** \*  
**ISOS:**

**Famille:** 000 ARCHEOLOGIE  
**Matière:** 006 Epoque romaine et Haut Moyen Age  
**Epoque:** Epoque romaine et Haut Moyen Age  
**Parcelle:** 139  
**Coordonnées:** X: -Y: -  
**IdBat:** -  
**Adresse:** Miserez

**Description:**

Vers 1770, lorsque le couvent de Miserez fut détruit, on fit également disparaître, selon A. Quiquerez, soit un fanum (temple) dédié à Priape, soit les restes d'une villa avec bain. Dans ces ruines, comme cela est fréquent, apparurent des sépultures, probablement du Haut Moyen Age. La localisation très précise n'est pas connue.



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - église  
**NOCC de l'objet:** 59.05

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E42

**Famille:** 050 EGLISES / CLOCHERS  
**Matière:** 050 Eglises / Clochers  
**Epoque:** 1751 - 1800  
**Parcelle:** 40  
**Coordonnées:** X: 582.327Y: 252.539  
**IdBat:** -  
**Adresse:** Le Pécal

**Description:**

Eglise paroissiale St-Etienne. Nef construite en 1755, chœur à trois pans de 1760. En 1966/1968 agrandissement de la nef et ex-haussement du chœur. En 1911, remplacement de la toiture en bâtière du clocher par un dôme à lanternon. Nouvel étage des cloches. Rénovation intérieure en 1954/1955. Réfection extérieure en 1987, intérieure en 1991/1992. Restauration des quatre statues en 1992.



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - cure  
**NOCC de l'objet:** 59.06

**CH:** 2005  
**JU:** 2004  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:**

**Famille:** 090 CURES  
**Matière:** 090 Cures  
**Epoque:** 1751 - 1800  
**Parcelle:** 69  
**Coordonnées:** X: 582.419Y: 252.533  
**IdBat:** 981264  
**Adresse:** Clos-dessous 72

**Description:**

Bâtiment N° 72 à façade principale côté mur gouttereau.  
Deux niveaux sous un toit à deux versants. Plafonds à  
riche ornementation en stuc, vers 1760. Rénovation et  
aménagement en habitation de la partie ouest en 1965.  
Rénovation en 2004.



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - fontaines  
**NOCC de l'objet:** 59.07

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E34

**Famille:** 190 FONTAINES  
**Matière:** 190 Fontaines  
**Epoque:** 1855  
**Parcelle:** 82  
**Coordonnées:** X: -Y: -  
**IdBat:** -  
**Adresse:** parcelles 82-100-...

**Description:**

Charmoille a conservé cinq grandes fontaines datant de 1855. Elles sont composées de deux bassins - un grand et un petit - aux angles arrondis et d'un fût carré se terminant en forme d'obélisque.



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - maison bourgeoise N° 112  
**NOCC de l'objet:** 59.08

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E39

**Famille:** 150 MAISONS PARTICULIERES  
**Matière:** 155 Maisons bourgeoises  
**Epoque:** 1651 - 1700  
**Parcelle:** 9  
**Coordonnées:** X: 582.282Y: 252.515  
**IdBat:** 981185  
**Adresse:** Bas du Village 112

**Description:**

Bâtiment comptant trois travées en façade principale sur deux niveaux. Toit à demi-croupes. Chaînes d'angle harpées. Petit cadran solaire en façade sud daté de 1698. Arc de la porte charretière du jardin datée de 1574. Linteau de la petite porte daté: 16 MPP 97. Au sous-sol, deux pièces voûtées dont une abrite le four à pain. Sol en carreaux en terre cuite, escalier en colimaçon d'origine, dont le départ est au rez inférieur.



**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - ferme N° 55  
**NOCC de l'objet:** 59.09

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:**

**Famille:** 160 FERMES  
**Matière:** 164 Type Bas-Jura (maison-bloc / devant-huis ouvert)  
**Epoque:** 1756 env.  
**Parcelle:** 94  
**Coordonnées:** X: 582.715Y: 252.619  
**IdBat:** 981247  
**Adresse:** Clos Martin 55

**Description:**

Bâtiment à deux niveaux sous un toit à deux versants. Imposante partie d'habitation comptant quatre travées en façade principale. Linteau de porte de grange daté de 1756. Plusieurs agrandissements du côté nord.



**RÉPERTOIRE DES BIENS CULTURELS**

**District:** Porrentruy  
**Commune:** Charmoille  
**Nom:** - villa  
**NOCC de l'objet:** 59.10

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** \*  
**ISOS:**

**Famille:** 000 ARCHEOLOGIE  
**Matière:** 005 Epoque romaine  
**Epoque:** Romain  
**Parcelle:** 000  
**Coordonnées:** X: 582.150Y: 252.650  
**IdBat:** -  
**Adresse:** Sur la Ville

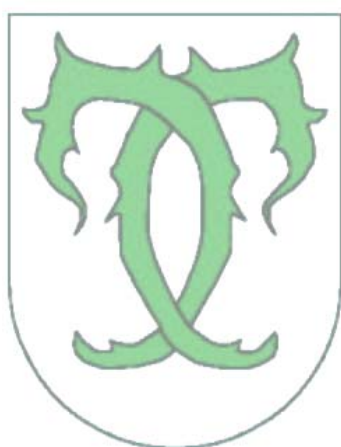
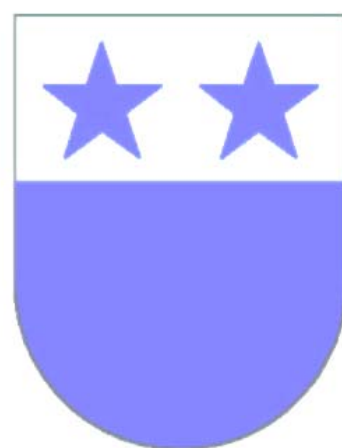
**Description:**

Villa

Pas d'image pour l'instant!

## **ANNEXE V**

### **ESPACE MINIMAL DES COURS D'EAU**



## Informations, offices et services spécialisés

### • Le rapport de synthèse

fournit des détails sur la détermination et la préservation de l'espace à réserver pour les cours d'eau. Le rapport, seulement disponible en allemand, peut être commandé à l'adresse suivante: Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL), 3003 Berne; [www.admin.ch/edmz](http://www.admin.ch/edmz)

• S'agissant des surfaces agricoles situées le long de cours d'eau, les «Directives concernant la compensation écologique dans l'exploitation agricole» sont un document de référence important. La brochure «Bordures tampons: comment les mesurer, comment les exploiter?» donne également des informations utiles à ce sujet. Ces deux publications peuvent être commandées à l'adresse suivante: Landwirtschaftliche Beratungszentrale LBL, 8315 Lindau, [www.lbl.ch](http://www.lbl.ch)

• Pour ce qui est des améliorations foncières, la brochure «**Les améliorations foncières en harmonie avec la nature et le paysage**», publiée par la SIA, mérite d'être consultée. Editeur: Société suisse des ingénieurs et des architectes, Sehnaustrasse 16, 8002 Zurich, [www.sia.ch](http://www.sia.ch)

• La publication de l'OFEFP «**Ecomorphologie niveau R (région)**» (Informations concernant la protection des eaux, no 27, 1998) fournit une bonne base pour l'appréciation écologique des cours d'eau. Elle peut être commandée au service de documentation de l'OFEFP, 3003 Berne, fax 031 324 02 16, [docu@buwal.admin.ch](mailto:docu@buwal.admin.ch)

• Les publications de la Fondation pour la pratique environnementale en Suisse (anciennement LSPEA) sont également riches d'information. Adresse: LSPEA, case postale 59, 8024 Zurich, fax 01 267 44 14, [mail@umweltschutz.ch](mailto:mail@umweltschutz.ch)

• «Pro Natura» a précisé le point de vue d'une organisation environnementale dans une brochure intitulée «**Davantage d'espace pour nos cours d'eau**». Celle-ci peut être commandée à l'adresse suivante: Pro Natura, case postale, 4020 Bâle, fax 061 317 91 66, [mailbox@pronatura.ch](mailto:mailbox@pronatura.ch)

### Offices et services spécialisés

Office fédéral des eaux et de la géologie: [www.bwg.admin.ch](http://www.bwg.admin.ch)  
Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage: [www.buwal.admin.ch](http://www.buwal.admin.ch)  
Office fédéral de l'agriculture: [www.blw.admin.ch](http://www.blw.admin.ch)  
Office fédéral de l'aménagement du territoire: [www.brp.admin.ch](http://www.brp.admin.ch)

## Zone riveraine

## Espace récréatif

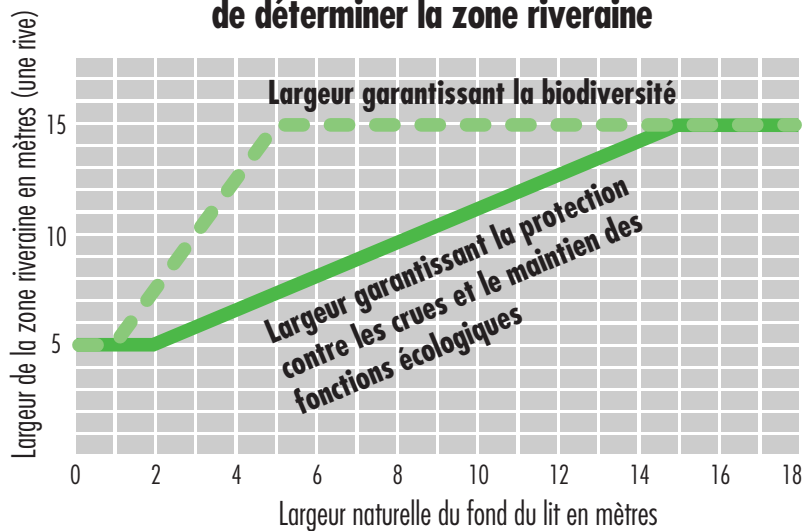
## Bande de divagation

## L'espace pour les cours d'eau

## Détermination concrète de l'espace nécessaire pour les cours d'eau

Dans les zones habitées, la protection contre les crues et les liaisons écologiques sont également à garantir autant que possible malgré la place limitée à disposition.

### Abaque permettant de déterminer la zone riveraine



## Le fond du lit

**Le fond du lit** correspond environ à la largeur du plan d'eau à niveau d'eau moyen. A l'état naturel, il présente une structure diversifiée et offre de nombreux habitats aux plantes aquatiques, aux poissons, oiseaux et autres animaux. C'est aussi la partie du cours d'eau qui assume la fonction de transport (cf. au verso encadré «espace pour de multiples

fonctions»). Le fond du lit constitue la valeur de référence pour la détermination de la largeur de la zone riveraine et de la bande de divagation. Dans le cas de cours d'eau artificialisés, la largeur naturelle du fond du lit est estimée d'après des tronçons de référence restés à l'état naturel.

**Zone riveraine** La zone riveraine (berges incluses) sert d'habitat à une multitude d'espèces animales et végétales spécialisées. Selon la largeur du fond du lit, la zone riveraine doit s'étendre entre 5 à 15m de part et d'autre afin d'assurer ses fonctions. A partir de 15 m on admet qu'elle constitue un biotope riverain autonome.

Les valeurs obtenues selon l'abaque (ligne verte continue) représentent l'espace minimum recommandé. Ce dernier ne devrait pas être inférieur à ces valeurs qui garantissent la mise

en réseau des habitats ainsi que la protection contre les crues (cf. encadré). Pour favoriser la diversité naturelle des communautés animales et végétales (biodiversité), une augmentation est nécessaire (ligne verte tirets).

Bande tampon: selon l'ordonnance sur les substances, les produits pour le traitement des plantes ainsi que les engrais ne doivent pas être utilisés sur une bande de 3 m de part et d'autre des eaux superficielles. Cette bande tampon est comprise dans la zone riveraine.

**Espace récréatif** Les cours d'eau présentent un attrait particulier en tant qu'espace récréatif, notamment lorsqu'ils sont facilement accessibles. Il convient donc de prévoir un espace

supplémentaire d'au moins 3 m (p.ex. pour des chemins) sur les tronçons situés à proximité de zones d'habitation ou longeant des itinéraires traditionnels de randonnée pédestre ou des pistes

**Bande de divagation** Par bande de divagation, on entend l'emprise nécessaire à la formation naturelle des méandres.

Elle devrait atteindre au moins 5 à 6 fois la largeur du fond du lit naturel. Toutefois, on ne délimitera une bande de divagation que

**Espace nécessaire total** L'espace obtenu selon l'abaque permet d'assurer les fonctions de transport et un minimum de mise en réseau des biotopes; il comprend le fond du lit ainsi que,

de part et d'autre, la zone riveraine (espace minimum recommandé).

## Préservation de l'espace nécessaire – lois et instruments

La législation en vigueur prévoit plusieurs instruments relevant de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de la protection de l'environnement et de l'économie des eaux pouvant servir à réserver un espace nécessaire pour les cours d'eau.

La loi sur l'aménagement des cours d'eau exige que la protection contre les crues soit liée à des solutions écologiques et à la remise à l'état naturel des cours d'eau. La loi sur la protection des eaux vise à préserver les eaux des atteintes nuisibles. La loi sur l'agriculture prévoit une incitation financière à l'exploitation extensive sous la forme de paiement directs. D'autres conditions-cadre sont formulées dans la loi sur la protection de la nature et du paysage et dans la loi sur la pêche.

Conformément à l'art. 21 de l'ordonnance sur l'aménagement des cours d'eau, les cantons doivent tenir compte des besoins d'espace des cours d'eau dans leurs plans directeurs et dans leurs plans d'affectation ainsi que dans d'autres activités ayant des effets sur l'organisation du territoire.

Les mesures mentionnées ci-après permettent de réserver une espace suffisant aux cours d'eau:

• **Plans directeurs et sectoriels des cantons:** planification à moyen ou à long terme permettant de fixer les principes généraux et de donner les instructions correspondantes aux autorités cantonales et communales (planification contraignante pour les autorités).

• **Plans d'affectation cantonaux et communaux:** les plans d'affectation fixent le mode d'utilisation du sol que les propriétaires fonciers doivent respecter; ils permettent ainsi d'assurer de manière exécutoire l'espace nécessaire ou d'imposer des prescriptions de protection. Enfin, l'espace nécessaire à l'intérieur et à l'extérieur des zones à bâtir peut

être réservé par des limites de construction (p.ex. canton de Zurich).

• **Remaniements parcellaires ou acquisition de terrains:** si les restrictions nécessaires ne peuvent être raisonnablement imposées aux propriétaires fonciers concernés, les pouvoirs publics ont la possibilité de réaliser un remaniement parcellaire ou d'acheter des terres pour assurer l'espace requis. La nouvelle ordonnance sur les améliorations structurelles, qui fait partie de la législation agricole, les habilite à cofinancer l'achat de terrains dans le cadre de remaniements parcellaires ou d'autres améliorations foncières.

• **Surfaces de compensation écologique:** pour fournir les prestations requises en rapport avec l'octroi de paiements directs, les agriculteurs

peuvent notamment aménager des surfaces de compensation écologique le long des cours d'eau; ils contribuent ainsi à assurer l'espace nécessaire.

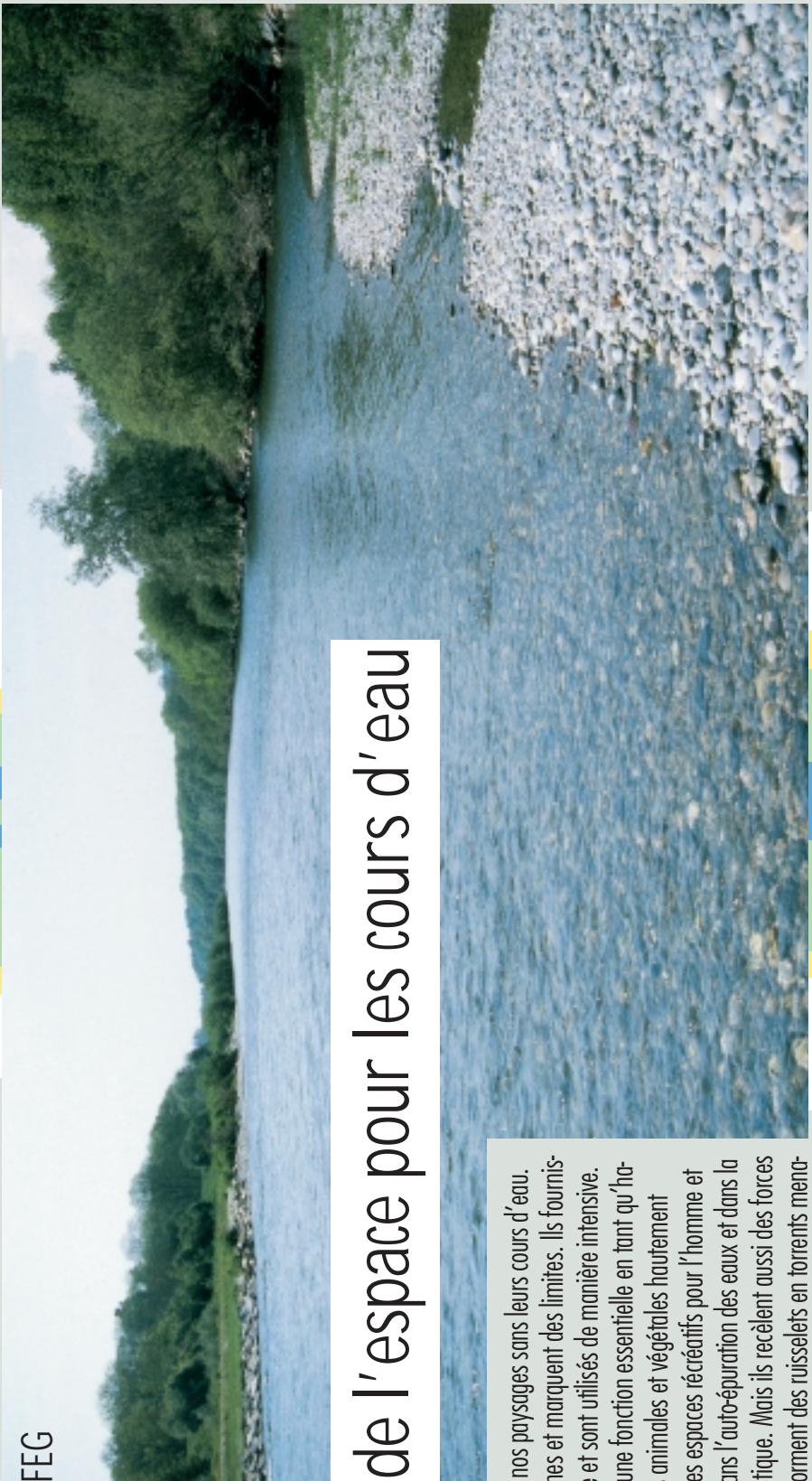
• **Solutions contractuelles:** celles-ci offrent des options supplémentaires. Les propriétaires et les pouvoirs publics peuvent convenir, cas par cas, de l'utilisation, de l'exploitation et de l'entretien des terres, ainsi que de la rétribution financière correspondante. Les cantons et les communes disposent en l'occurrence d'une grande marge de manœuvre. Certains cantons, dont celui de Berne, ont mis à profit cette liberté d'action en édictant une réglementation spéciale sur l'indemnisation complémentaire des agriculteurs.

Dans les régions où l'apport de nutriments provenant de la zone agricole attenante est trop élevé (forte pente, exploitation intensive, protection insuffisante contre l'apport de nutriments, p. ex. absence de végétation appropriée ou de digue), la bande tampon doit être élargie (valeur égale, voire supérieure à celle de la zone riveraine).

cyclables. Par ailleurs, il importe de réserver suffisamment de place pour les pique-niques et les jeux. Ces mesures augmentent encore la valeur récréative des cours d'eau.

si l'on entend maintenir ou rétablir la dynamique naturelle du cours d'eau et qu'aucun conflit d'intérêt majeur ne s'y oppose.

Dans les régions peu exploitées, l'espace du cours d'eau peut être étendu à la largeur de la bande de divagation ou à celle permettant de promouvoir la biodiversité. Quant aux espaces récréatifs, ils peuvent se situer dans les limites de l'espace nécessaire ou au-delà.



Un nouveau défi

Réserver de l'espace pour les cours d'eau

On ne saurait se représenter nos paysages sans leurs cours d'eau. Ceux-ci relient des écosystèmes et marquent des limites. Ils fournissent l'eau nécessaire à la vie et sont utilisés de manière intensive. Les cours d'eau remplissent une fonction essentielle en tant qu'habitat pour des communautés animales et végétales hautement spécialisées, ils constituent des espaces récréatifs pour l'homme et ils jouent un rôle important dans l'autorégénération des eaux et dans la formation de la nappe phréatique. Mais ils recèlent aussi des forces destructrices: les crues transforment des ruisselets en torrents menaçant les zones d'habitation et les terres agricoles. C'est pourquoi, il importe de réserver un espace suffisant le long des cours d'eau!

Les exigences liées aux zones d'habitation, à l'économie et à l'agriculture ont engendré des situations problématiques et ont déprivé de nombreux cours d'eau en Suisse. Il ne suffit pas d'imposer des limites strictes aux cours d'eau pour les dompter. Au contraire, une utilisation excessive de l'espace du cours d'eau a entraîné des dégâts considérables pour l'homme et l'environnement ceci pour les raisons suivantes:



- les constructions sont souvent situées dans des zones de danger;
- la canalisation des cours d'eau entraîne une accélération des débits et une accentuation des débits de pointe;
- les aménagements trop étroits sollicitent davantage les rives et le fond du lit;
- la banalisation des structures des cours d'eau entrave la biodiversité;
- une exploitation agricole intensive aux abords des cours d'eau augmente l'apport de substances polluantes.



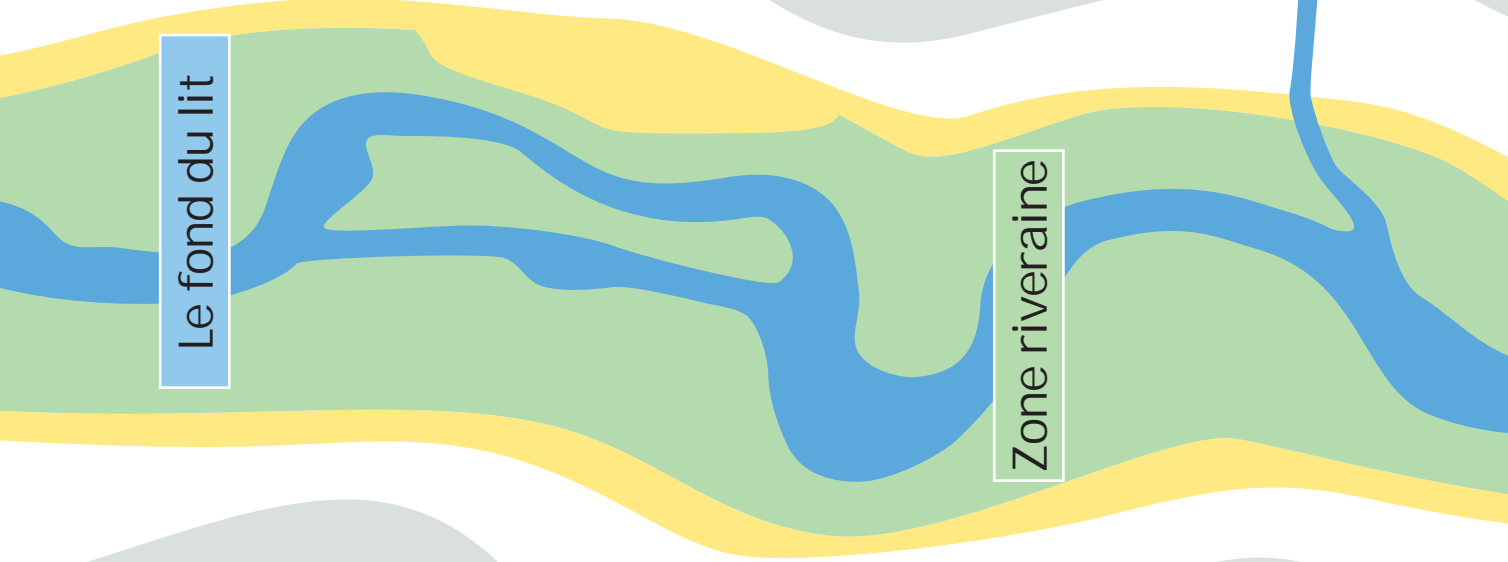
Protection contre les crues et écologie: aucune contradiction

La protection contre les crues et l'écologie vont de pair. Pour assumer ses fonctions, un cours d'eau doit disposer d'un espace plus étendu que le seul plan d'eau visible (cf. encadré «espace pour de multiples fonctions»). D'où l'intérêt à coordonner les mesures relevant de la protection contre les crues, de la protection des eaux, de l'agriculture, de la protection de la nature et du paysage ainsi que de la planification des loisirs. Les instruments de l'aménagement du territoire permettent de regrouper tous ces aspects. Cette approche globale se reflète également au niveau législatif.

Si l'on veut atteindre les nouveaux objectifs, il faut tout d'abord assurer un espace suffisant aux cours d'eau. Depuis 1999, les cantons sont ainsi tenus de déterminer l'espace nécessaire pour les cours d'eau et de veiller à le préserver (cf. «Préservation de l'espace nécessaire» au verso).

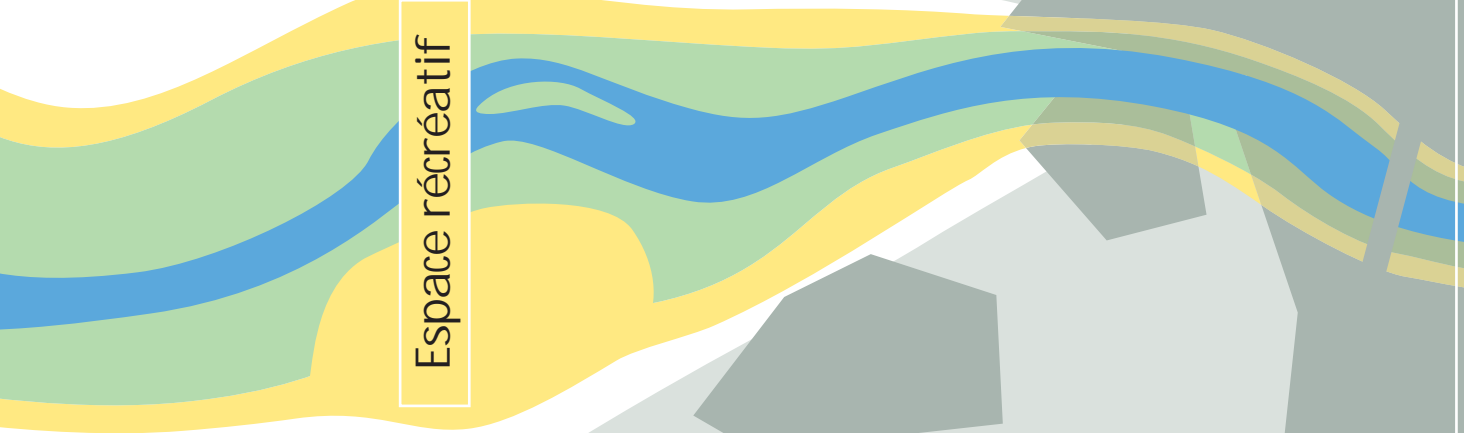
Le fond du lit

Zone riveraine



Bande de divagation

Espace récréatif



Un corridor pour les cours d'eau

Ce dépliant précise la notion d'espace nécessaire à un cours d'eau et explicite la méthodologie utilisée. L'objectif consiste à délimiter un corridor permettant aux cours d'eau de remplir leurs diverses fonctions.

La détermination de l'espace nécessaire se base sur une méthode simple et applicable aux cours d'eau de petites et moyennes dimensions; ces derniers représentent 70 à 80 % du réseau hydrographique de la Suisse. La largeur naturelle du fond du lit constitue la valeur de référence à partir de laquelle on obtient la largeur de la zone riveraine grâce à un abaque.

Dans les régions peu exploitées, une bande de divagation naturelle peut déterminer un espace plus étendu. Il est souhaitable de délimiter cette



bande, lorsque l'on entend maintenir la dynamique naturelle d'un cours d'eau. S'il est probable que le cours d'eau et ses rives serviront à des activités de loisirs, on ajoutera l'espace récréatif nécessaire.

Attraits et avantages pour tous

La négociation précède l'action: lors de la détermination de l'espace nécessaire au cours d'eau, des intérêts divergeants entrent en ligne de compte. Les lois doivent dès lors assurer une pesée des intérêts entre zones d'habitation, zones d'agriculture et protection de l'environnement.

Les conditions actuelles sont propices à une coordination efficace: une utilisation des cours d'eau en accord avec la nature est encouragée par des incitations financières. Les agriculteurs qui aménagent des surfaces de compensation écologique le long d'un cours d'eau et qui les exploitent de manière appropriée bénéficient aussi bien de paiements directs que de contributions supplémentaires pour une prestation écologique particulière. Certains cantons ont introduit des mesures complémentaires pour promouvoir une exploitation de ces surfaces respectueuse de l'environnement.

Enfin, les pouvoirs publics accordent des contributions pour l'entretien des milieux le long des cours d'eau, en vertu de la loi sur la protection de la nature et du paysage.

A moyen et à long terme, tous les acteurs profiteront de cette nouvelle approche: en réservant suffisamment d'espace aux cours d'eau, le risque de dégâts imputables aux crues ainsi que les mesures de protection à mettre en oeuvre seront réduits; les cours d'eau seront protégés de l'apport de substances et la qualité de l'eau s'améliorera. Les milieux naturels seront préservés ou améliorés ainsi que les espaces récréatifs. Quant aux agriculteurs, ils ont déjà la possibilité de toucher des rétributions pour les prestations qu'ils fournissent dans l'intérêt général.



Espace pour de multiples fonctions!

Les cours d'eau remplissent de nombreuses fonctions importantes, dont les principales exigent suffisamment d'espace:

- Transport d'eau et charriage: un cours d'eau avec une largeur appropriée a la capacité de transporter l'eau et les matériaux solides sans dégat; il a aussi un effet régulateur en cas de crues.
- Création et mise en réseau de biotopes: le fond du lit et les zones riveraines offrent des habitats à des communautés

animales et végétales spécialisées; les cours d'eau relient en outre les éléments du paysage et les milieux naturels.

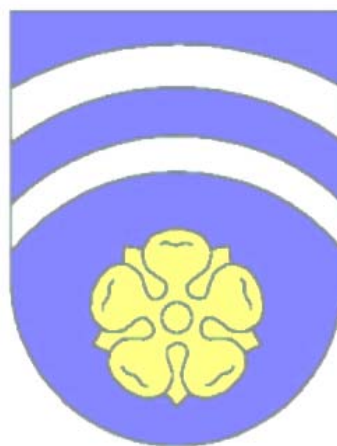
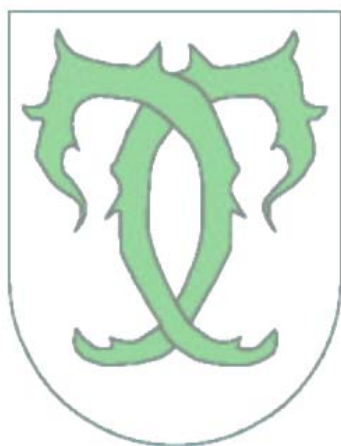
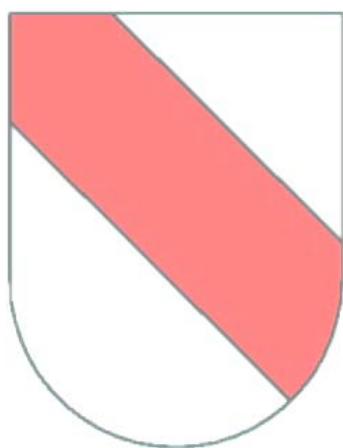
- Réduction de l'apport de nutriments: l'aménagement d'une bande de végétation suffisamment étendue permet de limiter considérablement l'apport de nutriments dans les cours d'eau.

- Capacité d'auto-épuration: un cours d'eau avec une structure diversifiée est capable de résorber les polluants et les nutriments.

- Espace récréatif: les cours d'eau proches de l'état naturel présentent un attrait particulier pour les activités de loisirs.

## **ANNEXE VI**

### **INTERPRETATIONS GRAPHIQUES DE QUELQUES PRESCRIPTIONS DE CONSTRUCTIONS ET D'AMENAGEMENT**



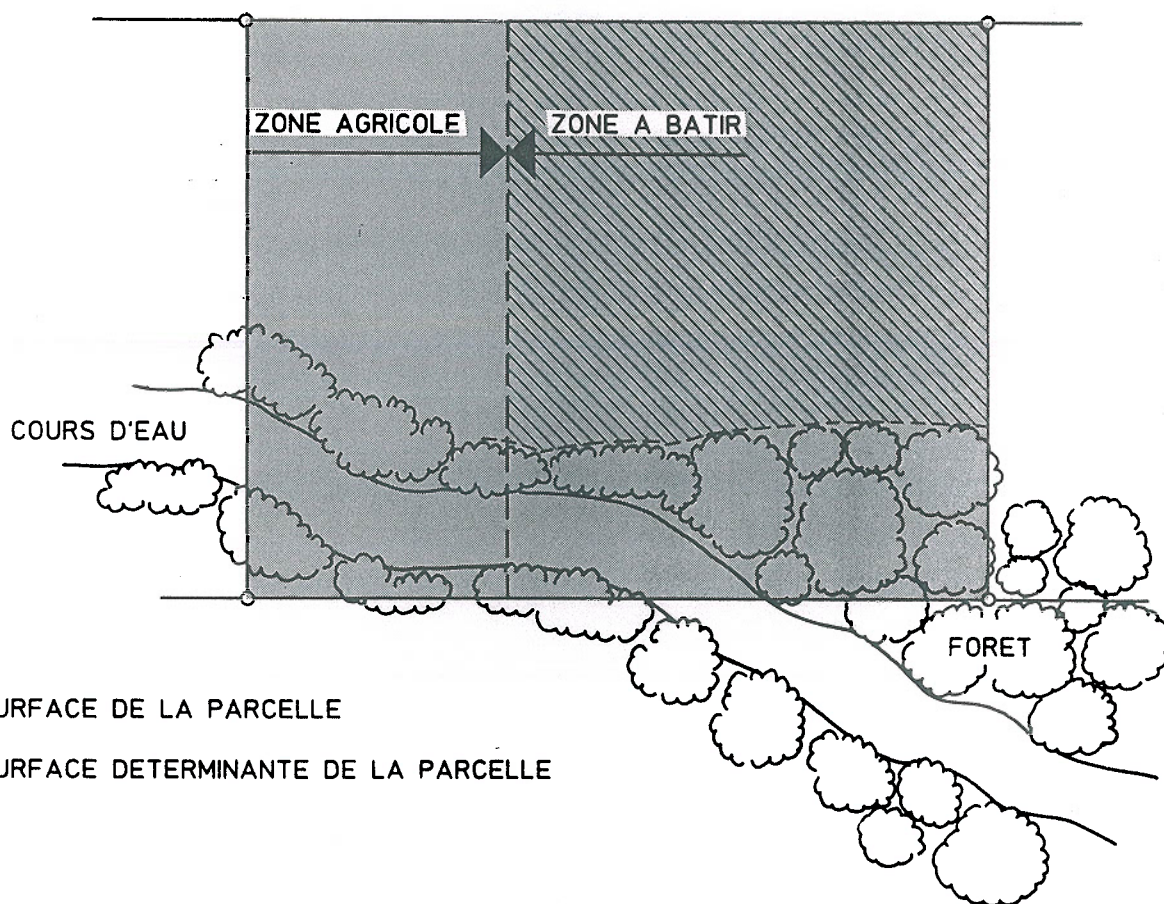
# UTILISATION DU SOL

## SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE

art. 51 OCAT

1.1

SAT/avril 1993



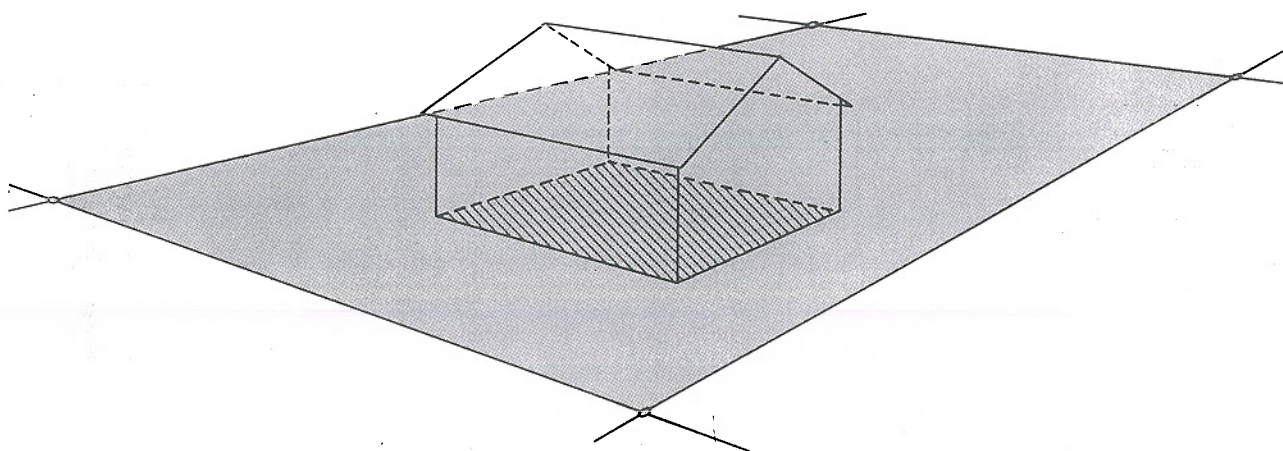
## UTILISATION DU SOL

### TAUX D'OCCUPATION

art. 50 al. 1 OCAT

**1.2**

SAT/avril 1993



SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE



EMPRISE AU SOL MAXIMUM DU BATIMENT

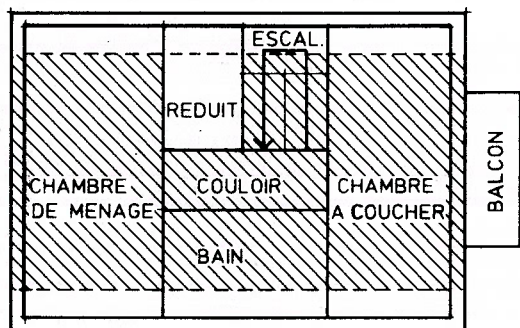
$$\text{TAUX D'OCCUPATION} = \frac{\text{EMPRISE AU SOL MAXIMUM DU BATIMENT}}{\text{SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE}}$$

# UTILISATION DU SOL

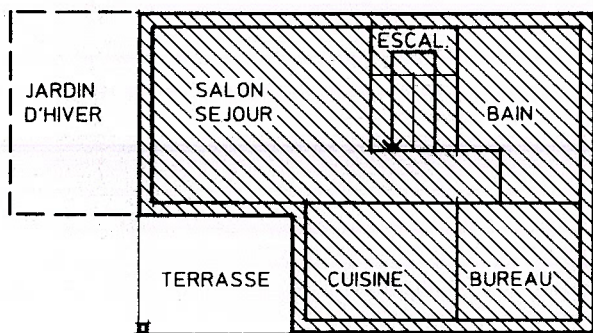
**INDICE D'UTILISATION**  
**SURFACE BRUTE DE PLANCHER**  
 art. 49 OCAT

**1.3**

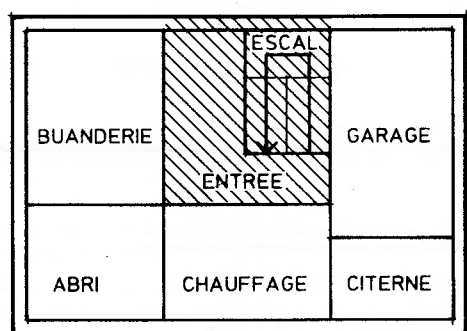
SAT/avril 1993



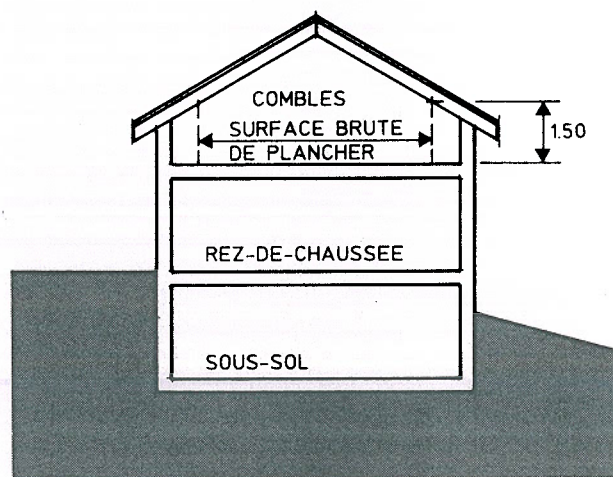
PLAN DES COMBLES AMENAGEES



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE



PLAN DU SOUS-SOL

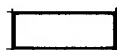


COUPE

## SURFACE BRUTE DE PLANCHER:



SURFACE COMPTEE



SURFACE NON COMPTEE

$$\text{INDICE D'UTILISATION} = \frac{\text{SURFACE BRUTE DE PLANCHER}}{\text{SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE}}$$

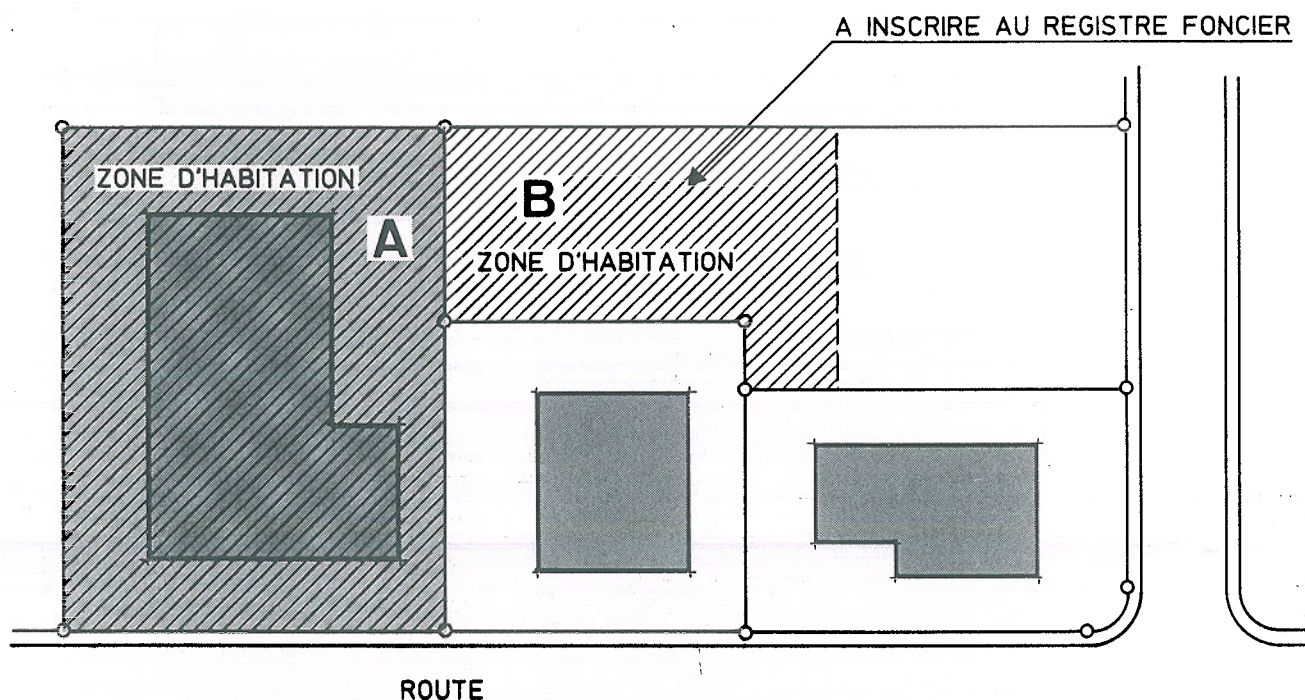
# UTILISATION DU SOL

## REPORT DE L'INDICE D'UTILISATION

art. 52 OCAT

1.4

SAT/avril 1993



### REPORT D'INDICE D'UTILISATION AU DETRIMENT DE LA PARCELLE B ET AU PROFIT DE LA PARCELLE A



SURFACE DETERMINANTE DE LA PARCELLE A



SURFACE DETERMINANTE POUR LE CALCUL DE L'INDICE D'UTILISATION  
SUR LA PARCELLE A

## DISTANCES

### DISTANCE A LA LIMITE DE LA ZONE A BATIR

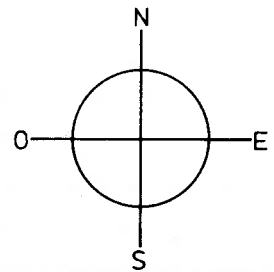
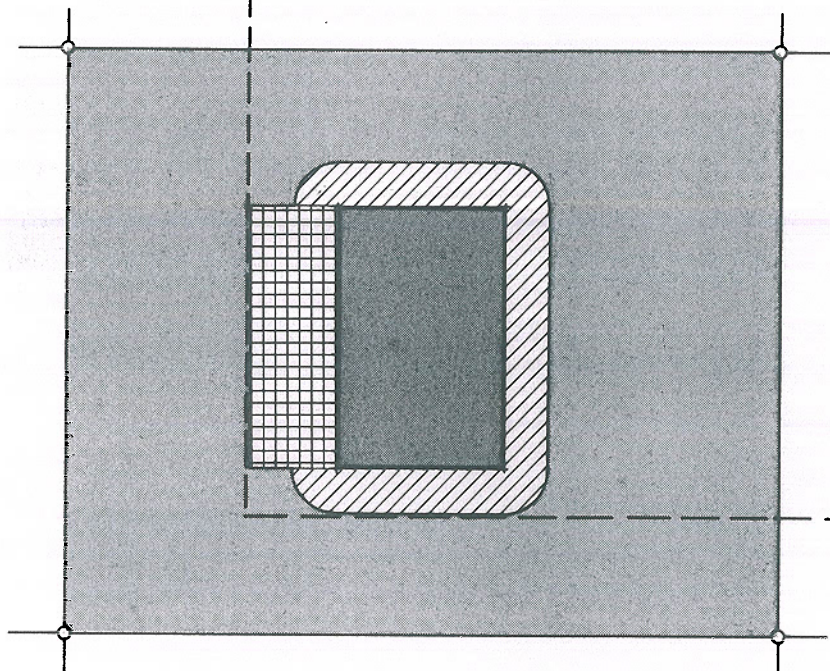
art. 57 OCAT

2.1

SAT/avril 1993

ZONE AGRICOLE

ZONE A BATIR



ZONE A BATIR

ZONE AGRICOLE

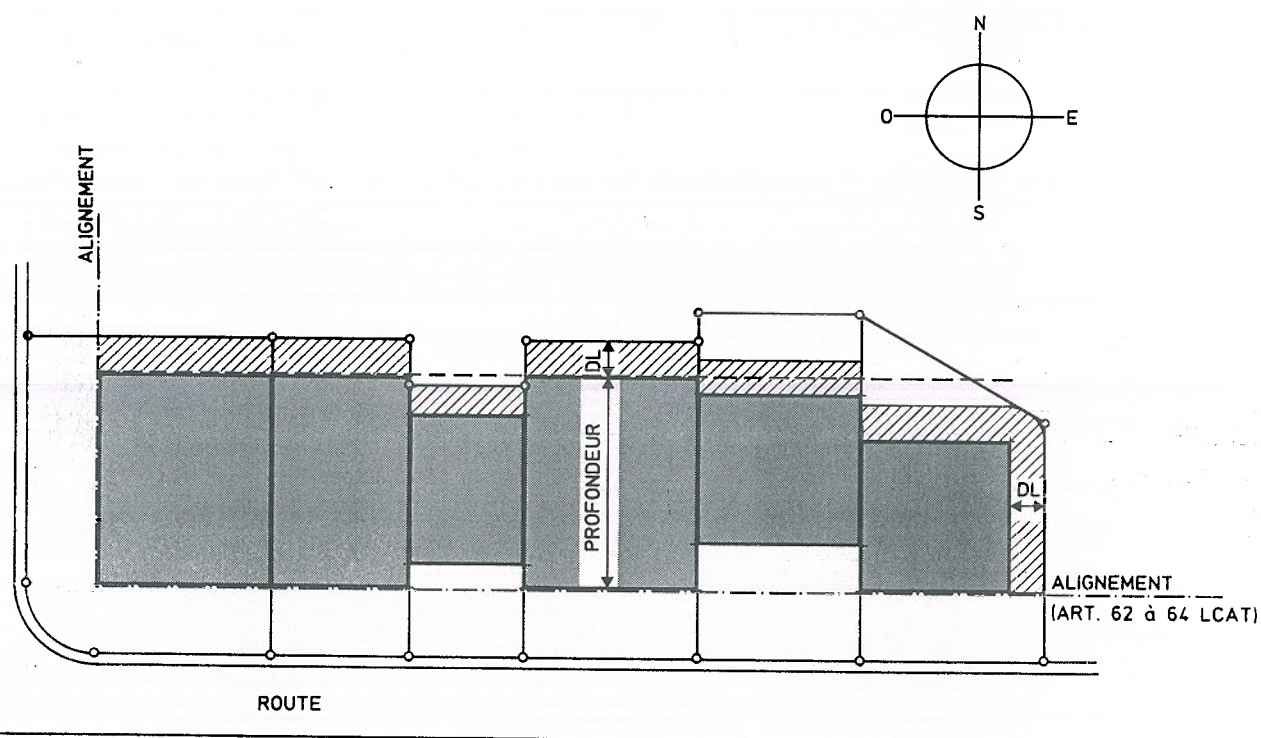
## DISTANCES

### CONTIGU: DISTANCE A LA LIMITE DE LA PARCELLE

2.2

art. 55 OCAT; art. 63 LICC

SAT/avril 1993



DL : DISTANCE A LA LIMITE DE LA PARCELLE

DISTANCE A LA LIMITE MINIMUM = 3 m (DISTANCE DE DROIT PRIVE art.63 LICC)

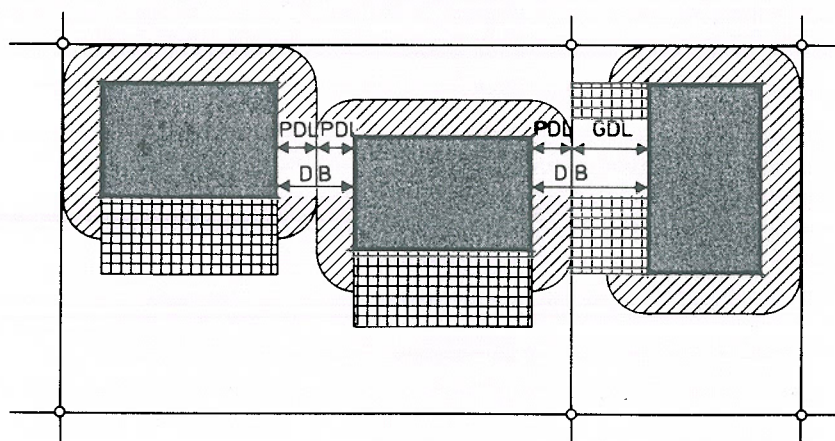
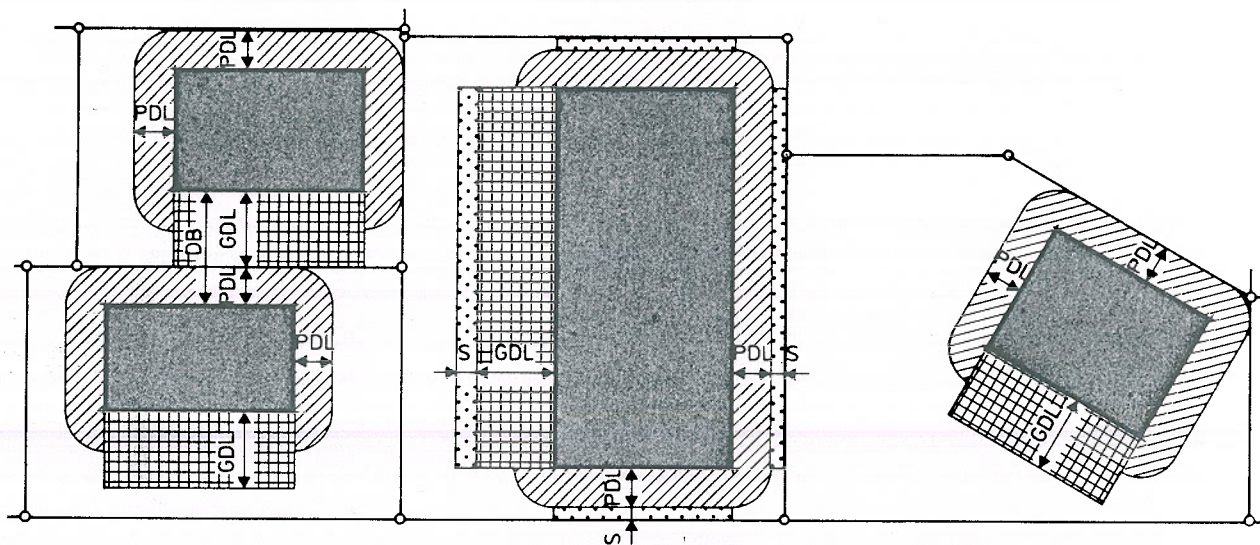
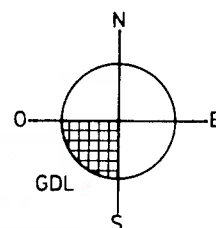
## DISTANCES

### NON CONTIGU: DISTANCE A LA LIMITE DE LA PARCELLE DISTANCE ENTRE BATIMENTS

art. 54, 56 et 58 al.1 OCAT; art. 63 LICC

2.3

SAT/avril 1993



DB : DISTANCE ENTRE BATIMENTS  
GDL : GRANDE DISTANCE A LA LIMITE  
PDL : PETITE DISTANCE A LA LIMITE  
S : SUPPLEMENT A LA DISTANCE

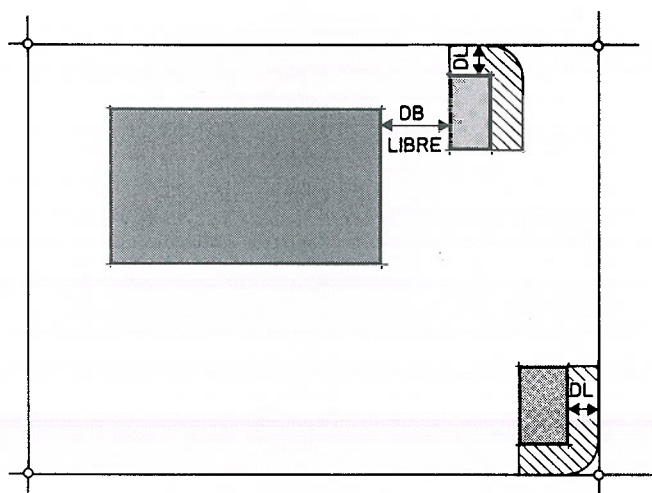
## DISTANCES

### ANNEXES: DISTANCE A LA LIMITE DE LA PARCELLE DISTANCE ENTRE BATIMENTS

art. 59 al.1 OCAT; art. 64 LICC

**2.4**

SAT/avril 1993



DB : DISTANCE ENTRE BATIMENTS  
DL : DISTANCE A LA LIMITE

 BATIMENT PRINCIPAL

 BATIMENTS ANNEXES

- UN SEUL NIVEAU
  - SEJOUR NON PERMANENT D'HOMMES OU D'ANIMAUX
  - HAUTEUR MAX. 4.00 m
  - SURFACE MAX. 60 m<sup>2</sup>
- } OU SELON RCC
- DISTANCE A LA LIMITE 2.00 m

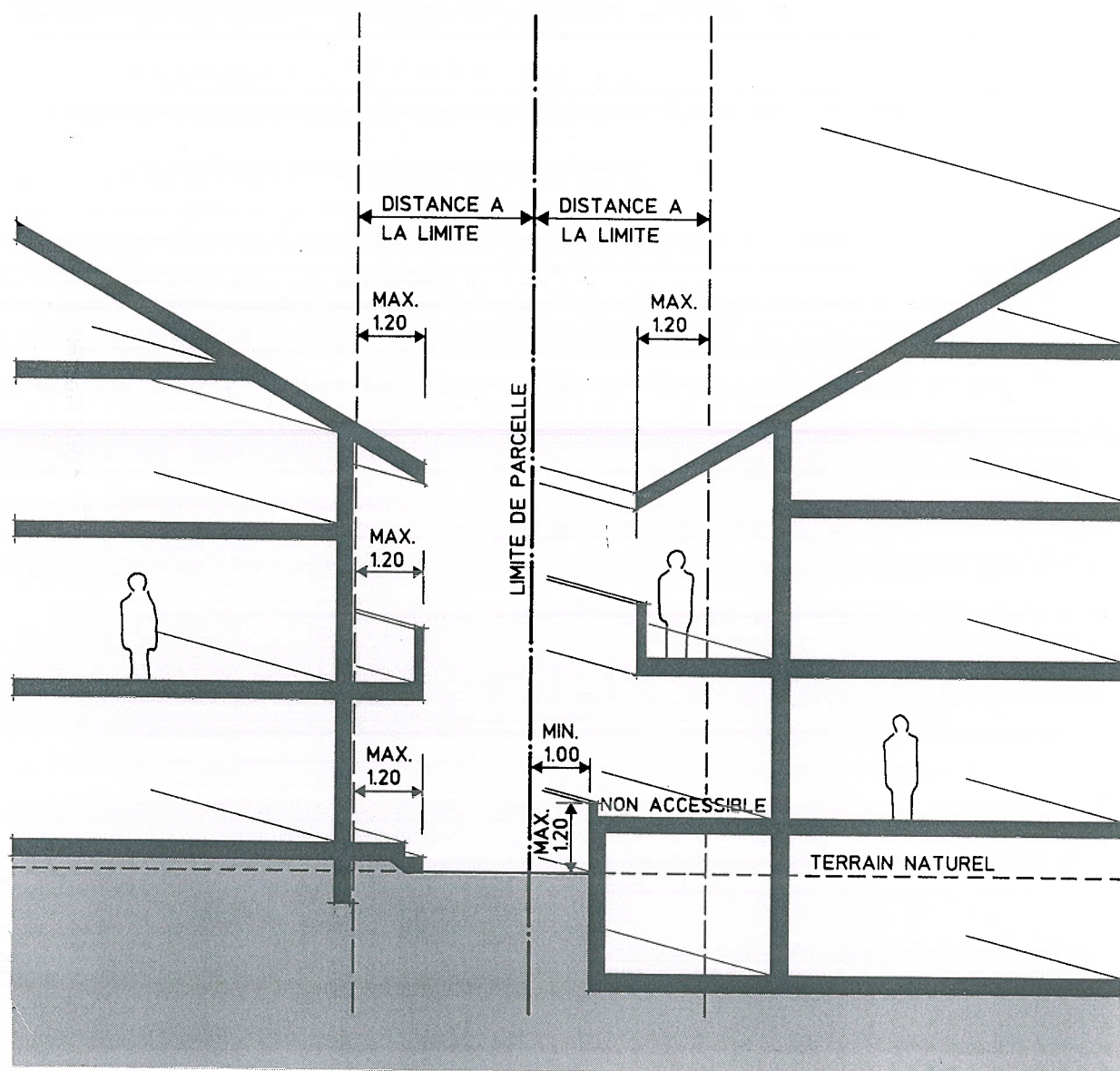
## DISTANCES

### EMPIETEMENTS SUR LA DISTANCE A LA LIMITE

art. 60 al.1 et 2 OCAT; art. 65 LICC

2.5

SAT/avril 1993



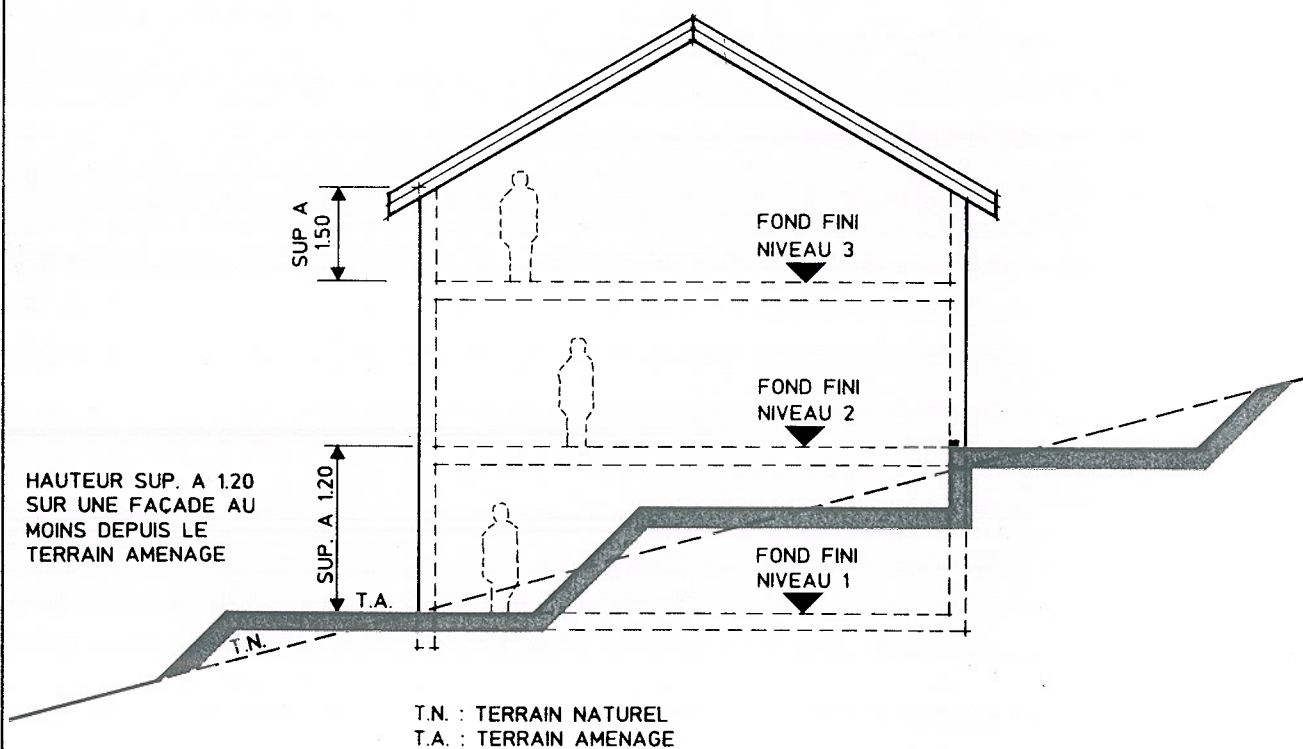
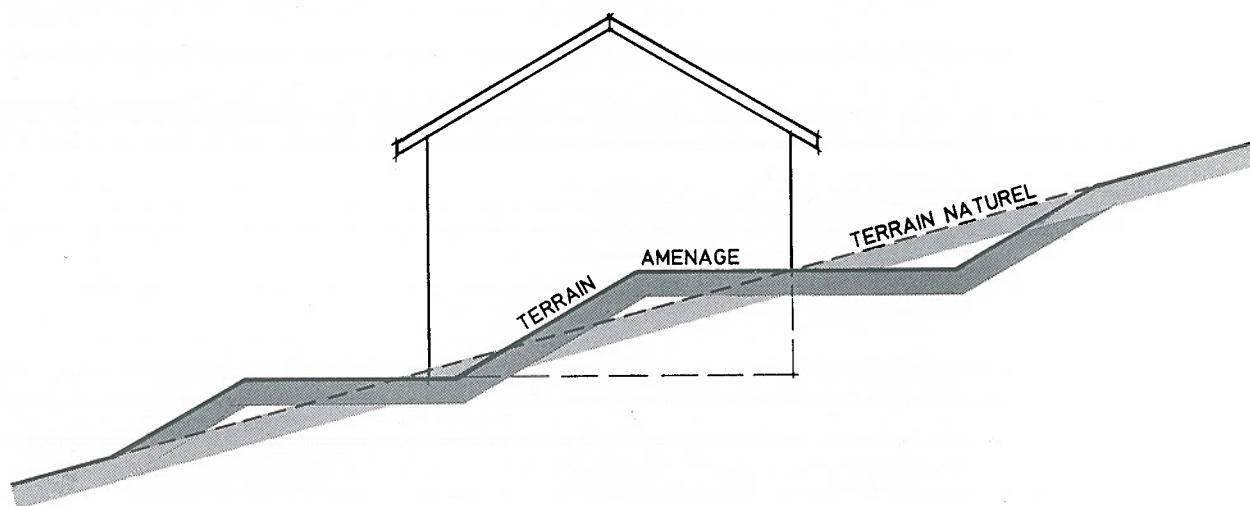
# CONSTRUCTIONS

## TERRAIN NATUREL - TERRAIN AMENAGE NIVEAUX

art. 62 al.1 et 63 OCAT

3.1

SAT/avril 1993



**TERRAIN NATUREL = TERRAIN AVANT TRAVAUX**

**TERRAIN AMENAGE = TERRAIN APRES TRAVAUX**

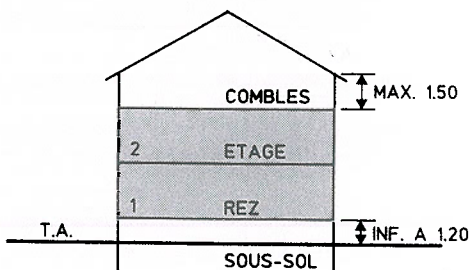
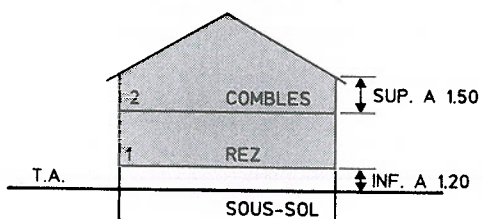
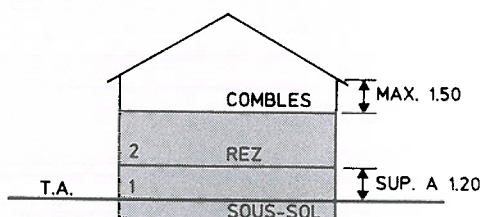
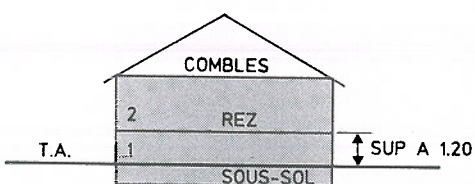
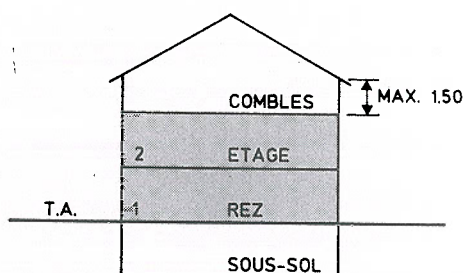
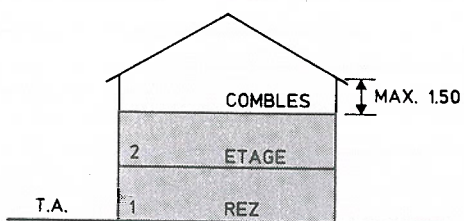
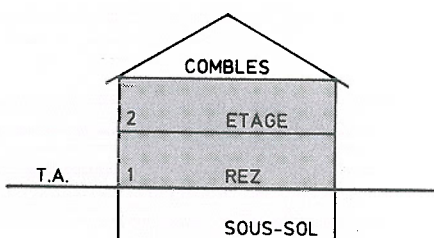
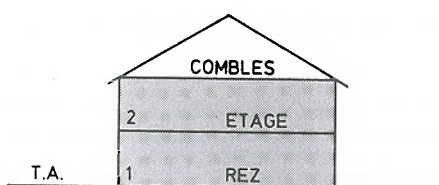
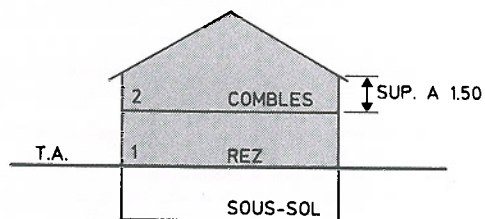
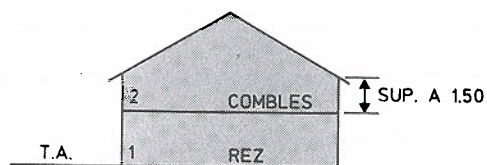
# CONSTRUCTIONS

## NIVEAUX: EXEMPLES DE CONSTRUCTIONS DE 2 NIVEAUX (SOUS RESERVE DU RESPECT DES HAUTEURS FIXEES)

art. 63 OCAT

3.2

SAT/avril 1993



T.A. : TERRAIN AMENAGE

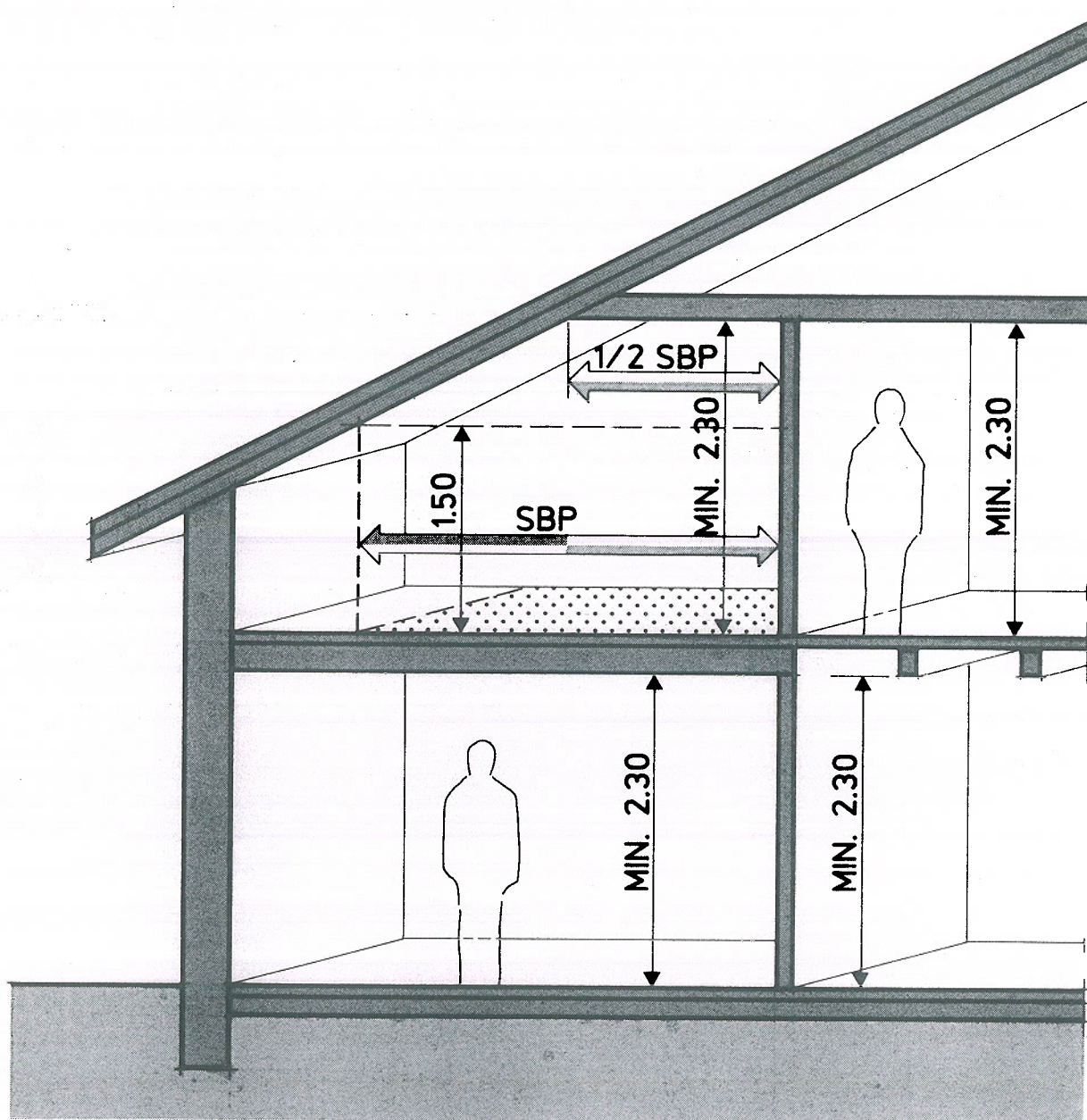
## CONSTRUCTIONS

### MAISONS FAMILIALES: HAUTEUR ET GRANDEUR MINIMALES DES LOCAUX

art. 41 et 49 al.3 OCAT

3.3

SAT/avril 1993



#### SBP: SURFACE BRUTE DE PLANCHER

La surface brute de plancher (SBP) des locaux d'habitation doit être au minimum égale à 8 m<sup>2</sup>, sauf pour les salles de bains, cuisines, réduits, etc.).

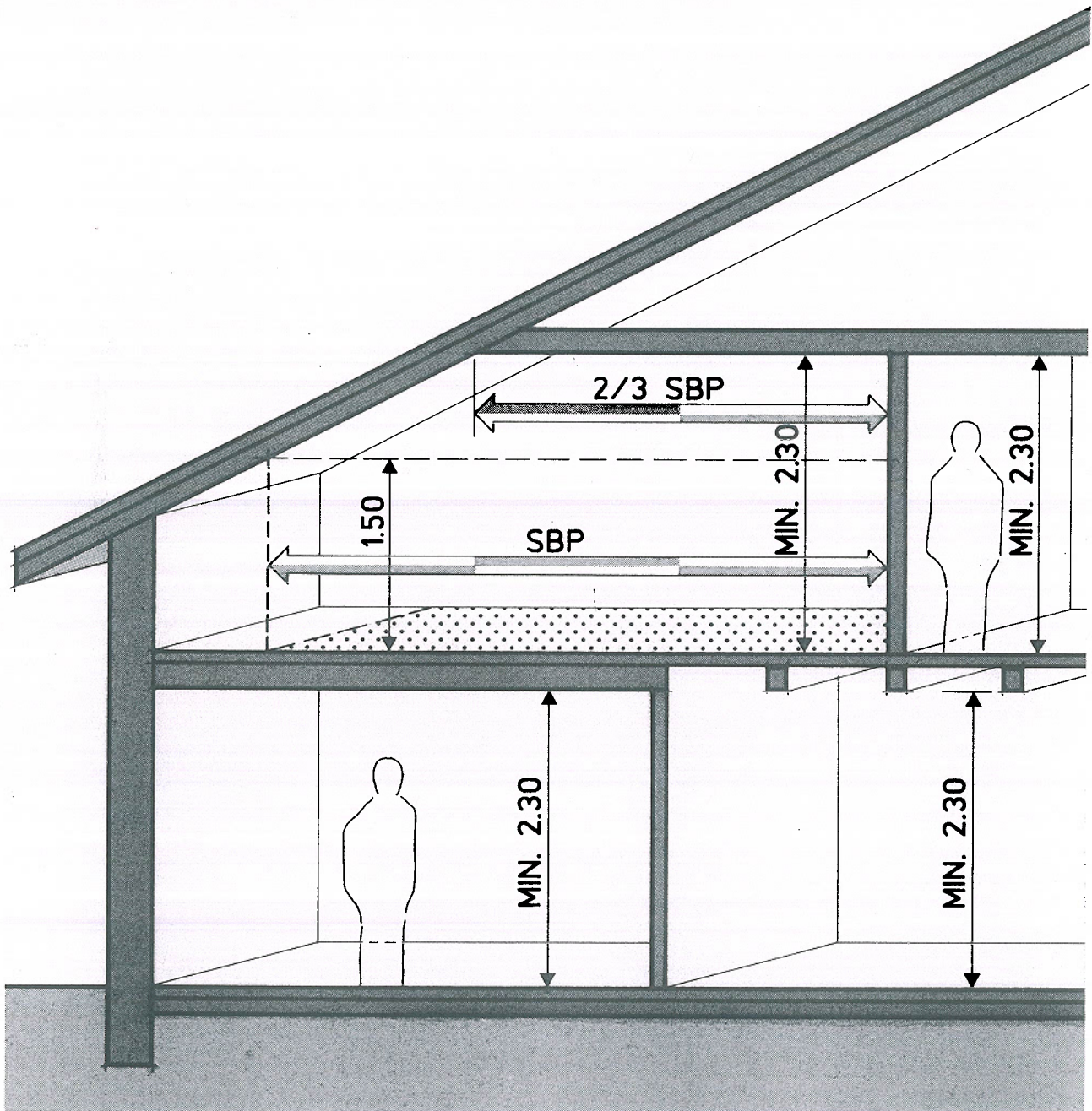
## CONSTRUCTIONS

### MAISONS LOCATIVES: HAUTEUR ET GRANDEUR MINIMALES DES LOCAUX

art. 41 et 49 al.3 OCAT

3.4

SAT/avril 1993



#### SBP: SURFACE BRUTE DE PLANCHER

La surface brute de plancher (SBP) des locaux d'habitation doit être au minimum égale à 8 m<sup>2</sup>, sauf pour les salles de bains, cuisines, réduits, etc.).

## CONSTRUCTIONS

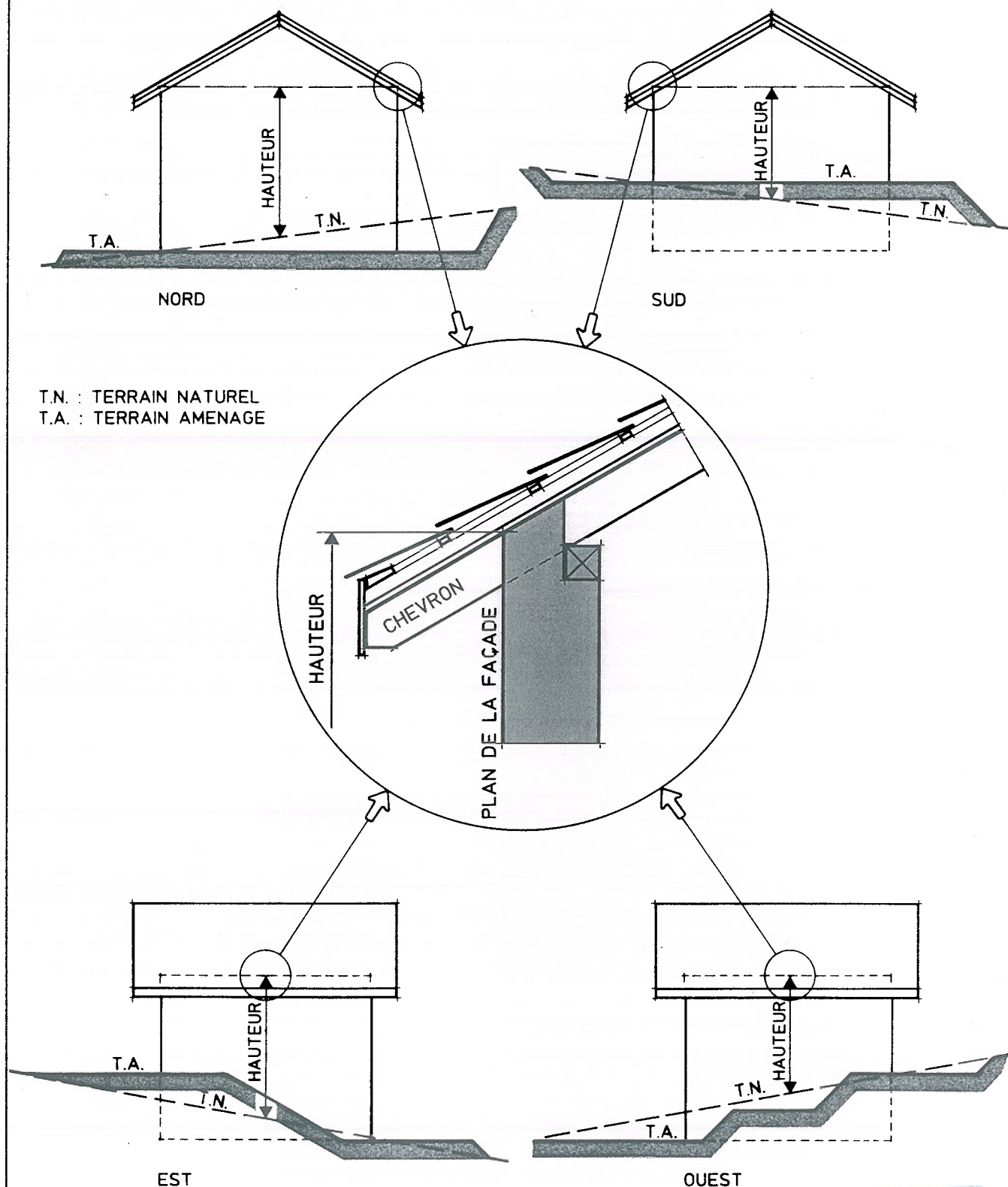
### HAUTEUR A L'INTERSECTION DE LA FACADE ET DE LA TOITURE (TOITURES INCLINEES)

art. 66 OCAT

3.5

SAT/avril 1993

LA HAUTEUR SE MESURE AU MILIEU DE LA FACADE.



## CONSTRUCTIONS

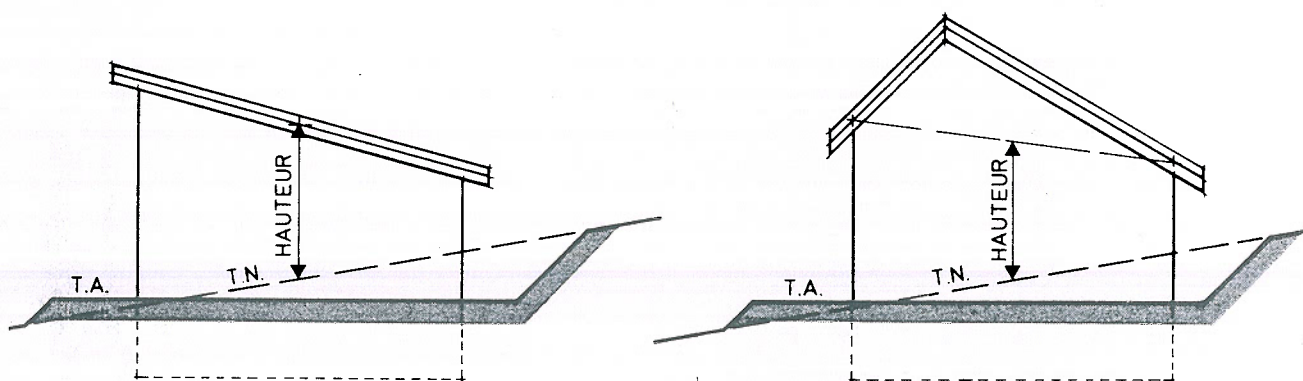
### HAUTEUR A L'INTERSECTION DE LA FACADE ET DE LA TOITURE (TOITURES INCLINEES - CAS PARTICULIERS)

art. 66 OCAT

3.6

SAT/avril 1993

LA HAUTEUR SE MESURE AU MILIEU DE LA FACADE.



T.N. : TERRAIN NATUREL  
T.A. : TERRAIN AMENAGE

## CONSTRUCTIONS

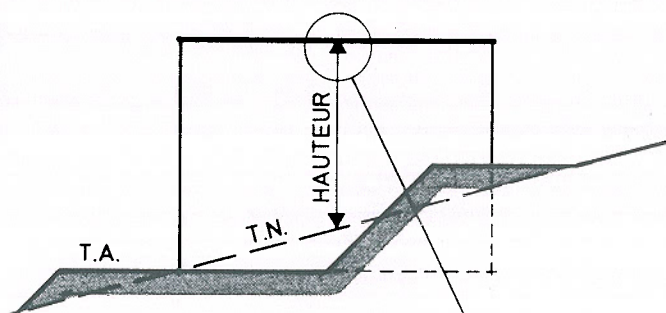
### HAUTEUR A L'INTERSECTION DE LA FACADE ET DE LA TOITURE (TOITURES PLATES)

art. 66 OCAT

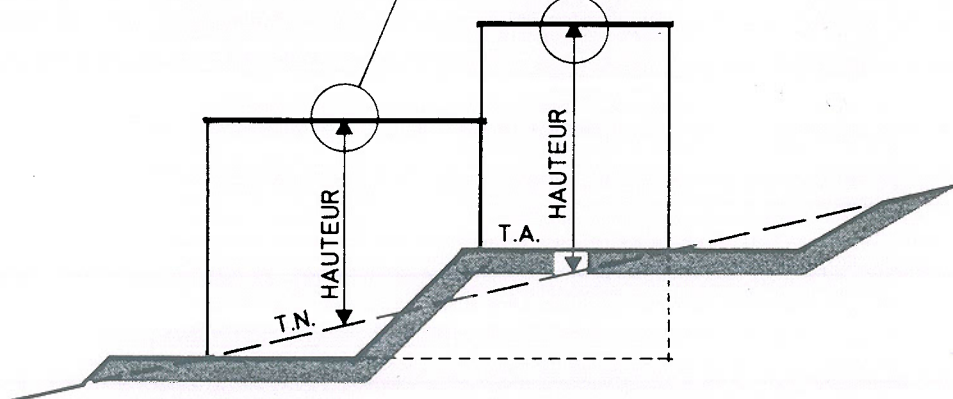
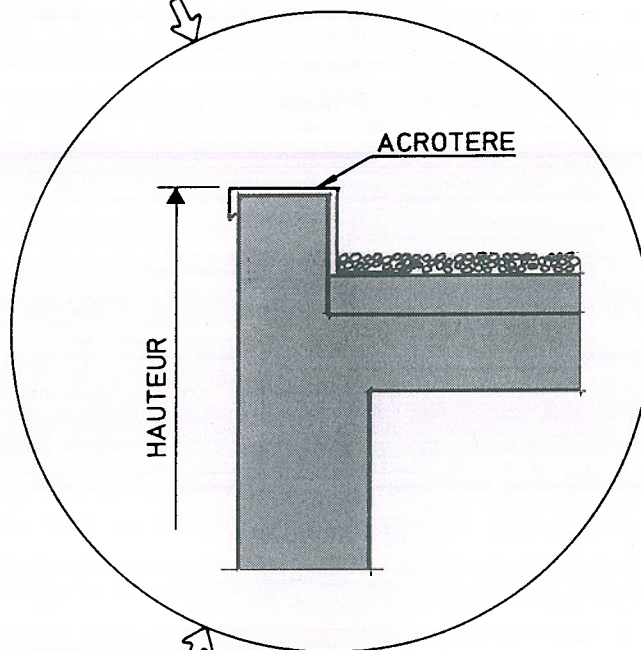
3.7

SAT/avril 1993

LA HAUTEUR SE MESURE AU MILIEU DE LA FACADE.



T.N. : TERRAIN NATUREL  
T.A. : TERRAIN AMENAGE



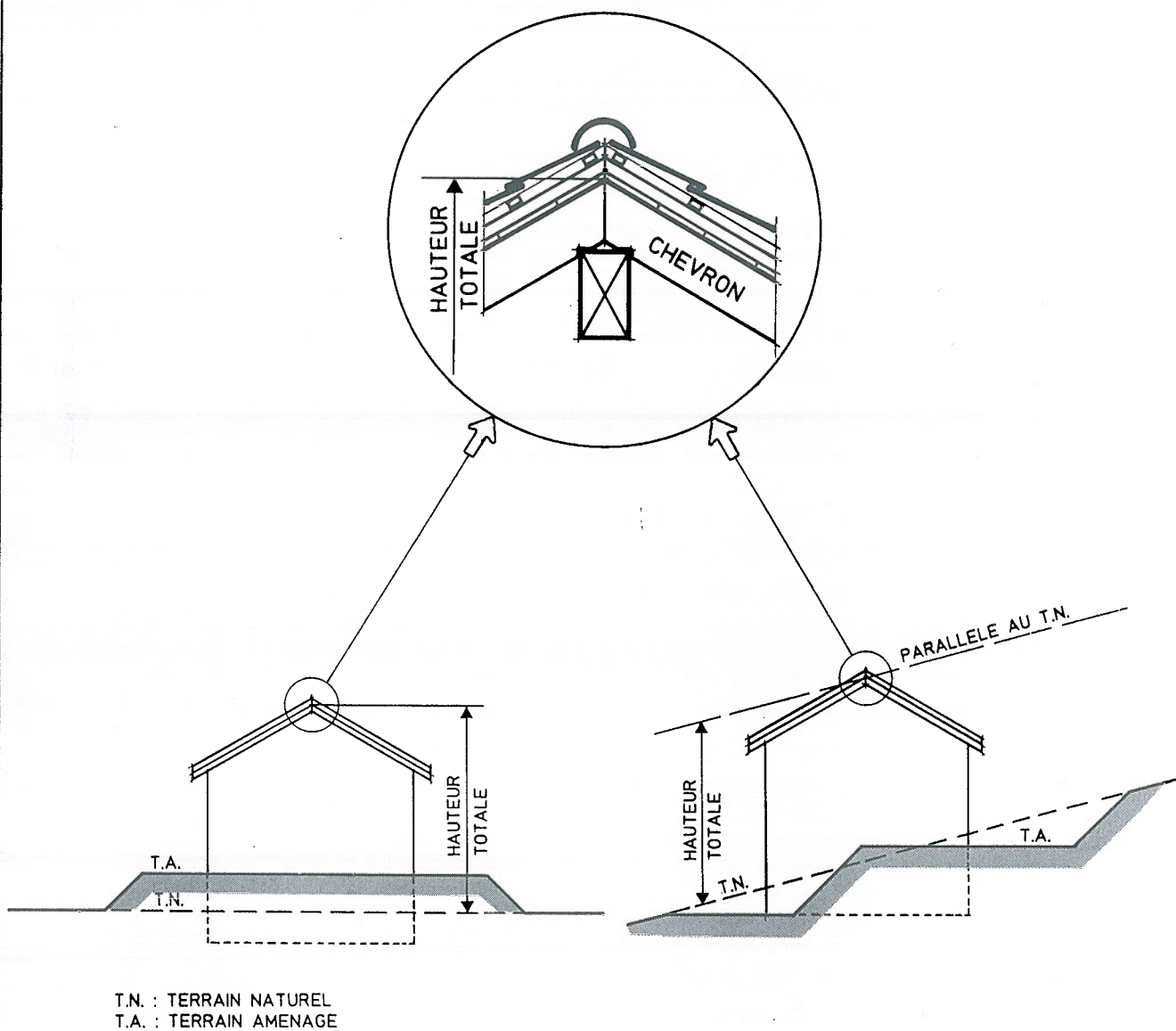
# CONSTRUCTIONS

## HAUTEUR TOTALE

art. 65 OCAT

3.8

SAT/avril 1993



## MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPES

### PLACES DE STATIONNEMENT

4.1

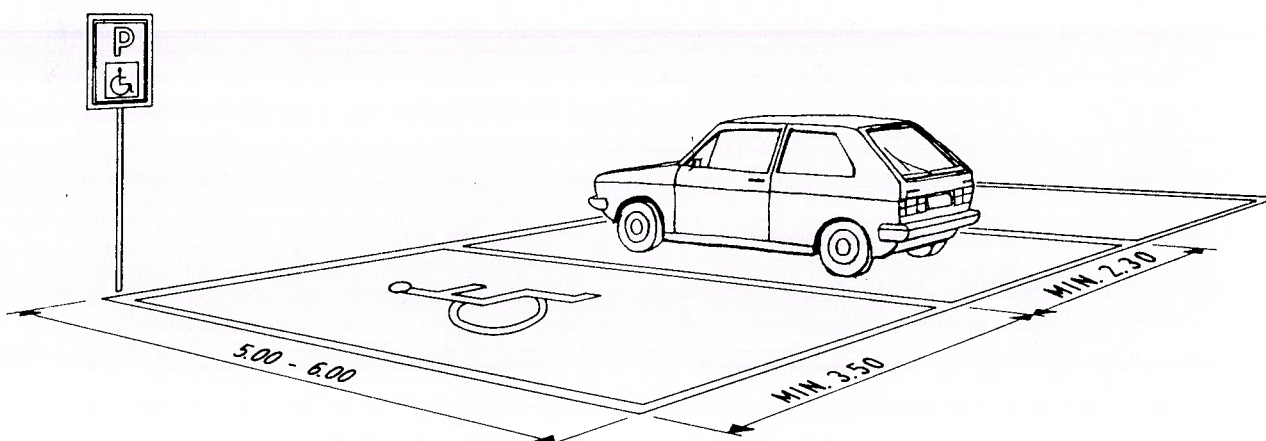
art. 15 LCAT et art. 46 OCAT; norme VSS SN 521 500

SAT/avril 1993

#### Renseignements détaillés:

Guide pour éliminer les barrières et les obstacles architecturaux (SIV/ASI)

DANS LES PARCS DE STATIONNEMENT, IL FAUT  
RESERVER AUX HANDICAPES 2% DES PLACES,  
MAIS 1 PLACE AU MINIMUM!



#### PLACES DE STATIONNEMENT RESERVEES AUX HANDICAPES

- toujours signalées par le panneau ICTA
- accès à niveau à la place de stationnement
- bordure de trottoir chanfreinée
- largeur minimum d'une place: 3,50 m
- déclivité latérale maximum: 5%

## MESURES EN FAVEUR DES HANDICAPES

### PORTES ET RAMPES ENCOMBREMENT D'UN FAUTEUIL ROULANT

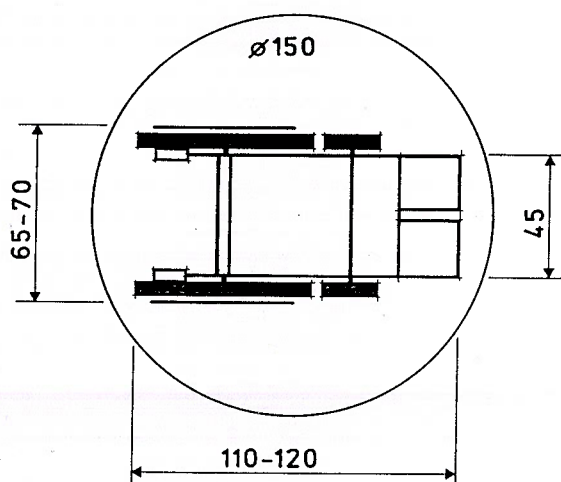
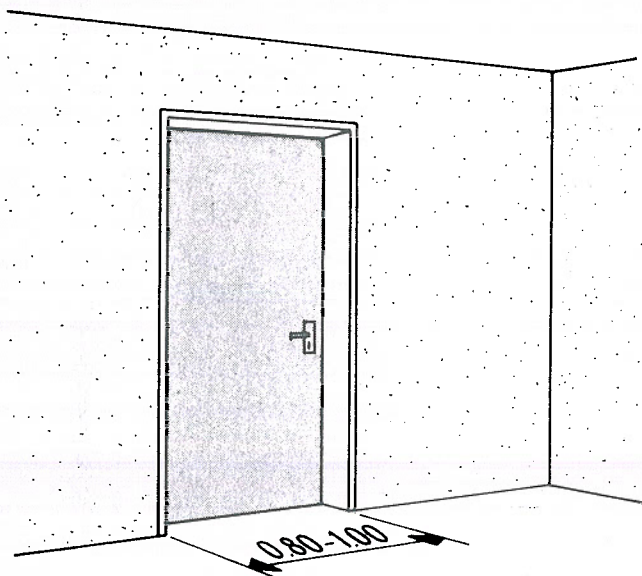
art. 15 LCAT et art. 46 OCAT

4.2

SAT/avril 1993

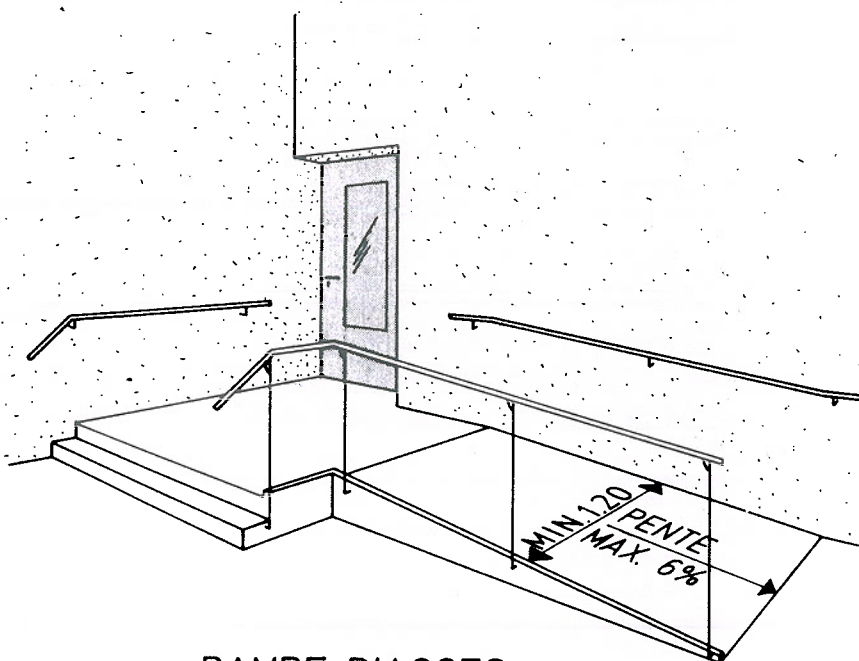
#### Renseignements détaillés:

Guide pour éliminer les barrières et les obstacles architecturaux (SIV/ASI)



ENCOMBREMENT D'UN FAUTEUIL ROULANT

PORTE



RAMPE D'ACCES

## CLOTURES ET PLANTATIONS SEPARATIVES

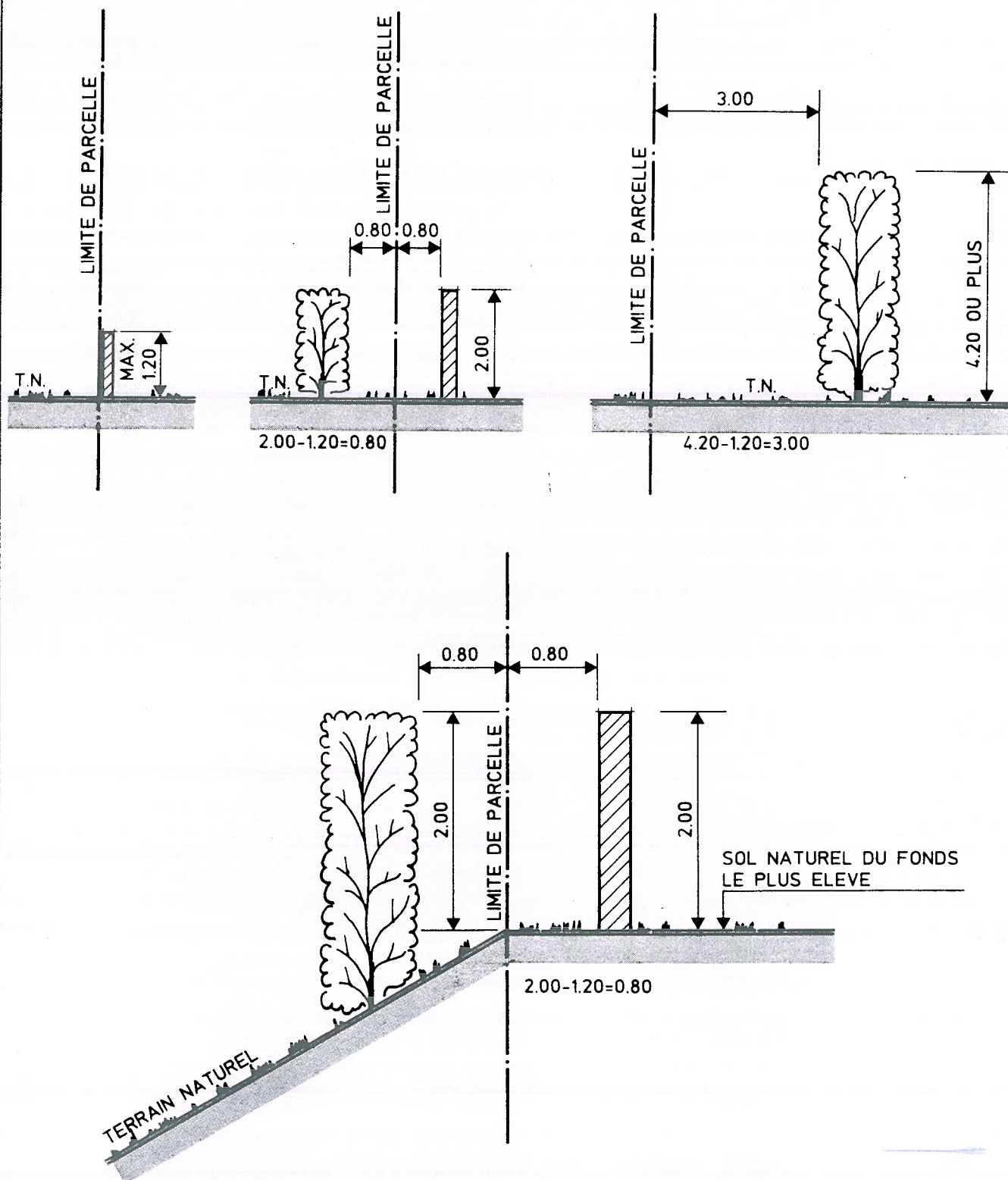
### CLOTURES, PALISSADES ET MURS HAIES A FEUILLAGE NON PERSISTANT

art. 60 al.3 OCAT; art 73 al. 1 et 2 LICC

5.1

SAT/avril 1993

ESSENCES À FEUILLAGE NON PERSISTANT: hêtre, charme, troène, noisetier, etc.



## CLOTURES ET PLANTATIONS SEPARATIVES

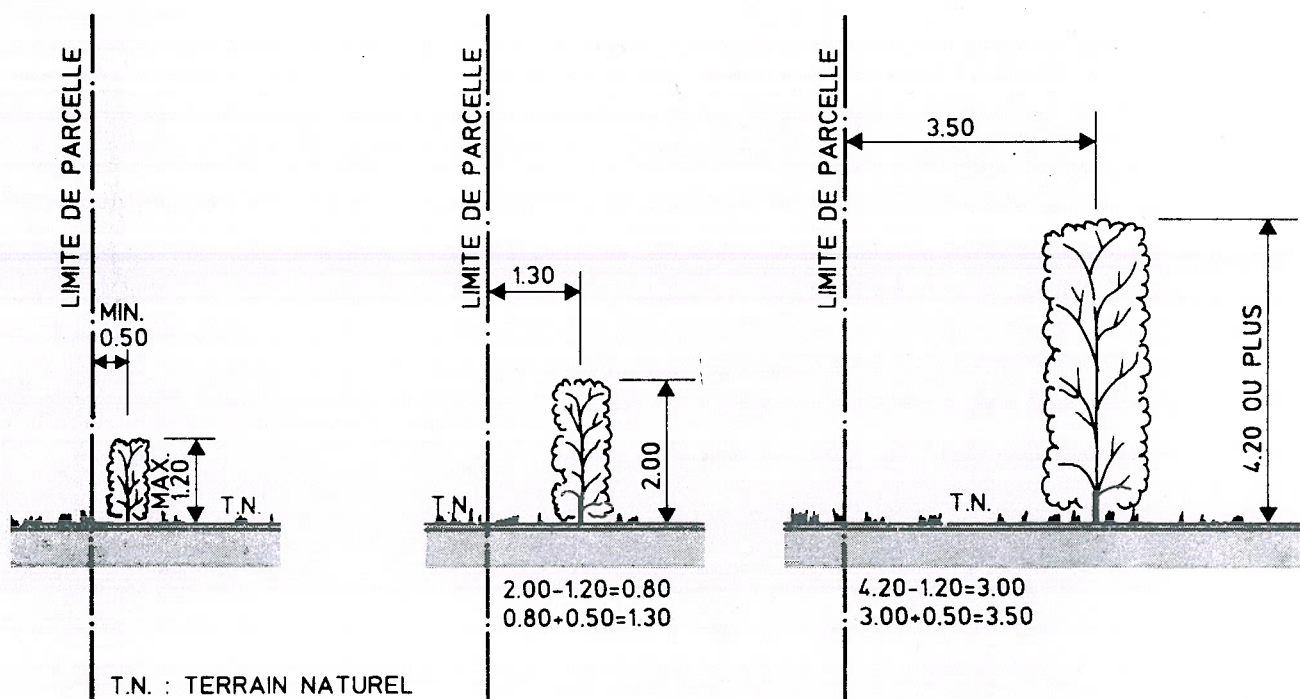
### HAIES A FEUILLAGE PERSISTANT

art. 60 al.3 OCAT; art 73 al. 3 LICC

5.2

SAT/avril 1993

ESSENCES À FEUILLAGE PERSISTANT: thuya, sapin, épicéa, if, buis, laurier, etc.



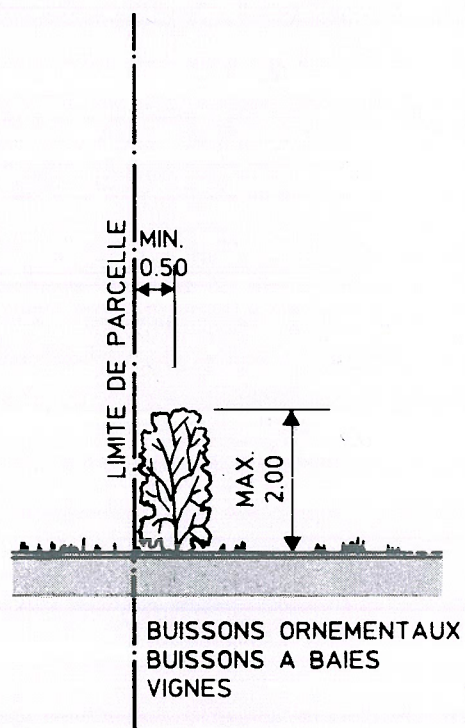
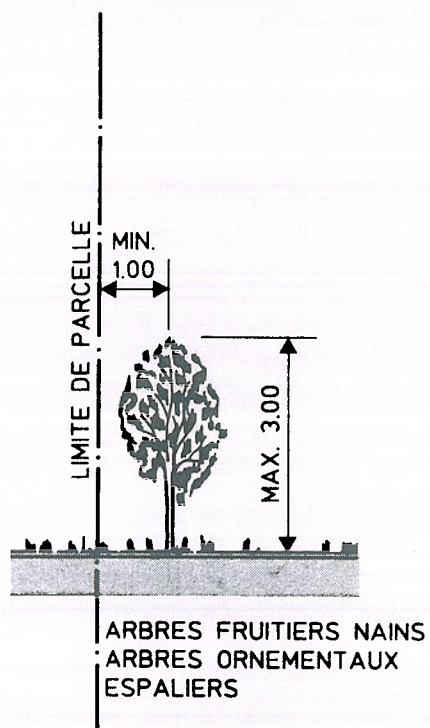
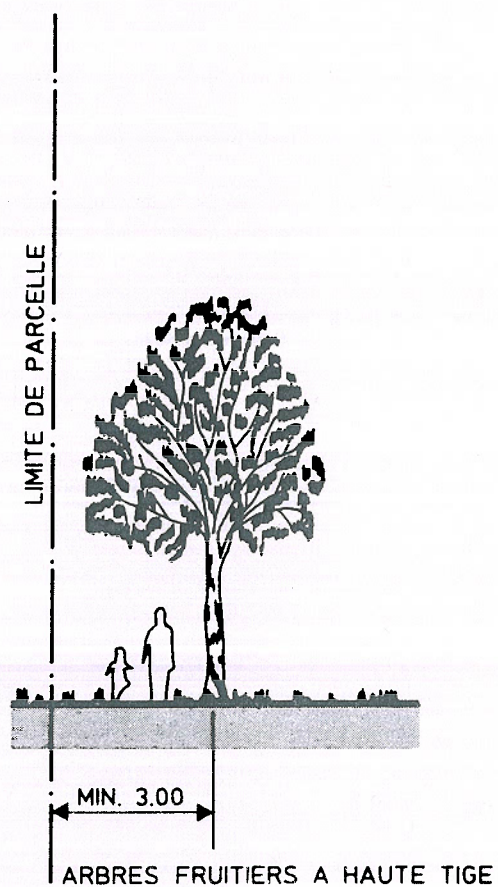
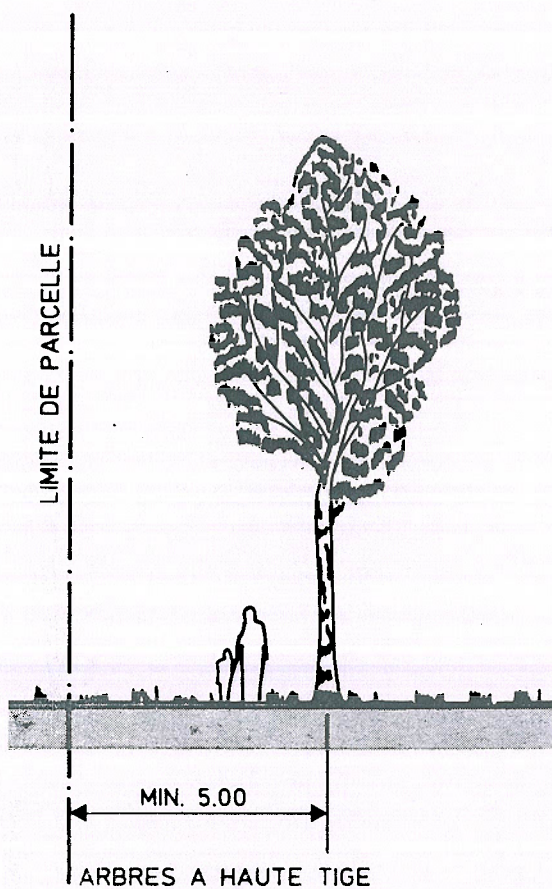
## CLOTURES ET PLANTATIONS SEPARATIVES

### ARBRES DE HAUTE TIGE, ARBRES ET BUISSONS NAINS OU ORNEMENTAUX

art. 60 al.3 OCAT; art 74 LICC

5.3

SAT/avril 1993



## CLOTURES ET PLANTATIONS SEPARATIVES

**REMBLAIS  
MURS DE SOUTÈNEMENT**  
art. 60 al.3 OCAT; art 71 LICC

**5.4**

SAT/avril 1993

